

OCTOBRE 1972 - N° 558

# LA VÉRITÉ



organe du Comité Central  
de l'Organisation  
Communiste  
Internationaliste (pour  
la reconstruction  
de la 4<sup>e</sup> Internationale)

**nouvelle phase  
du combat  
pour la reconstruction  
de la 4<sup>e</sup> internationale**

Giscard veut faire  
taire " **LA VÉRITÉ** "

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon TROTSKY.

## LA VÉRITÉ

**Organe du Comité Central de l'Organisation Communiste Internationaliste**

(pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale)

section française du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale

Rédaction et administration :

**39, rue du Faubourg-du-Temple - 75-Paris (10<sup>e</sup>)**

---

Le Directeur de la Publication : P. LAMBERT.  
Imprimerie ABEXPRESS - Paris.



**LA VERITE**

39; rue du Fg-du-Temple, Paris-10<sup>e</sup>

*M. Valéry*  
*Giscard d'Estaing*

Vous êtes un honnête homme, M. Giscard. Qui donc oserait le mettre en doute ? L'archange Gabriel en personne, que le commun nomme Aranda, ne se lasse pas de le certifier. Aussi bien — et nous n'en sommes pas moins persuadés — considérez-vous avec le plus profond mépris ce petit peuple de politiciens besogneux, députés écornifleurs et autres margoulins qui pullulent sur l'anatomie quelque peu usagée de la V<sup>e</sup>, et, comme le panier de crabes arrive à ébullition, sont assez sots pour se faire prendre la main dans le sac — un sac de quelques minables petits milliards.

Non ! Dans cette « société libérée » née de « la racine de votre cœur » — pour vous emprunter (sans intérêt) cette métaphore ailée, si caractéristique de votre éloquence — un homme avisé n'aura nulle peine, en plein accord avec la loi, à mener son esquif à bon port, n'est-il pas vrai ? Car votre cœur, racine incluse, bat pour « la croissance humanisée, la répartition sociale de la croissance, la diffusion des responsabilités dans l'ensemble du corps social, la protection rigoureuse des droits de l'individu et de l'espèce ».

Que cela sonne bien ! Et si l'écho, mauvaise langue, réplique : « Protection rigoureuse contre le fisc des droits de l'individu nanti et de l'espèce banquière », vous qui avez fait de Chaban un honnête homme, n'êtes-vous pas fier, chaque matin en vous rasant, de contempler dans votre miroir le visage fin et racé de l'inventeur d'une si admirable machine à enrichir les riches, à appauvrir les pauvres ? Souffrez que nous fassions violence à votre modestie et que nous nommions cet enfant de votre génie : l'avoir fiscal. Hélas ! le vulgaire ne paraît pas en apprécier toute la saveur. Margaritas ante

porcos... Et c'est sans doute pourquoi vous préférez, depuis quelque temps, parler d'autre chose.

Vous êtes, M. d'Estaing, un honnête homme incompris. Ce n'est pas vous qui connaîtrez les ennuis d'un Rives-Henrys, ou qui, tel ce maladroit M. de la Villette, signeriez des chèques... approvisionnés, bien sûr, mais ayant « fait l'objet d'une remarque à la Banque de France »... Ce n'est pas vous qui... Mais à quoi bon poursuivre sur ce triste sujet ? On n'en finirait pas. Felix qui potuit rerum cognoscere causas. Heureux qui connaît les arcanes du capital financier, et spéculé en toute légalité sur le marché de l'eurodollar. C'est si simple !

Mais vous êtes plus que cela, M. Valéry. Non content de veiller, avec le soin jaloux d'un esprit inventif, sur le patrimoine des beati possidentes, vous vous employez avec ardeur à emplir les caisses de l'Etat. M. Pompidou, que vous servez avec un zèle qui réchauffe le cœur de ce grand homme, a besoin d'argent.

Non pas, certes, pour la recherche scientifique. La V<sup>e</sup> République a clairement fait connaître qu'elle n'a plus besoin de savants. Combien entre-t-il, cette année, de chercheurs débutants à la section de mathématiques du CNRS ? Un ? Deux ? Non, trois. C'est presque du gaspillage.

Non pas pour les hôpitaux, pour les transports en commun (mais qui donc, dans vos relations, prend le métro ? Cela ne se fait pas), pour les écoles publiques, moins encore pour les universités.

Mais il en faut pour cet enseignement que, par une si jolie antiphrase, on dit « libre », et bientôt

pour les curés instituteurs et professeurs, cela est si vieille France (ou moderne Espagne). Il en faut pour ces 15 000 emplois supplémentaires de policiers, à quarante mille francs lourds l'unité, que votre collègue M. Marcellin se targuait l'autre jour d'avoir créés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1972. Il en faut pour cette armée si glorieuse, et surtout si coûteuse, qui dévore les milliards avec plus d'appétit encore que les hectares.

Oui, il faut de l'argent, et c'est là, M. Giscard, que vous révélez enfin toute votre grandeur d'âme.

Quelle ardeur vous mettez à réaliser la parole évangélique, selon laquelle il y aura toujours des pauvres parmi nous ! Des pauvres, et donc des riches. Décidément, disons-le tout net, vous êtes un saint, M. d'Estaing. Paul VI vous fera canoniser un de ces jours.

Ce n'est pas vous, en effet, qui auriez le mauvais goût de réclamer aux trusts les milliards dont ils fraudent le fisc ou la Sécurité sociale. Quand ils exagèrent, vous êtes toujours prêt à « composer », et à leur remettre trois milliards d'impôts s'ils daignent en payer un — ou promettre de le payer.

Car vous savez prendre l'argent où il est. Chez les véritables fraudeurs. C'est en vain qu'ils tentent d'échapper à votre œil d'aigle, qui a discerné sans la moindre peine que le n° 553 de « la Vérité » était daté de juin 1971, et le numéro suivant, numéro double 554-555, d'octobre 1971. Votre intellect perspicace en a déduit aussitôt qu'il s'était écoulé plus de trois mois entre la parution de ces deux numéros de la revue du Comité central de l'OCI (pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale), et que la loi et l'ordre, en l'espèce les décrets qui régissent les périodiques, étaient violés.

Et vous avez refusé à « la Vérité » l'exonération de la TVA, garantie élémentaire de l'indépendance de la presse périodique. Ce n'est pas « France-Soir », bien sûr, ou « le Figaro », à qui de tels ennuis arriveraient — encore que les mêmes décrets fixent certaines limitations à la surface utilisée pour la publicité... — mais quoi, il ne faut pas confondre.

C'est en vain que « la Vérité » a argué que le n° 553 n'a été daté de juin que par erreur, et devait l'être de juillet ; c'est en vain que l'imprimeur responsable de cette erreur a confirmé. Pas question de « composition » dans cette grave affaire. Vous ne mangez pas de ce pain-là. Et vous réclamez à « la Vérité » quelque 4 millions d'anciens francs de TVA arriérée pour les quatre années 1968-1971, plus les intérêts de retard à 1 % par mois. Pour commencer. Ensuite, 23 % des rentrées par numéro. Si nous ne pouvons payer, eh bien, nous n'aurons qu'à cesser de paraître. Qui donc, dans vos relations, a besoin d'une revue trotskyste ?

Vous ignorez sans doute, M. Giscard, que vous n'êtes pas exactement le premier à tenter de réduire au silence « la Vérité », le premier organe trotskyste paru dans ce pays, fondé en août 1929 avec la collaboration directe de Léon Trotsky.

Il y a d'abord eu la Gestapo. Premier journal clandestin à paraître à Paris sous l'occupation nazie (le n° 1 date d'août 1940), « la Vérité » a eu bon nombre de ses rédacteurs arrêtés et déportés. La majorité, dont son directeur Marcel Hic, n'est pas revenue. Mais « la Vérité » n'a pas cessé de paraître pour cela, publiant plus de cent numéros dans la clandestinité.

Hebdomadaire ensuite, elle a eu l'honneur, en 1956, combattant la guerre d'Algérie sur le terrain

de classe du prolétariat, d'être saisie 17 fois consécutives. Il n'a pas tenu à M. Bourgès-Maunoury que quatre de ses rédacteurs ne comparaissent devant la justice militaire. Une cour d'appel de Paris en a jugé autrement, et le tribunal civil s'est borné à leur infliger une amende.

Mais vous êtes d'Estaing, et votre arme est d'argent. Dans la « société libérée », il ne doit y avoir place que pour la presse aux ordres. Celle-là seule aura droit à l'exonération fiscale. Ainsi, la presse indépendante, financièrement asphyxiée, devra se taire. Une fois de plus, c'est « la Vérité » qui sert de ballon d'essai. Si le mauvais coup réussit, nul doute que d'autres ne suivent. Quel beau plan, vraiment digne du saint homme que vous êtes !

Une fois de plus, comme en 1940-1944, comme en 1956-1958, « la Vérité » n'a d'autre arme que les idées qu'elle défend, d'autres ressources que celles de ses lecteurs, d'autres champions que ces militants de l'O.C.I. dont elle est l'organe, et qui sont rassemblés sur la base du Programme de la IV<sup>e</sup> Internationale qu'elle a pour fonction de défendre et d'illustrer. Ce sont là richesses d'une nature qu'un homme comme vous ne peut comprendre ni même percevoir. Mais ce sont d'inappréciables richesses, voyez-vous, M. Giscard. Vous prétendez, après bien d'autres, avant bien d'autres, réduire les trotskystes au silence. Vous seriez-vous mépris ? Nous allons voir.

**LA VERITE.**



Pour manifester votre solidarité  
avec "**LA VÉRITÉ**" menacée

**Souscrivez !**

(Voir le bulletin de souscription en page 12)

---

**"LA VÉRITÉ" publiera dans ses prochains numéros :**

- Une étude du **programme commun de gouvernement**, par Stéphane JUST.
- L'analyse des ouvrages récents des opposants soviétiques et de leur signification pour l'avenir de l'opposition communiste en U.R.S.S., par Jean-Jacques MARIE.
- Une étude sur le congrès de La Haye de l'Association internationale des travailleurs, à l'occasion du centenaire de ce congrès, par Gérard BLOCH.
- Un quatre centième anniversaire très gênant, par Michel CHARDIN.
- Des articles sur le Chili, la situation économique internationale, l'Italie...
- Des comptes rendus de livres de Pierre BROUE et de nos autres collaborateurs.
- Un compte rendu du livre de Pierre BROUE **Révolution en Allemagne (1919-1923)** par Gérard BLOCH.
- De nouvelles polémiques d'Octave BOISGONTIER, etc., etc.

---

**Abonnez-vous !**  
**Prolongez**  
**votre abonnement !**

(Voir les bulletins d'abonnement en pages 8 et 9)

# POUR SOUTENIR LA VÉRITÉ MENACÉE PAR LES IMPOSITIONS ABUSIVES DE GISCARD

**Je m'abonne à partir  
du N° \_\_\_\_\_**

NOM .....

Prénom .....

Adresse .....

- pour cinq numéros.  
Je verse la somme de 25 F et en outre une souscription de ..... F contre Giscard (1).
- pour dix numéros.  
Je verse la somme de 45 F et en outre une souscription de ..... F contre Giscard (1).
- JE SOUSCRIS UN ABONNEMENT DE SOUTIEN A 100 F POUR DEUX ANS (10 NUMEROS) (1).

**Résolu à manifester ma totale solidarité avec la Vérité  
et ma confiance dans l'avenir du trotskysme**  
je verse 250 F pour un abonnement perpétuel à LA VERITE (1).

(1) Encadrez celle des quatre formules choisie, et retournez le bulletin rempli avec la somme correspondante en chèque postal de virement (3 volets C.C.P. BLOCH PARIS 606-23), chèque bancaire ou mandat à La Vérité, 39, rue du Faubourg du Temple, 75010 Paris.

# LA VÉRITÉ LA VÉRITÉ LA VÉRITÉ LA VÉRITÉ LA VÉRITÉ LA VÉRITÉ LA VÉRITÉ LA VÉRITÉ LA VÉRITÉ

**Déjà abonné, je prolonge  
mon abonnement**

NOM .....

Prénom .....

Adresse .....

- Je prolonge mon abonnement d'un an (5 numéros).  
Je verse la somme de 25 F et en outre une souscription de ..... F contre Giscard (1).
- Je prolonge mon abonnement de deux ans (10 numéros).  
Je verse la somme de 45 F et en outre une souscription de ..... F contre Giscard (1).
- 100 F, PROLONGEANT MON ABONNEMENT DE DEUX ANS (10 NUMEROS) (1).

**Résolu à manifester ma totale solidarité avec la Vérité  
et ma confiance dans l'avenir du trotskysme**  
je verse 250 F pour un abonnement perpétuel à LA VERITE (1).

(1) Encadrez celle des quatre formules choisie, et retournez le bulletin rempli avec la somme correspondante en chèque postal de virement (3 volets C.C.P. BLOCH PARIS 606-23), chèque bancaire ou mandat à La Vérité, 39, rue du Faubourg du Temple, 75010 Paris.

# LA VÉRITÉ

MENSUEL TROTSKYSTE  
PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

## DANS CE NUMÉRO :

De Gaulle et la gauche  
La crise de la S.F.I.O.  
Budapest, deuxième anniversaire  
Le journal de Trotsky en exil

En supplément, deux textes de L. Trotsky :

LETTRE A JULES GUESDE  
La famille Declerc

N° 513 15 Novembre 58

# LA VÉRITÉ

MENSUEL TROTSKYSTE  
PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

## DANS CE NUMÉRO :

Les partis après les élections  
Charles LEMOINE :  
Dix ans après la grève des mineurs de 48  
Pierre LAMBERT :  
Rénovateurs en tous genres  
François FORGUE :  
Le P.C.F. du 15 Mai au 1<sup>er</sup> Juillet  
John WHITE :  
Offensive du patronat anglais contre les  
"Shop Stewards"

N° 514 15 Décembre 1958

# LA VÉRITÉ

MENSUEL TROTSKYSTE  
PARAIT LE 1<sup>er</sup> DE CHAQUE MOIS

## DANS CE NUMÉRO :

De Gaulle et la gauche (suite...)  
Jean FERRIN :  
Les grèves de Novembre-Décembre 1947  
Charles LEMOINE :  
Les mineurs en Août 1953  
Ernest BOIVIN :  
Avant le 21<sup>e</sup> Congrès du P.C. russe

QUARANTIÈME ANNIVERSAIRE de la RÉVOLUTION ALLEMANDE  
Quatre articles de Rosa Luxembourg :  
« ASSEMBLÉE NATIONALE DU CONSEILS OUVRIERS »  
et deux textes de Léon Trotsky

N° 515 1<sup>er</sup> Février 1959

# LA VÉRITÉ

MENSUEL TROTSKYSTE  
PARAIT LE 1<sup>er</sup> DE CHAQUE MOIS

## DANS CE NUMÉRO :

Au congrès des métaux C.G.T.  
Washington et Moscou contre la révolution  
irakienne

Jean FERRIN : L.U.G.S., le P.S.A. et l'U.F.D.  
Un parti libéral bourgeois ou un parti socialiste ouvrier ?

François FORGUE :  
Y a-t-il encore une classe ouvrière ?

Ernest BOIVIN :  
Le 21<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S.

LEON TROTSKY :  
LA COMMUNE DE PARIS ET LA RUSSIE DES SOVIETS

N° 516 1<sup>er</sup> Mars 1959

# LA VÉRITÉ

REVUE TROTSKYSTE

## DANS CE NUMÉRO :

Le compromis des cheminots

### Le dossier de la laïcité

Jules Guesde :  
" Socialisme ou catholicisme, la question  
est bien posée "  
Pie XI :  
" L'école, si elle n'est pas un temple, devient  
une tanière "

ET EN SUPPLÉMENT  
• La calomnie stalinienne, facteur de division  
• PAUL LAFARGUE : Les 1<sup>er</sup> Mai 1890 et 1891

N° 517-518 Juin-Septembre 1959

# LA VÉRITÉ

REVUE TROTSKYSTE

## DANS CE NUMÉRO :

Grèves tournantes et grèves partielles  
Après l'échec de la conférence

### L'U.R.S.S.

vue par un révolutionnaire hongrois

et deux textes de Léon TROTSKY

Jean Jaurès  
Lettre ouverte aux Ouvriers Français

N° 519 Mai - Juin 1960

La souscription sera close le  
**10 décembre 1972**

# RÉIMPRESSION

## de la collection complète

### de "LA VÉRITÉ"

(numéros depuis octobre 1958)

#### Mise en souscription de la première série

La première série comptera les huit numéros parus en format 21 x 27 d'octobre 1958 à mai 1961, soit plus de 300 pages de texte serré. Vous y trouverez un certain nombre d'articles dont beaucoup d'entre vous ont très probablement entendu parler, mais que peu ont lu :

- les trois articles de P. Lambert sur les problèmes du parti ;
- « Le dossier de la laïcité » et « Indépendance nationale et révolution », de P. Lambert également ;
- « Y a-t-il encore une classe ouvrière ? » et « Compromis et principes », de F. Forgue ;
- « Deuxième anniversaire de la révolution hongroise des conseils ouvriers » et « L'U.R.S.S. vue par un révolutionnaire hongrois », de F. Manuel ;
- « Marxisme, philosophie et science », de G. Bloch, et bien d'autres articles.

Chaque exemplaire sera broché à part, l'ensemble étant présenté dans un boîtier cartonné.

Le prix après parution sera **D'AU MOINS 65 F.** Pour en faciliter l'achat aux militants ouvriers et jeunes, nous sommes parvenus à en fixer le prix de souscription à seulement **47 F.**

La parution en est prévue pour **DEBUT JANVIER 1973.**

## RÉIMPRESSION PHOTOGRAPHIQUE

### DE "LA VÉRITÉ"

#### BULLETIN DE SOUSCRIPTION A LA PREMIERE SERIE

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE COMPLETE (en capitales d'imprimerie) .....

.....

A remplir et à retourner, avec la somme de 47 F en chèque postal de virement (3 volets) pour le C.C.P. BLOCH 16.913-99 PARIS ; chèque bancaire ou mandat-poste libellé au nom de BLOCH, la Vérité, 39, rue du Faubourg-du-Temple, Paris-10°.

NOM .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

**Je souscris la somme de f  
pour soutenir La Vérité  
que Giscard veut baillonner**

A remplir et à retourner avec la somme versée en chèque postal  
de virement (3 volets C.C.P. BLOCH PARIS 606-23, chèque ban-  
caire ou mandat-poste libellé au nom de BLOCH) à LA VERITE,  
39, rue du Fg-du-Temple, 75010 Paris.

**POUR  
soutenir  
"la vérité"  
contre  
Giscard,  
Souscrivez!**

# **Une nouvelle phase du combat pour la reconstruction de la quatrième Internationale**

Les révolutions bourgeoises du passé n'ont pas eu besoin d'une claire conscience de leurs objectifs pour remporter la victoire. Le mode de production capitaliste s'était déjà développé pendant des siècles dans les pores de l'ancien régime ; la tâche de ces révolutions consistait « seulement » à briser les entraves (privilèges féodaux, obstacles au libre déplacement des travailleurs et des marchandises, douanes intérieures, corporations avec leurs règles rigides empêchant la « mobilité » des travailleurs si chère au capital, le tout couronné par l'énorme appareil devenu entièrement parasitaire de la monarchie absolue) qui s'opposaient à son plein épanouissement, pour que le développement économique du capitalisme et la formation de l'État bourgeois se poursuivent d'une manière en quelque sorte automatique. Les dirigeants de la grande révolution française pouvaient bien croire qu'ils émancipaient l'humanité de toutes ses chaînes, ils ne conquerraient finalement que la liberté du commerce.

Ces illusions, il est vrai, étaient indispensables à la mobilisation des masses plébéiennes pour briser les rapports hérités de l'ancien régime et vaincre par les armes la coalition de l'Europe féodale. Et si les tentatives de ces masses pour déborder les objectifs bourgeois qu'assignaient les conditions historiques à la révolution ne pouvaient finalement qu'échouer, elles contribuèrent à jeter les bases du futur mouvement de classe du prolétariat. Il reste que la grande révolution démocratique ne pouvait que refluer, après Quatre-vingt-treize, dans les cadres bourgeois que l'histoire lui assignait, et que, pour cette raison même, elle ne pouvait s'accomplir avec une claire conscience de ses fins immédiates, donc avec un parti dirigeant véritablement comparable au futur parti de classe du prolétariat.

Il en va tout autrement de la révolution prolétarienne. Le but que l'histoire assigne à celle-ci n'est pas d'instaurer un nouveau mode de production et de circulation des produits du travail humain supérieur au capitalisme, permettant un nouveau développement des forces productives, mais néanmoins fondé sur une nouvelle division en classe de la société, une nouvelle forme de rapports sociaux d'exploitation de l'homme par l'homme. Il n'y a pas de place pour un tel régime dans l'histoire de l'humanité. Les forces productives déjà développées sous le capitalisme, et plus encore les immenses ressources potentielles, scientifiques et techniques, actuellement existantes et qu'une économie planifiée à l'échelle mondiale peut mettre immédiatement au service de la satisfaction des besoins des masses inscrivent à l'ordre du jour de l'histoire l'objectif d'une société sans classe, sans Etat, sans différenciation sociale d'aucune sorte, une société d'êtres humains réellement libres, parce qu'émancipés à jamais de toute contrainte matérielle, politique ou morale exercée sur eux par la société. Car le but final de la révolution prolétarienne, c'est d'étendre à la société humaine et à son histoire future le contrôle qu'a conquis l'homme sur la nature.

Mais la société socialiste sans classe et sans Etat n'existe nulle part dans le monde actuel, si ce n'est dans la tête, dans la conscience des combattants de la révolution prolétarienne ; et pas davantage l'économie planifiée de la période de transition, fonctionnant sous le contrôle démocratique de la masse des

producteurs, ni l'Etat ouvrier des Conseils, Etat qui est déjà, par un côté, la négation de l'Etat, car il est par essence sans appareil permanent de répression, sans pyramide de fonctionnaires hiérarchiquement organisée, il doit être soumis au contrôle des masses travailleuses. Nulle part, ces nouveaux rapports politiques et sociaux ne peuvent se développer dans de petites enclaves protégées du marché capitaliste mondial (et c'est pourquoi l'« auto-gestion » des entreprises, réalisée sans qu'il soit porté atteinte à la propriété privée des usines et des banques et à l'Etat capitaliste qui les protège, n'est qu'une utopie réactionnaire). Les grands trusts internationaux, si leur formation démontre la tendance à la socialisation, à la planification du mode de production, ne sont en aucune manière des embryons d'entreprises socialistes, n'en déplaise aux théoriciens du réformisme, du passage graduel du capitalisme au socialisme par l'intermédiaire du « néo-capitalisme » ou du « capitalisme monopoliste d'Etat », dont c'est là l'argument suprême. Entièrement subordonnés à la recherche du profit privé, les éléments de planification partiels qu'ils introduisent se traduisent toujours par l'aggravation de l'inégalité de développement entre les diverses branches de l'économie et les diverses nations, du caractère anarchique du mode de production, et par un développement extraordinaire du parasitisme : bien loin de constituer une étape vers la planification socialiste, ils dressent dans la voie de celle-ci de gigantesques obstacles supplémentaires.

La révolution prolétarienne doit **commencer** par bouleverser les rapports mutuels, sociaux, politiques, culturels de dizaines et de centaines de millions d'hommes entre eux. Elle doit ouvrir une période où règnera, non un quelconque « ordre nouveau », mais un bouleversement permanent de ces rapports sociaux de toute nature au cours desquels des contradictions comme celles entre le travail manuel et le travail intellectuel, la ville et la campagne, etc., devront être finalement abolies. Cette période qui durera des décennies est au surplus indispensable, comme l'ont indiqué Marx et Engels, pour que la classe révolutionnaire elle-même se transforme profondément au feu de la révolution proclamée en permanence, afin de devenir apte à l'édification de la société sans classe.

C'est pourquoi la révolution prolétarienne ne peut vaincre que si ceux qui combattent pour cette révolution accèdent au plus haut niveau de conscience de leurs objectifs historiques.



La lutte pour la révolution prolétarienne se réduit largement à la lutte pour la conscience de classe du prolétariat. Mais le prolétariat ne se constitue comme classe consciente de ses objectifs historiques que par l'organisation, par l'édification de son parti politique international de classe, dont le programme est fondé sur la théorie scientifique de la lutte émancipatrice du prolétariat, le marxisme.

Aussi bien, dès qu'ils sont parvenus, en 1845-46, à la possession de cette doctrine scientifique, du matérialisme historique, Marx et Engels ont-ils entrepris de conquérir l'avant-garde prolétarienne de ce temps à la nouvelle théorie, non pas comme une activité purement littéraire ou propagandiste, mais par le moyen de la construction d'une organisation révolutionnaire fondée sur la « nouvelle théorie » et luttant pour la construction du parti international de classe. Comités de correspondance communistes (1846), Ligue des communistes (1847-1851), Association internationale des travailleurs (1864-1872) jalonnent les étapes successives, chacune à un niveau historique plus élevé, de leur combat. Et le dernier mot dit par la première Internationale, il y a cent ans, au congrès de La Haye, consistera à mettre, sur proposition de Marx, au centre de l'activité militante de la classe ouvrière la construction de son parti politique de classe, instrument de son émancipation. Par-delà la première Internationale, que la défaite de la Commune de Paris et la vague de réaction consécutive condamnent à disparaître, sont ainsi jetés dès 1872 les fondements de la deuxième. La continuité du combat pour le parti international de classe du prolétariat est assurée.

« L'organisation de classe devient dès lors elle-même enjeu et un terrain privilégiés de la lutte des classes. Classe de la société bourgeoise en même temps que classe ayant pour mission historique de l'abattre, et d'abolir toute division en classe de la société, le prolétariat est soumis de toute part à la pression de la société capitaliste. L'idéologie bourgeoise, qui a pour fonction d'affirmer la pérennité du mode de production capitaliste, élevé au rang de loi de la nature, se manifeste toujours, sous la diversité innombrable des formes qu'elle revêt, par la tentative de présenter « **scientifiquement** » la société comme un immense automate, un mécanisme échappant à la volonté et à l'action des hommes. Elle s'exprime tout naturellement, au sein de l'organisation de classe du prolétariat, par l'objectivisme, la conception du passage automatique, fatal, mécanique du capitalisme au socia-

lisme, le rôle de la conscience révolutionnaire étant purement et simplement nié ou du moins réduit à ne fournir qu'un appoint, nullement indispensable, aux prétendus « processus objectifs ».

L'idéologie bourgeoise découpe le mouvement dialectique de l'histoire de notre temps, histoire de la lutte du prolétariat pour son émancipation, par le moyen de la construction du parti international de classe, de la direction révolutionnaire centralisant son combat à l'échelle mondiale, en faits empiriques particuliers, isolés les uns des autres. L'indépendance de classe du prolétariat ne peut se conquérir que si l'organisation, le programme, l'action de l'avant-garde expriment l'unité fondamentale, à l'échelle mondiale, du combat des prolétaires. Et c'est précisément contre l'expression du fait historique fondamental de l'unité mondiale de la lutte des classes en termes de conscience, c'est-à-dire d'organisation, que la bourgeoisie et les appareils bureaucratiques concentrent tous leurs feux. Ils ne peuvent, évidemment, l'empêcher d'être objectivement le ressort même de l'histoire de notre époque. Déjà le **Manifeste communiste** constatait que la lutte du prolétariat, si elle était nationale dans sa forme, ne l'était nullement dans son fond. Mais ils s'acharnent à la disloquer dans la conscience et dans l'organisation de l'avant-garde, et cette organisation, ils ne ménagent naturellement rien pour la briser, pour rompre son unité.

Car, on ne le répétera jamais trop, c'est seulement sur la base de cette **unité mondiale du combat de classe des exploités**, s'exprimant au niveau de la conscience, du programme, de l'organisation, donc dans le cadre du parti international de classe ou de l'organisation internationale luttant pour construire ce parti que **l'indépendance de classe** du prolétariat et de son avant-garde peut être sauvegardée. Les adversaires de Marx au sein de la Ligue des communistes voulant réviser l'article 1 de ses Statuts et donner en 1849 à celle-ci pour tâche de lutter pour une « **république social-démocrate** » dans les limites nationales allemandes, et non plus pour la société communiste sans classe à l'échelle mondiale, ou Bakounine proposant en 1868 à l'Association internationale des travailleurs de fusionner avec la bourgeoise Ligue de la paix et de la liberté, ou encore les « **anti-autoritaires** » de 1872 rejetant l'action politique du prolétariat, sa lutte pour se constituer en parti politique, et toute action commune organisée dans le cadre de l'Internationale au profit de l'« autonomie » des diverses sections, sans se rendre compte que le refus de toute

centralisation revenait à subordonner les travailleurs à toutes les formes de particularisme bourgeois, exprimaient déjà, dans les conditions spécifiques de leur époque, la pression de la bourgeoisie tendant à disloquer l'organisation internationale du prolétariat. Il n'en sera pas différemment quant au fond du social-chauvinisme auquel succombera la II<sup>e</sup> Internationale en 1914, puis du « **socialisme dans un seul pays** » de Staline en 1924.

A chaque étape, à travers crises, conflits de tendances ou de fractions, victoires et défaites, passage en 1914 de la II<sup>e</sup> Internationale dans le camp de l'ennemi ; édification de la III<sup>e</sup> Internationale communiste sur la base de la victoire d'Octobre 1917 ; dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S. et « **passage définitif de l'Internationale communiste du côté de l'ordre bourgeois** » en 1933 ; lutte de l'Opposition de gauche pour redresser la III<sup>e</sup> Internationale jusqu'à cette date, puis lutte pour jeter les bases de la Quatrième Internationale de 1933 à 1938 ; fondation de la Quatrième Internationale en septembre 1938 ; crise majeure au sein de celle-ci, aboutissant à sa destruction en tant qu'organisation, en 1950-52 ; lutte pour la reconstruction de la Quatrième Internationale enfin, s'affirme la continuité du combat organisé de l'avant-garde, sur la base du programme scientifique du marxisme, pour le parti international de classe du prolétariat.

Le programme de la Quatrième Internationale, sur la base duquel celle-ci a été fondée par Léon Trotsky en septembre 1938, est un programme achevé, définitif, en ce sens qu'il est l'expression de l'analyse scientifique de l'époque qui s'est ouverte en 1914-1917 et où nous vivons encore aujourd'hui, l'époque de la crise historique finale du capitalisme, l'époque de la révolution prolétarienne et de la contre-révolution : époque où le capitalisme ne survit plus par ses propres forces, par son aptitude, désormais épuisée, à développer les forces productives, mais seulement par l'appui des appareils bureaucratiques du réformisme et du stalinisme, ses agences au sein du mouvement ouvrier et des conquêtes de la classe ouvrière — l'époque où « **la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire** », analyse que tout le développement historique depuis 1938 n'a fait que confirmer.

De ce fait, l'organisation fondée sur la base de ce programme, et qui a pour fonction de construire, au feu même de la lutte de classe, le parti international de classe du prolétariat — la

« **Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste** », est devenue elle-même l'enjeu suprême de la lutte des classes, le but ultime de toutes les pressions et de toutes les attaques des forces de la réaction bourgeoise et bureaucratique.

On sait que celles-ci sont parvenues, en 1950-51, grâce à Pablo, Mandel et leurs amis, à transformer la direction de l'organisation internationale fondée par Trotsky, qui était entre leurs mains, de centre organisateur en centre liquidateur. Le Secrétariat international Pablo-Mandel s'en prit au programme en tant qu'expression suprême, dans la conscience et dans l'organisation, de l'unité mondiale de la lutte des classes ; il prétendit scinder cette unité en un « **monde stalinien** », où la lutte pour le socialisme était dirigée par la bureaucratie, un « **régime capitaliste** », où le prolétariat n'était plus qu'une force d'appoint aux « **forces militaires et techniques** » de l'U.R.S.S., enfin un « **tiers-monde** », domaine de la « **révolution coloniale** », constituant un univers en soi (1).

Cette irruption débridée de l'idéologie bourgeoise au sommet même de la Quatrième Internationale ne se heurta dans l'immédiat qu'à une résistance limitée dans ses rangs, formés d'organisations insuffisamment enracinées dans les masses ouvrières et leurs organisations traditionnelles. Elle aboutit donc à la dislocation, à la destruction de l'organisation internationale centralisée fondée en 1938. Dans le même temps, la lutte organisée pour la reconstruction de la Quatrième Internationale sur la base de son programme de fondation se développait.

La très brève esquisse qui précède était indispensable si l'on veut apprécier correctement la place qu'occupe, dans le combat pour le parti international de classe (qui prend, à l'heure actuelle, la forme du combat pour la reconstruction de la Quatrième Internationale), la réunion internationale qui s'est tenue du 1<sup>er</sup> au 4 juillet 1972, et dont le n° 6 de **Correspondance internationale** publie le compte rendu, y compris l'ensemble des résolutions présentées, adoptées ou repoussées.

**La Résolution sur les tâches de reconstruction de la Quatrième Internationale** qui y a été adoptée dresse le bilan de la lutte menée depuis 1953, dans le cadre du Comité international constitué à cette époque, et à l'existence duquel la scission récemment perpétrée par la Socialist Labour League a mis fin, pour assurer la continuité du trotskysme sur la base du **Pro-**

**gramme de transition.** Elle analyse les diverses étapes de son existence et montre qu'il reposait sur une équivoque. Aux yeux du Socialist Workers Party des Etats-Unis, qui soutint le Comité international de sa fondation jusqu'en 1963, cet organisme était un centre dirigeant de la IV<sup>e</sup> Internationale, constitué au nom de ce que le S.W.P. appelait « **trotskyisme orthodoxe** » et s'opposant comme tel au « **Secrétariat international** » de Pablo et Mandel, qui étaient aux yeux du S.W.P. des trotskystes « **hétérodoxes** ». Derrière les phrases radicales de Cannon, principal dirigeant du S.W.P. à cette époque (« **Nous en avons fini avec Pablo pour toujours** », etc.), se cachait la volonté de ne pas aborder l'analyse de la profondeur de la crise et par là même de se dérober aux tâches politiques de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. La réunification sans principes de 1963 entre le S.W.P. et le S.I. a été la conclusion naturelle de cette politique, comme d'ailleurs la scission récemment perpétrée par la S.L.L. (2). Car si « **le C.I. a effectivement représenté la continuité de la IV<sup>e</sup> Internationale dans le sens où il a défendu le programme — unité de la théorie et de la pratique dans la construction de l'organisation — et avait donc vocation de reconstruire le centre dirigeant de la IV<sup>e</sup> Internationale** », en même temps, « **en refusant de tirer jusqu'au bout toutes les conclusions de la crise pabliste et, en outre, en refusant de lutter pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, le C.I. n'a pas assuré la continuité** ».

Cependant la pratique du Comité international démentait catégoriquement la prétention de ceux qui le définissaient comme un centre dirigeant : il fonctionnait selon les principes du fédéralisme, et la S.L.L. — qui, en 1966, à la 3<sup>e</sup> conférence du Comité international (3), avait pourtant voté la résolution proposée par la délégation de l'O.C.I. : cette résolution, partant du fait de la destruction de la IV<sup>e</sup> Internationale en tant qu'organisation, définissait les tâches de sa reconstruction — en paralysait de plus en plus le fonctionnement. C'est ainsi que, avant la tenue, décidée à la 3<sup>e</sup> conférence du C.I., de la conférence internationale ouverte à tous les groupes, courants et fractions cherchant la voie de la reconstruction du parti international de classe, la tenue d'une préconférence des organisations du C.I. avait été décidée. Elle se tint finalement le 30 juin 1970, mais devint « première session de la préconférence », la S.L.L. ayant demandé son interruption pour qu'elle puisse élaborer ses propres documents politiques ou du moins des amendements à ceux de l'O.C.I. Acculée à la nécessité d'ouvrir une discussion politique dont elle ne voulait à aucun prix, la S.L.L. devait, après de nouvelles tergiversa-

tions, scissionner. Ces développements de la crise du Comité international expliquent que la conférence qui vient de se tenir ait constitué la « deuxième session de la préconférence du Comité international » (4).

Rappelant que dès 1969, l'O.C.I. avait expliqué que si le Comité international n'assumait pas sa tâche de force motrice de la reconstruction de la Quatrième Internationale, cela l'amènerait à éclater, la résolution que nous citons rejette en même temps catégoriquement le point de vue selon lequel l'éclatement du Comité international serait une crise de croissance ayant permis de débloquer la situation :

**« L'éclatement du C.I. opéré par la S.L.L., qui est une tentative de rompre la continuité du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, aggrave la dispersion réalisée par Pablo-Mandel-Frank en 1952. Mais en même temps la tenue de la 2<sup>e</sup> session de la préconférence démontre la volonté et la possibilité d'avancer vers le regroupement des forces, organisations et groupes en lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il n'y a pas de centre dirigeant, il faut reconstruire le centre dirigeant sur les principes du centralisme démocratique ; tel est le contenu de la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. »**

C'est pourquoi la 2<sup>e</sup> session de la préconférence internationale, qui a été marquée par une discussion politique très large refusant toute limitation « diplomatique », et portant sur les problèmes posés par l'intervention des trotskystes dans la lutte des classes dans la dernière période (Amérique latine notamment) ainsi que sur la reconstruction de la Quatrième Internationale, s'est conclue par la désignation d'un Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale auquel adhèrent les organisations et groupes **« qui proclament leur volonté de combattre sur la base du programme de la Quatrième Internationale pour reconstruire le centre dirigeant »**, dont ils admettent qu'il n'existe pas actuellement.

Ce Comité aura pour tâches, notamment par l'édition d'un bulletin international en trois langues, de fournir le cadre le plus large à la poursuite de la discussion, afin de préparer une conférence internationale ouverte à tous les courants, fractions et groupes que dégage et dégage la crise du stalinisme, de la

social-démocratie et des organisations nationalistes petites-bourgeoises des pays arriérés, et qui se posent le problème de la nouvelle direction révoolutionnaire internationale. Dans ce cadre, le Comité d'organisation se donne pour tâche de poursuivre le travail de construction des sections nationales de la Quatrième Internationale.

Cette réunion ouvre une nouvelle étape dans la lutte pour la reconstruction de la Quatrième Internationale. Nouvelle étape marquée, à coup sûr, par de nouveaux conflits, crises, difficultés de toute espèce parce qu'elle sera marquée par les plus grands combats de classe de l'histoire, que la bourgeoisie mondiale et ses agences stalinienne et réformiste en sont parfaitement conscientes et qu'elles savent parfaitement le péril mortel que constitue pour leurs privilèges le courant qui combat pour la reconstruction de la Quatrième Internationale, et l'O.C.I. qui en constitue le principal appui. C'est pourquoi elle ne reculera devant rien pour porter des coups à l'O.C.I. Cette offensive, déjà commencée, au moment où nous écrivons, sous diverses formes, doit se briser sur la fermeté politique, fondée sur le programme marxiste, de notre organisation, sur la confiance de ses militants dans les objectifs historiques de la révolution prolétarienne, sur l'appui que trouve, pour cette raison, l'O.C.I. dans les rangs des militants conscients du mouvement ouvrier. C'est le moment, pour tous ceux qui approuvent notre combat, de serrer les rangs autour de l'Organisation communiste internationaliste et du combat qu'elle mène, avec le Comité d'organisation issu de la conférence de juillet 1972, pour la reconstruction de la Quatrième Internationale.

Le 20 octobre 1972.

**LA VERITE.**

VOIR EN PAGES 101 - 102 - 103 LA LISTE DES DOCUMENTS  
DE LA DISCUSSION INTERNATIONALE.

**OUVRAGES PUBLIÉS OU DIFFUSÉS EXCLUSIVEMENT  
PAR LA**

**S. E. L. I. O.**

**Société d'Édition, Librairie d'Informations Ouvrières  
87, Rue du Faubourg Saint-Denis — PARIS - 10<sup>e</sup>**



- F. DE MASSOT.** — La grève générale (mai-juin 1968) ..... 12,00
- STEPHANE JUST.** — Révisionnisme liquidateur contre Trotskysme.  
Défense du Trotskysme I ..... 20,00
- 
- ... Samizdat  
La voix de l'opposition communiste en U.R.S.S. .... 20,00
- ... Pologne, 24 janvier 1971 :  
Gierek face aux grévistes de Szczecin .... 16,00
- ... Bas les pattes devant la révolution en Pologne ..... 5,00
- Conférence des Etudiants des Pays de l'Europe de l'Est.  
Recueil de résolutions et documents .... 3,00



Edité par la S.E.L.I.O.

**Un document exceptionnel !**

**POLOGNE 24 JANVIER 1971**

**GIEREK FACE AUX GRÉVISTES DE SZCZECIN**

REPRODUCTION INTEGRALE DE L'ENREGISTREMENT  
MAGNETIQUE EFFECTUE PAR LES TRAVAILLEURS DU  
PORT.

Procès verbal de la rencontre entre Edward  
Gierek, premier secrétaire du P.O.U.P.,  
accompagné d'autres membres du Bureau  
Politique, et les ouvriers des chantiers  
navals « Adolph Warski » à Szczecin,  
le 14 janvier 1971.

Préface de **P. Broué**.

1 volume ..... 16,00

Dans la collection Cahiers du marxisme :

1. **L. TROTSKY.** — Le Programme de transition.
2. **P. LAMBERT.** — Actualité du Programme de transition.
3. **C. CORTE.** — Les marxistes et l'Etat.
4. **R. LANGLADE.** — Comment de Gaulle a pris le pouvoir.
5. **L. TROTSKY.** — Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste. Préface de **Stéphane Just**.

**De POMPIDOU-CHABAN**

**à POMPIDOU-MESSMER**

# **La crise révolutionnaire se prépare**

*par Stéphane Just*

La crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin a désormais pénétré profondément la société ; elle continue sous nos yeux à creuser, à corroder tous les rouages, tous les rapports sociaux. Tous les organes de la société s'infectent. La crise se manifeste partout, depuis les superstructures politiques et idéologiques, religieuses y compris, jusqu'aux soubassements sociaux.

Ces derniers mois, elle s'est exprimée par des accès virulents, dans tous les domaines de la vie politique et sociale, au pays qui fut le berceau du capitalisme, puis de l'impérialisme : l'Angleterre. Il suffit d'en énumérer les principales manifestations : les mineurs ont infligé une retentissante défaite politique au gouvernement conservateur qui se voulait un gouvernement fort ; malgré un déploiement imposant de forces militaires, Heath ne

parvient pas à maîtriser la situation en Irlande du Nord, où se poursuit une guerre civile endémique ; une fois de plus, la livre sterling est en crise ouverte ; le gouvernement anglais, rompant les engagements qu'il venait de prendre vis-à-vis de ses partenaires de fraîche date du Marché commun, a décidé de la laisser flotter, c'est-à-dire d'en laisser varier le cours à tous les vents de la spéculation ; le ministre de l'Intérieur, le second personnage du cabinet britannique, M. Maulding, compromis dans un scandale financier, a dû démissionner. Et ce n'est pas tout.

### **La grève des dockers et le gouvernement tory**

Le gouvernement tory essaie-t-il de prendre sa revanche sur la défaite que lui ont fait subir les mineurs, le voilà alors à l'origine de l'un des événements les plus importants qui se soient produits ces dernières années, non pas seulement en Angleterre, mais dans la lutte des classes mondiale : voulant appliquer la loi Carr, dont il est le père, loi qui réglemente le droit de grève et limite les droits syndicaux, il fait arrêter cinq des dirigeants syndicaux des dockers en grève. Mais, sous la pression des syndicats et de la masse des ouvriers, la direction des trade-unions doit alors lancer un ordre de grève générale de vingt-quatre heures. Il ne reste plus désormais au gouvernement d'autre issue que d'user des ressources infinies de la jurisprudence britannique pour sauver la face ; c'est un tribunal qui va décider de remettre en liberté les cinq leaders des dockers.

Mais le gouvernement d'une des bourgeoisies les plus anciennes

et les plus expérimentées du monde n'a pas, pour autant, abandonné la lutte. La direction réformiste de la centrale syndicale britannique, le Trade-Unions Congress (T.U.C.), s'est naturellement empressée, dès la libération de ces cinq militants, de rapporter son ordre de grève générale ; Heath a cependant maintenu la lourde amende qui frappait les syndicats des dockers ; ceux-ci poursuivirent leur grève ; le chef du gouvernement tory escomptait que, cette fois, les dockers seraient isolés. Il a décrété l'état d'urgence qui l'autorisait à utiliser la troupe pour briser la grève, a multiplié les provocations, et fait arrêter pour « violences » des dockers qui défendaient leur grève. Mais, dans les jours suivants, les dirigeants des syndicats des dockers ont signé avec le patronat un accord abandonnant les revendications fondamentales des travailleurs de cette corporation : la garantie de l'emploi et de la qualification.

Dans ces conditions, les dockers ont dû finalement reprendre le

travail. Mais diverses leçons de leur mouvement se sont inscrites dans la conscience des travailleurs, et pas seulement des travailleurs anglais.

La direction du T.U.C., comme celle du Labour Party, n'a cessé de collaborer avec la bourgeoisie britannique et son gouvernement. Aussitôt qu'elle l'a pu, sans risquer d'être débordée par les travailleurs, elle a rapporté son ordre de grève générale, qu'elle avait d'ailleurs pris la précaution de limiter à vingt-quatre heures, contribuant ainsi à isoler les dockers. Et les dirigeants du Labour Party ne se sont même pas opposés au vote de l'état d'urgence par le Parlement.

Pour la première fois depuis 1926 (1), la direction du T.U.C. n'en a pas moins été obligée de donner un ordre de grève générale, même limité à vingt-quatre heures. Un rapprochement peut être fait avec la façon dont a débuté la grève générale de mai-juin 1968 en France. Au point de départ des deux mouvements, la répression, s'abattant en France sur les étudiants, s'exerçant en Angleterre directement contre des responsables syndicaux d'une corporation en grève. Mais, dans l'un et l'autre pays, ni les militants des organisations ouvrières ni la classe ouvrière dans sa masse n'ont accepté de rester passifs. Ils se sont tournés vers les dirigeants de leurs organisations syndicales et politiques, attendant d'eux qu'ils organisent et dirigent leurs actions. Or ces dirigeants n'ont pas pu ne pas répondre, au moins partiellement, aux aspirations des

travailleurs et des militants ; et ce faisant, bien malgré eux, ils ont cristallisé la volonté de combat de la classe ouvrière.

## Angleterre et France

En France, l'ordre de grève générale, même limité à la journée du 13 mai 1968, et la formidable manifestation, de la gare de l'Est à Denfert-Rochereau, d'un million de travailleurs répondant à l'appel de leurs organisations syndicales et politiques ont ouvert la voie à la grève générale, bien que le gouvernement ait reculé en toute hâte. En Angleterre, par contre, la direction du T.U.C. a été en mesure d'annuler son ordre de grève générale de vingt-quatre heures. Il reste que, dans les deux cas, les directions des confédérations syndicales avaient dû prendre des initiatives mobilisatrices, car c'était pour elles le seul moyen de conserver le contrôle de la classe ouvrière. Dans les deux cas, elles n'avaient naturellement pour but que de canaliser, de dévoyer et finalement de liquider les mouvements. Jusqu'ici, elles y sont parvenues. La bourgeoisie a gagné ainsi de nouveaux délais, qu'elle met à profit pour tenter de réorganiser son front de lutte contre le prolétariat.

---

(1) Pour l'analyse de la grève générale de 1926, de ses causes, de son déroulement et de l'attitude des diverses tendances politiques au cours de la grève, il faut se reporter à l'ouvrage de Trotsky, *Où va l'Angleterre ?*, récemment réédité dans un même volume avec *Europe et Amérique* aux éditions Anthropos. (N.D.L.R.)

Ces analogies dans la forme prise par la lutte des classes dans les deux pays ne sont pas fortuites. Elles proviennent d'un contenu politique identique quant au fond. Car l'affrontement entre les classes y est inéluctable. En Angleterre, la grève générale est à l'ordre du jour. Elle peut éclater brutalement à propos d'un nouveau problème. Il est également possible que cet affrontement soit différé pour plus ou moins longtemps. Il se peut encore qu'il se produise sous une autre forme. Mais ce qui est certain, c'est que la classe ouvrière de ce pays se prépare à affronter la bourgeoisie en un conflit ou une succession de conflits dont l'enjeu sera le gouvernement. Dans ses combats, elle utilise nécessairement les formes d'organisation dont elle dispose : les syndicats et le Labour Party. Elle fait pression à sa façon sur les dirigeants de ces organisations pour qu'ils préparent et organisent ses luttes. De leur côté, ceux-ci, alors même qu'ils répondent partiellement aux aspirations des travailleurs, maintiennent leur orientation politique : la défense de la société bourgeoise et, très étroitement, dans l'immédiat, la défense du gouvernement conservateur en place, le gouvernement Heath. Il est très compréhensible que la marche du prolétariat britannique à l'affrontement politique paraisse relati-

vement lente, qu'elle semble marquer des pauses plus ou moins longues, que le prolétariat anglais se saisisse, de façon difficilement prévisible, de tel ou tel événement surgissant à l'improviste pour se mobiliser.

Cette similitude entre les deux pays suffirait à justifier qu'un article consacré à l'analyse du développement récent de la lutte des classes en France se réfère à l'Angleterre, et même commence par évoquer la situation anglaise. Mais il existe encore d'autres raisons pour débiter de cette manière. Le développement de la lutte des classes en Angleterre, au niveau qu'elle a actuellement atteint, a et aura une répercussion immédiate et profonde sur le cours de la lutte des classes dans le monde, et tout particulièrement en Europe occidentale. Il constitue un élément majeur de la maturation de la crise de l'impérialisme et de celle des bureaucraties parasitaires des Etats ouvriers dégénérés ou déformés ; autrement dit, un facteur essentiel susceptible d'impulser politiquement un prolétariat comme le prolétariat français. C'est ce rôle qui revient à l'Angleterre, un rôle mondial dont l'importance, pour être d'une autre nature, ne le cède en rien à celui qu'elle a joué naguère en tant que premier pays capitaliste du monde.

CHAQUE SEMAINE, LISEZ

« INFORMATIONS OUVRIERES »

journal de l'Alliance ouvrière

## LA CLASSE OUVRIERE FRANÇAISE, ELLE AUSSI, EST DIRECTEMENT CONCERNÉE

Si, outre les éléments de la situation mondiale que nous venons d'esquisser, on fait entrer en ligne de compte la signification que revêtent les procès qui se déroulent actuellement en U.R.S.S., en Yougoslavie, et surtout en Tchécoslovaquie, sans pourtant procéder ici à une analyse d'ensemble de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, sans préciser non plus le point exact où en est actuellement cette crise, on dispose cependant d'un cadre assez précis, du minimum d'éléments suffisant pour procéder à l'analyse du cours actuel de la lutte des classes en France.

Après le mouvement révolutionnaire des ouvriers polonais de décembre 1970 et janvier 1971 (2), la formation des conseils ouvriers dans ce pays et le recul de la bureaucratie polonaise — qui a dû conclure une série de compromis implicites avec le prolétariat —, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites se sont trouvées dans l'obligation d'entreprendre une contre-offensive politique ; cette contre-offensive participait de la politique de constitution d'une Sainte-Alliance contre-révolutionnaire mondiale, politique dont les voyages de Nixon à Pékin et à Moscou ont démonstrativement proclamé la mise en œuvre. L'arrestation récente de Piotr Iakir est l'un des aspects les plus importants

de cette contre-offensive politique qui frappe les militants ouvriers combattant la bureaucratie parasitaire, au premier rang desquels l'opposition communiste. Les procès en Yougoslavie et les condamnations par lesquelles ils se sont terminés sont le fait d'une bureaucratie aux abois, prête elle-même à éclater sous le feu des contradictions sociales accumulées.

Mais c'est la Tchécoslovaquie qui est aujourd'hui le point névralgique. Pour la bureaucratie du Kremlin, écraser la classe ouvrière tchécoslovaque, briser les militants qui ont combattu et contribué à faire éclater le système bureaucratique en 1968 et qui poursuivent ce combat, c'est un préalable indispensable pour pouvoir écraser le prolétariat polonais et l'opposition communiste en U.R.S.S. Le développement concret de l'histoire a une grande importance. Les « 40 000 contre-révolutionnaires » dont parlait la *Pravda* le 21 août 1968 doivent être pulvérisés. Car si la révolution politique reste vivante en Tchécoslovaquie, le « printemps de Prague » continuera de nourrir l'opposition communiste en U.R.S.S. et ailleurs ; et toute nouvelle fissure se produisant dans l'appareil international de la

(2) Voir sur ce point l'étude de C. Bobrovsky dans *la Vérité* nos 553 et 556. (N.D.L.R.)

bureaucratie du Kremlin — et il ne peut manquer de s'en produire — aura son prolongement en Tchécoslovaquie, ouvrira une brèche par laquelle le mouvement vers la révolution politique déferlera de nouveau ; la révolution politique, prenant un nouvel essor en Tchécoslovaquie, se joindra alors au mouvement révolutionnaire de Pologne réactivé, de nouvelles brèches s'ouvriront dans l'appareil international du stalinisme, et ce puissant foyer révolutionnaire brûlant au centre de l'Europe embrasera le vieux continent tout entier en étendant la révolution politique à toute l'Europe de l'Est et à l'U.R.S.S. elle-même, et, par là même, en donnant une impulsion décisive à la révolution sociale en Europe occidentale.

### **Le Kremlin a besoin d'« aveux »**

La bureaucratie du Kremlin a besoin de nouveaux procès de Moscou, de procès du genre de ceux qu'elle a mis en scène en U.R.S.S., de 1934 à 1938, et en Europe de l'Est de 1948 à 1953. Obtenir que les accusés « avouent », qu'ils s'accusent de crimes qu'ils n'ont jamais commis, a, pour elle, une très grande importance politique, que ces « aveux » soient crus ou non. Les « aveux », c'était le dernier degré de la capitulation politique, l'écrasement physique et politique total des opposants à la bureaucratie, ou même de ceux qui se bornaient, de l'intérieur de l'appareil, à mettre en cause son « monoli-

thisme ». Or, actuellement, la bureaucratie ne peut obtenir ces « aveux », bien au contraire.

Il s'agit là d'un phénomène politique d'une énorme importance. Ce que ce phénomène exprime, ce sont d'abord des rapports de force entre les classes à l'échelle mondiale radicalement différents de ceux qu'ont connus les années 1934 à 1939. A cette époque, les procès se sont déroulés au cours d'une période ininterrompue de défaites du prolétariat mondial qu'ils ont contribué à aggraver encore. Actuellement, au contraire, les procès s'inscrivent dans un cours de la lutte des classes où révolution sociale et révolution politique sont à l'ordre du jour. De plus, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites sont elles-mêmes politiquement déchirées, faute de parvenir à maîtriser la situation, impuissance qui se répercute sur l'appareil international du stalinisme. Dans cette situation, les accusés, non seulement n'« avouent » pas, quelques efforts que l'on fasse pour les y amener, mais se défendent au contraire, et ce, en retournant l'accusation contre leurs « juges ».

Les procès peuvent alors se retourner contre ceux qui les organisent et devenir un élément d'approfondissement de la crise de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties satellites et de l'appareil international du stalinisme. C'est ce qui commence à se produire. Les prises de position du parti communiste italien, de la C.G.T. française, et même du P.C.F. (bien que ce dernier s'efforce de couvrir à sa manière

la répression en sussurant qu'elle frappe des adversaires du socialisme, mais qu'il ne faut pas les combattre de cette façon) se recourent avec les divergences politiques qui existent jusqu'au sommet, au Kremlin. Si la bureaucratie va trop loin dans la répression, elle pousse à l'éclatement son appareil international — et pourtant il lui faudrait aller plus loin. Mais le P.C.F., le P.C.I., la C.G.T. — et bien d'autres partis

staliniens — ne peuvent plus faire « avaler » à une grande partie de leurs militants (et en général à la classe ouvrière de leurs pays respectifs) de nouveaux procès de Moscou.

Tout comme la lutte des classes dans les pays capitalistes avancés, notamment l'Angleterre, la crise du stalinisme, encore que de façon différente, est en prise directe sur la lutte des classes en France.

## CHABAN-DELMAS CONGEDIÉ

Partie intégrante de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, la crise de la bourgeoisie française la concrétise en termes particuliers, et en est un facteur efficient. Intervenant après la grève générale de mai-juin 1968 et le processus de révolution politique ouvert en Tchécoslovaquie, la chute de De Gaulle a inauguré cette situation de crise politique de la bourgeoisie française. Dans *la Vérité* d'octobre 1969, on pouvait lire :

Certes, l'élection de Pompidou à la présidence de la République s'est effectuée sans heurts. La continuité du pouvoir bourgeois a été ainsi assurée, mais la forme politique de la domination de classe de la bourgeoisie qu'avait incarnée de Gaulle pendant dix ans n'en était pas pour autant ressuscitée ; aucune forme politique nettement définie ne lui avait cependant succédé. La forme politique actuelle de la domi-

nation de classe de la bourgeoisie, comme le gouvernement qui en est l'expression, est bâtarde, instable, inviable. (3)

Depuis, trois années ont passé. Vaille que vaille, telle qu'elle s'est constituée au lendemain de la chute de De Gaulle, cette forme politique s'est maintenue. Mais bâtarde elle était, bâtarde elle est restée. Le régime présidentiel institué par de Gaulle vit encore ; l'Assemblée nationale élue en juin 1968 sous l'ombre tutélaire de De Gaulle (et qui lui devait d'avoir vu le jour) est toujours en place. Le secret de la pérennité de celle-ci et de celui-là, c'est la crainte que la moindre modification réelle fasse s'effondrer tout l'édifice. Les députés de la majorité avaient un souci majeur :

(3) Voir dans *la Vérité* n° 545 d'octobre 1969, p. 1, l'article de S. Just, *La question du pouvoir plus que jamais posée. Un gouvernement bâtard, instable, inviable.* (N.D.L.R.)



aller jusqu'à la fin du mandat qu'ils tenaient de De Gaulle. Le bougnat devenu professeur, puis président de la V<sup>e</sup> République et successeur du général-président après l'avoir un peu poussé dehors, ne pouvait qu'enterrer ses grands projets, au nom de la « *continuité dans l'ouverture* ». Il ne pouvait s'attaquer de front à la destruction du mouvement ouvrier.

### Les avatars de la « grandeur »

A l'intégration des syndicats à l'Etat bourgeois, à leur destruction en tant qu'organisations de classe du prolétariat, lui et son Premier ministre Chaban-Delmas trouvèrent un succédané : « *la nouvelle société* », « *les contrats de progrès* ». Ne pouvant apporter de modifications profondes aux structures du capitalisme français, ils appliquèrent une politique de demi-mesures ou de quarts de mesures, abandonnant discrètement les « *options* » du VI<sup>e</sup> plan. Ils firent une croix sur la « *politique de grandeur* », ouvrirent la porte du Marché commun à l'Angleterre et procédèrent au réalignement atlantique de leur politique étrangère. Par contre, et d'autant plus que leurs bases politiques étaient plus faibles, Pompidou et Chaban-Delmas accentuèrent une des données essentielles de la « *grandeur* » gaulliste : ses assises policières. L'important était de remplir le vide politique — de durer.

Mais ce système politique bâtard peut-il donc se perpétuer indéfiniment ?

Pompidou a répondu lui-même à cette question. Le référendum n'avait d'autre objet que de remodeler le régime présidentiel, de lui donner une nouvelle base de masse dans le pays, tout en permettant une ouverture vers les « *centristes* » et, au-delà, vers le parti socialiste. La question posée portait sur la « *construction de l'Europe* ». Question aussi vague que possible : construire « *l'Europe* », cela résonne bien et peut éveiller la sympathie des masses populaires. Et surtout, sur une telle question, on pouvait compter sur l'approbation des « *centristes* », et on posait un problème à la direction du parti socialiste, qui se veut « *européenne* ».

Les « *centristes* », les Lecanuet et autres Servan-Schreiber, appelèrent à voter « *oui* » ; ils s'intégraient ainsi à l'opération politique tentée par Pompidou. Cependant, après discussion avec le P.C.F. qui préconisait le vote « *non* », le P.S. appela à l'abstention. Position ambiguë. Mais la direction du P.S. n'avait pu accepter la liberté de vote que certains préconisaient.

### Le référendum, le P.S. et le P.C.F.

Les résultats du référendum sont connus. Si le P.S. et le P.C.F. s'étaient mis d'accord sur la seule position politique claire : « *Non à Pompidou* », il est très probable que le « *non* » aurait recueilli la majorité des suffrages. C'en eût été alors immédiatement fini du bonapartisme bâtard. La question

du gouvernement, du régime politique, aurait été brutalement posée. Néanmoins, malgré les ambiguïtés, la manœuvre que constituait le référendum se retourna contre son auteur : bien qu'obtenant une majorité, très relative, de « *oui* », Pompidou subit une défaite politique. La grande masse de la classe ouvrière vota « *non* », l'autre partie, à laquelle se joignirent d'importantes couches de l'électorat petit-bourgeois des villes et des campagnes, s'abstint ou émit un vote nul. Non seulement l'« *ouverture* » était manquée, mais encore les couches petites-bourgeoises, naguère base électorale de masse du gaullisme, glissaient à gauche.

Pompidou escomptait obtenir une large majorité et ouvrir une crise au sein du P.S. ; il aurait alors formé un nouveau gouvernement allant le plus loin possible vers la gauche, et dissous l'Assemblée. Ainsi les conditions auraient été réunies de nouvelles combinaisons électorales, d'une « *nouvelle majorité à l'Assemblée* », de nouveaux rapports entre l'Assemblée nationale et le président de la République. En s'efforçant de réa-

liser cette opération politique au moyen du référendum, Pompidou indiquait lui-même que cette forme politique bâtarde qui a succédé au bonapartisme gaulliste ne pouvait plus durer longtemps. A quel point, en fait, elle était épuisée, c'est ce que l'échec même de cette opération a souligné.

La lutte est aussitôt devenue plus âpre au sein de la « majorité ». Elle a culminé avec le combat singulier, à peine camouflé, qui a opposé le président de la République, Pompidou, à son Premier ministre Chaban-Delmas. Chaban a saisi la première occasion de demander à l'Assemblée nationale, c'est-à-dire en l'occurrence à l'U.D.R. et à ses alliés politiques, un « *vote de confiance* ». Pourquoi et contre qui ? Pour s'accrocher aux rênes du gouvernement ; et contre Pompidou, à qui, plus que jamais après le référendum, il importait de faire de Chaban-Delmas un bouc émissaire. La manœuvre de ce dernier n'a finalement eu d'autre résultat que de souligner que Pompidou le congédiait comme un laquais, et elle a mis en lumière la crise politique qui déchire la « majorité ».

## POMPIDOU-MESSMER

Au tandem Pompidou-Chaban-Delmas a donc succédé l'équipe Pompidou-Messmer. Le discret Messmer est un grand commis de la République (de la V<sup>e</sup>, mais aussi de la IV<sup>e</sup>) et du gaullisme,

lié depuis des années par sa carrière militaire, puis par sa carrière civile comme ministre des Armées, au corps des officiers. Le nouveau gouvernement fait appel à la réaction cléricale-classique

en la personne de Fontanet, qui devient ministre de l'Éducation nationale. Il est flanqué de l'ex-radical Edgar Faure, par la suite un des hommes de confiance de De Gaulle. Pompidou revient ainsi aux « sources », à la « tradition », l'opération « ouverture » ayant échoué. La tâche de ce gouvernement sera de préparer les élections, qu'il n'est plus guère question d'anticiper, car il faut ressouder le front. Tenter de reprendre en main la petite-bourgeoisie est évidemment capital : se présenter comme les héritiers de l'homme providentiel, distribuer des « largesses » préélectorales destinées à la petite-bourgeoisie, tout cela fait partie des moyens utilisés à cette fin.

Il se peut aussi qu'à la suite de la signature du « programme commun de gouvernement » entre dirigeants du P.S. et du P.C.F., le gouvernement, mettant éventuellement à profit tel ou tel incident, lance une campagne de grande envergure contre le « communisme ». L'U.J.P. a d'ailleurs montré le bout de l'oreille : la matière première de cette campagne serait fournie par la répression qui fait rage et s'amplifie en Tchécoslovaquie ; excellente occasion pour évoquer le « coup de Prague » qui menacerait, au cas où les élections donneraient une majorité parlementaire au P.S. et au P.C.F. La désignation d'Arthur Conte à la direction de l'O.R.T.F. correspond bien à la volonté d'exploiter ce thème, qui exige la mise en œuvre de tous les moyens de propagande. Cet U.D.R. à tête de bœuf, tour à tour papelard, grossier, stupide, pré-

tentieux et bêtement impérieux, comme l'est apparu sur le petit écran le nouveau P.-D.G. de l'O.R.T.F. (pour lui donner l'étiquette qu'il affectionne tellement), est incontestablement adéquat à une telle besogne. Dès qu'il apparaît, dès qu'il prononce un mot, nul doute n'est possible : sa médiocrité suffisante, absolument conforme au style, d'une provocante vulgarité, qui caractérise l'agonie de la V<sup>e</sup> République, garantit qu'il est l'homme de l'emploi. La bourgeoisie n'abandonne pas le combat. Faute d'avoir pu instaurer un meilleur système gouvernemental, de meilleures formes politiques, elle se sert de ce qu'elle a sous la main.

### Une « Société du Dix-décembre »

Ces manœuvres, ces retournements, ces combinaisons sont le fait d'hommes politiques de la bourgeoisie, dont chacun s'efforce de faire prévaloir ses intérêts personnels, pour médiocres et étroits qu'ils soient. « Une "Société du Dix-décembre" », ainsi a-t-on qualifié l'U.D.R., en mémoire de la bande d'aventuriers constituée par Napoléon III afin de prendre le pouvoir. L'accumulation des scandales, des manifestations de corruption, des relations avérées avec la pègre qui viennent élabousser, jour après jour, les hommes de l'U.D.R., démontre que ce rappel historique était parfaitement approprié. Le ciment de l'U.D.R., c'est l'exercice du pouvoir. Il est naturel que, dans ce

petit monde, à l'approche d'une échéance politique aussi redoutable que les prochaines élections législatives, on se piège, on se compromet les uns les autres. Tout régime social fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme et sur l'oppression qui en découle, engendre les combines, les rivalités, et, dès qu'il entre en décomposition, les cliques, leurs luttes inexpiables, dénonciations, révélations... Le mode de production capitaliste, mû par la course au profit, en raison même des rapports sociaux qui le constituent, engendre, plus qu'aucun autre, dès son apogée, le parasitisme et toutes les formes de carriérisme politique, de fortunes qui s'édifient grâce à la spéculation, aux dessous de table, à la vénalité des politiciens, en marge du processus de production, grâce au gaspillage et à l'anarchie spécifiques de ce régime social fondé sur la propriété privée des moyens de production.

### **Le temps de la spéculation et des « scandales »**

A l'époque de sa décadence, cette caractéristique négative du capitalisme ne cesse de se développer, envahissant tous les domaines, tous les secteurs de la société. C'est le temps des hommes d'affaires gangsters et des gangsters hommes d'affaires ; le temps où la spéculation rapporte constamment davantage que les capitaux investis dans la production ; le temps où le trafic des drogues interdites ou de la prostitution

rapportent bien plus que le profit moyen ; le temps où la contradiction mortelle qui mine le régime se manifeste dans toute son ampleur au sein même des forces productives de l'humanité, les transformant, sur une échelle toujours croissante, en forces de destruction. L'U.D.R. est une expression achevée de ce stade de la pourriture du régime social. Mais, au-delà de ce processus de décomposition, il faut saisir le mouvement des forces sociales, leurs luttes. Il devient alors clair que c'est là l'une des manifestations de l'impasse de la bourgeoisie.

En effet, il ne faut pas oublier que les profits que tirent de la spéculation, non de mystérieux spéculateurs dissimulés dans de profondes cavernes (les « *gnomes de Zurich* »), mais bien les plus grands trusts internationaux qui y consacrent une fraction croissante de leur capital, tout comme les produits et les prébendes des petites et grandes escroqueries des hommes du régime et de leurs clients (et d'ailleurs les profits de toutes les « *honorables sociétés* », « *causa nostra* » et autres « *syndicats du crime* », ouvertement intégrés ou non au monde des affaires bourgeoises « *normales* ») — tout cela, tous ces revenus, dont s'engraissent une poignée de très gros et une multitude de petits et moyens parasites sociaux, ne sont et ne peuvent être prélevés qu'à une seule source : la plus-value ; la plus-value, c'est, on le sait, la valeur du *surproduit* ou *produit supplémentaire* créé par le travail des prolétaires : cette fraction du produit total de leur travail, les

lois immanentes du régime capitaliste les obligent à la céder gratuitement aux propriétaires des moyens de production à qui ils doivent vendre leur force de travail pour subsister. Il n'y a pas d'autre source possible, « légale » ou « illégale », de profits, de prébendes, de butin, dans la société où nous vivons, que ce *surtravail* fourni gratuitement par les ouvriers aux patrons, et qui, grâce aux progrès de la productivité, représente une part toujours plus grande de leur temps de travail total par rapport au temps de *travail nécessaire*, au cours duquel ils créent une valeur égale à celle qu'ils reçoivent sous forme de salaire.

Ces profits parasites tirés de la spéculation sur le cours des changes ou sur des valeurs cotées en Bourse, de prébendes, dessous de table, fraudes fiscales, escroqueries ou trafics de toute nature, gangstérisme compris, qu'ils soient ou non compatibles avec la législation du moment, ne peuvent que contribuer à faire baisser davantage le profit moyen que rapporte la totalité du capital puisque, *seule*, la fraction de celui-ci (le *capital variable*) qui, prenant la forme du salaire, s'échange contre la force de travail des prolétaires — donc seulement une fraction de cette fraction du capital total de

la société qui est investie dans la production — peut produire de la plus-value.

Or, la *tendance à la baisse du taux de profit* constitue déjà, comme Marx l'a démontré, la loi la plus fondamentale de l'économie capitaliste, d'où résulte la *tendance historique à l'effondrement* de ce régime social. Mais la fuite vers des investissements parasites de toute nature d'une masse croissante de capitaux en quête d'un profit supérieur au profit moyen contribue à accélérer l'accumulation de capitaux flottants purement fictifs, n'ayant d'existence que sur des papiers de toute nature, donc finalement à aggraver la *crise historique* du capitalisme. C'est dans ce cadre qu'il convient d'analyser les « *scandales* » et leurs véritables racines.

Cependant, les profiteurs de tout poil connaissent instinctivement, mais avec certitude, la source unique de leurs revenus : c'est pourquoi, tout en se déchirant entre eux, ils s'acharnent d'autant plus à maintenir le régime social dont ils vivent, la propriété privée des moyens de production ; c'est aussi pourquoi aucune satisfaction réelle des aspirations des masses travailleuses n'est compatible avec le maintien de ce régime.

**GISCARD VEUT ETOUFFER "LA VERITE"**

(voir en pages 1 à 9)

**SOUSCRIVEZ  
ABONNEZ-VOUS**

C.C.P. BLOCH 606-23 PARIS

## BILAN DU GOUVERNEMENT POMPIDOU-CHABAN

Le gouvernement Pompidou-Chaban-Delmas ne pouvait atteindre l'objectif qui s'était avéré hors de portée pour de Gaulle lui-même : briser la classe ouvrière, la réduire à merci pour pouvoir satisfaire aux exigences de la bourgeoisie française, un des chaînons les plus faibles de l'impérialisme mondial en crise. Il ne pouvait pas davantage discipliner les différentes couches et sections de la bourgeoisie, les contraindre à subordonner leurs intérêts propres à la défense du système social dans son ensemble, menacé par les contradictions croissantes qui minent le marché européen et le marché mondial. Il ne pouvait, tout au plus, qu'assurer une transition. La « *nouvelle société* », formule creuse, a succédé à la formule de De Gaulle, la « *participation* » ; elle est restée une formule creuse. Mais le gouvernement Pompidou-Chaban-Delmas s'est efforcé de codifier les rapports entre la classe ouvrière, le patronat et l'État en définissant ce qu'il a appelé les « *contrats de progrès* ». Rappelons les grandes lignes de cette politique.

### « Contrats de programme » et « contrats de progrès »

Les industries nationalisées, les entreprises publiques, les services publics obtenaient « *l'autonomie de gestion* » après avoir conclu avec le gouvernement des « *con-*

*trats de programme* ». Le but de ces « *contrats de programme* » était de « *rationaliser* », de « *rentabiliser* » les entreprises et les services publics. En même temps, les directions de ces entreprises devaient négocier et conclure des « *contrats de progrès* » avec les syndicats. Les dits « *contrats de progrès* », à partir d'une augmentation déterminée de la « *masse salariale* » en fonction des gains en productivité réalisés par l'entreprise et de l'accroissement du produit national brut, répartissaient les augmentations de salaires en les étalant sur une année. Les « *contrats de progrès* » devaient être « *pluri-annuels* ». Les organisations syndicales signataires s'engageaient à ne pas appeler à la grève à propos des problèmes considérés comme réglés par le « *contrat de progrès* », sauf à le dénoncer ; mais une grève ne pourrait alors être déclenchée avant un délai de trois mois. L'application de cette politique dans les entreprises et les services publics devait, selon le gouvernement, entraîner l'application d'une politique similaire dans le secteur privé.

En décembre 1969, le premier « *contrat de progrès* » fut signé entre la direction de l'E.D.F.-G.D.F. et les syndicats, à l'exception de la C.G.T. Chaban-Delmas célébra cet événement par des cris de triomphe. La belle mécanique « *contrats de programme* », « *contrats de progrès* » ne devait cependant pas fonctionner aussi bien que prévu. La « *rationali-*

sation » et la « rentabilisation » ne devaient pas progresser au rythme prévu, ainsi qu'en témoigne l'échec de l'application des directives du VI<sup>e</sup> Plan. Et des « *contrats de progrès* » ont été éliminées les clauses qui s'attaquaient ouvertement au droit de grève. Mais il faut le dire : les accords de salaires conclus fin 1971-début 1972 par les syndicats des entreprises nationalisées ou publiques et des services publics l'ont tous été à partir de l'« *augmentation de la masse salariale* » (elle-même définie en fonction des critères de gains de productivité au sein de l'entreprise et de la croissance du produit national brut), augmentation répartie entre les catégories et étalée sur un an.

Les formules complexes qui servent à calculer l'augmentation de la masse salariale ont sans doute été parfois omises dans le texte des accords : il le fallait bien, pour permettre aux syndicats de les signer en se compromettant le moins possible. Ces formules restent, ainsi que le prouvent les chiffres, celles utilisées au calcul du pourcentage annuel d'augmentation nominale de la masse salariale. Et, chose remarquable, les directions des fédérations C.G.T. ont quelquefois — c'est, par exemple, le cas à l'E.D.F. — signé l'accord de 1971 alors qu'elles s'étaient refusé à signer celui de 1969 ; dans d'autres entreprises, elles ont à nouveau refusé de signer, mais en évitant de poser les problèmes de fond : elles réclamaient généralement 0,5 % ou 1 % en plus pour la masse salariale.

## « Les travailleurs n'ont rien signé »

Le gouvernement Pompidou-Chaban-Delmas n'a cependant pas pu discipliner la classe ouvrière, et bien moins encore la briser. C'est ainsi que, dès le lendemain de la signature du premier « *contrat de progrès* », à l'E.D.F.-G.D.F., se saisissant d'un référendum organisé par la fédération C.G.T. qui n'ouvrait d'ailleurs pas d'issue, la grande majorité du personnel désavouait la signature des accords. Comme des tracts de l'O.C.I. et de l'Alliance ouvrière l'affirmaient, « *les travailleurs n'ont rien signé* », ils l'ont démontré à maintes reprises. Autre exemple : l'encre de la signature de l'accord par toutes les organisations syndicales, C.G.T. comprise, était à peine sèche chez Berliet que de puissants mouvements le remirent en cause.

Il est impossible de rappeler tous les grands mouvements de grève qui ont éclaté tandis que Chaban-Delmas était premier ministre. Souvenons-nous des plus démonstratifs. Dès septembre 1969, grèves des roulants chez les cheminots et à la R.A.T.P., déclenchées sous l'impulsion des travailleurs ; mouvements à l'E.D.F.-G.D.F., ouvertement torpillés pour faciliter la signature de l'accord. Au printemps 1971, de puissants et significatifs mouvements se produisirent : grève de Nantes-Batignolles en mars ; grève des travailleurs de chez Renault, déclenchée par ceux de l'usine

du Mans, au mois de mai (4) ; grève des cheminots et des routants du réseau routier de la R.A.T.P. en juin. En octobre 1971, ce fut la grève des conducteurs du métro. Tous ces mouvements, et beaucoup d'autres encore que nous ne pouvons citer, ont fait craquer les limites étroites des « *contrats de progrès* », sans, pourtant, que les cadres en aient été définitivement brisés.

L'exemple des « *contrats de progrès* » illustre assez bien la politique du gouvernement Pompidou-Chaban-Delmas à l'égard de l'ensemble des masses exploitées et de la jeunesse, ainsi que le soutien de fait apporté à cette politique par les directions des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier ; mais il illustre également la manière dont cette politique a continuellement été remise en cause par la classe ouvrière, la jeunesse et les couches de travailleurs les plus exploitées, sans que rien ne soit tranché de façon décisive dans un sens ou dans l'autre. Assumant la continuité de la domination politique de la bourgeoisie, gouvernement de transition entre le bonapartisme gaulliste et une autre forme politique encore impossible à définir, gouvernement bâtard, instable, inviable, ce dernier a tout de même mis à profit, de son mieux, les circonstances pour la défense du système social bourgeois. La loi dite « *anti-casseurs* » est son œuvre. Il s'agit là, rappelons-le, d'un instrument juridique destiné dans l'immédiat à frapper, au nom de la responsabilité collective, les

organisations dites révolutionnaires. Elle rend ces organisations responsables du désordre et des dégâts qui se produisent à l'occasion de manifestations sur la voie publique auxquelles elles auraient appelé ; en fait, elle vise le mouvement ouvrier tout entier et porte atteinte aux libertés démocratiques les plus fondamentales. Elle reste cependant d'application difficile contre les organisations ouvrières, aussi longtemps que la classe ouvrière est susceptible, à chaque instant, de se mobiliser pour les défendre.

### Agression contre les jeunes

Aussi est-ce la jeunesse qui a fait les frais des agressions les plus sévères du gouvernement Pompidou-Chaban-Delmas contre les masses travailleuses. En application de la réforme de l'enseignement, qui comporte les atteintes les plus scandaleuses à la laïcité de l'École, atteintes que légalise la loi Debré, aggravée en 1971, Guichard a continué à s'en prendre aux enseignants et aux enseignés : circulaire d'application de la réforme des études de langues vivantes ; décret appliquant le *numerus clausus* en médecine ; projet Guichard de centres de formation professionnelle des maîtres, qui éliminerait 60 à 90 % des étudiants en lettres, et priverait les étudiants en sciences

---

(4) Sur cette grève Renault, voir l'article paru dans *la Vérité* n° 553 et n° 554-555. (N.D.L.R.)



des débouchés que leur ouvrait l'enseignement, etc. La jeunesse ouvrière n'était pas moins visée, notamment par la loi du 16 juillet 1971 qui met sous le contrôle du patronat une grande partie de l'enseignement technique, et remet en cause la formation professionnelle.

Cette loi s'inspire des lignes directrices de l'accord conclu entre le patronat et l'ensemble des confédérations syndicales (sauf la F.E.N.) le 9 juillet 1970. Sous prétexte de pallier les insuffisances de l'enseignement technique public, que le gouvernement aggrave soigneusement, en ne construisant pas de C.E.T. et en ne créant pas les postes d'enseignement indispensables, elle tend à le détruire : elle incite les professeurs de C.E.T. à enseigner dans les centres patronaux d'apprentissage ; elle tend ainsi à préparer la disparition du corps des professeurs de C.E.T. et à remettre les adolescents entre les mains du patronat, en prévoyant pour eux, dans les « centres d'apprentissage patronaux », une formation professionnelle étroitement liée aux besoins de l'entreprise, donc du capital (5).

## **Pourquoi le gouvernement a pu s'en prendre aux jeunes**

Nous touchons ici du doigt le pourquoi et le comment de l'aptitude du gouvernement à s'en prendre en particulier aux droits acquis et aux conditions d'existence de la jeunesse étudiante et

ouvrière ; c'est que la politique des directions des organisations ouvrières traditionnelles le couvrait, quand elle ne lui ouvrait pas la voie, alors que son assise dans le pays, ses forces propres ne lui auraient pas permis de s'y engager. Par contre, à chaque fois qu'il a dû affronter un mouvement de masse dirigé, sur la ligne du Front unique ouvrier, contre sa politique, il lui a fallu faire machine arrière, faire des concessions, différer l'application de ses projets — tout en se réservant de les reprendre ultérieurement sous une forme ou sous une autre, à condition qu'il parvienne à associer les directions des organisations syndicales à leur définition et à leur application.

C'est ainsi que le projet de centres de formation professionnelle des maîtres (C.F.P.M.) de Guichard avait dressé contre lui l'unanimité des étudiants ; les organisations syndicales l'avaient rejeté ; les présidents d'université eux-mêmes refusaient de le soutenir : le gouvernement prit alors la décision de constituer un groupe de travail qui « réunirait les principales parties intéressées », parmi lesquelles les repré-

---

(5) Pour plus de détails sur la réforme de l'enseignement, voir dans *la Vérité* n° 554-555 (octobre 1971) le dossier *Ecole laïque et lutte de classes* (pp. 11-90) ; sur la loi sur la formation professionnelle, voir en particulier l'article d'Annie Gauquelin, *Illustration et pointe avancée : l'enseignement technique et professionnel* (p. 65). Voir également dans le n° 556 (avril 1972) la note de lecture de S.B. : *Le P.C.F. contre l'enseignement technique public* (p. 188). (N.D.L.R.)

sentants de la F.E.N. Il maintenait le projet de C.F.P.M., mais ne pouvait l'appliquer qu'avec le consentement des directions syndicales. Lorsque la mobilisation de la jeunesse contre ce projet fut prise en charge et appuyée par les organisations ouvrières sur une orientation unitaire, le gouvernement n'eut plus qu'à battre en retraite sur tout le front.

L'« affaire » de l'élève de Chaptal, Gilles Guiot, arrêté et emprisonné arbitrairement en février 1971 parce qu'il sortait du lycée au moment où une manifestation interdite se déroulait à quelque distance, fut, à cet égard, démonstrative : la F.E.N., dans le temps même où les lycéens se mobilisaient pour exiger la libération de Guiot, prenait les initiatives unitaires indispensables ; le sabotage conjugué des gauchistes et des staliniens ne put empêcher le meeting tenu à la Bourse du travail de démontrer qu'on ne parviendrait pas à isoler les lycéens de la classe ouvrière, que toutes les organisations ouvrières devraient se prononcer clairement. Le mouvement des lycéens prit une ampleur formidable ; la manifestation du boulevard Saint-Michel les rassembla par milliers et milliers : il ne resta plus au gouvernement qu'à libérer Guiot, jugé et acquitté aussitôt après la manifestation, en dépit du témoignage contre lui des policiers qui l'avaient arrêté, et que le tribunal, contrairement à toutes les traditions de la justice bourgeoise, ignore purement et simplement. C'était une très importante et très significative victoire politique.

Si donc on fait le bilan du gouvernement Pompidou-Chaban-Delmas, si on analyse ses rapports avec la classe ouvrière et la jeunesse, il est sans doute évident qu'il a poursuivi l'application des plans de la bourgeoisie tendant à démanteler les acquis et conquêtes de la classe ouvrière et de la jeunesse ; mais, pour autant qu'il y soit parvenu, ce n'a été qu'en utilisant, jusqu'à la limite du possible, l'appui des appareils bureaucratiques qui contrôlent les syndicats, et dont la politique tend à paralyser et à diviser la classe ouvrière.

### L'éclatement de la crise mondiale différé

Après la grève générale de mai-juin 1968, puis la chute de De Gaulle, les travailleurs étaient dépourvus d'une perspective politique susceptible d'ordonner leurs luttes, de leur fournir une impulsion et de leur offrir un débouché, une perspective dont ils puissent se saisir en tant que classe ; voilà pourquoi le gouvernement Pompidou-Chaban-Delmas a pu se maintenir trois ans. Encore est-il nécessaire de rappeler que, tandis que s'accumulent les prémices d'une crise qui disloquera le marché mondial, la bourgeoisie française a eu la chance — qu'elle paiera très cher dans l'avenir — que l'impérialisme mondial soit en mesure d'en différer l'éclatement en utilisant, il est vrai, des moyens qui la rendront finalement plus explo-

sive (6). La fuite des capitaux s'est arrêtée après la dévaluation d'août 1970. Sous l'effet de la crise du dollar, de nombreux capitaux flottants ont reflué en France, où ils ont notamment permis la reconstitution des réserves de la Banque de France, réserves dont la majeure partie se compose de dollars. L'équilibre politique momentané a également contribué à l'afflux de capitaux en France. Pour temporaire qu'elle soit, et à terme catastrophique, cette situation a eu pour effet d'exclure l'apparition, dans l'immédiat, de manifestations convulsives d'une crise économique qui aurait aiguillonné les luttes de classe.

Le gouvernement Pompidou-Chaban-Delmas n'en a pas moins succombé, politiquement épuisé, usé. Le référendum et la perspective des élections lui ont été fatals. Mais s'il est nécessaire de formuler à ce point, en une phrase, notre réponse à la question : pourquoi un gouvernement bâtard, instable, inviable a-t-il pu durer trois ans ? — cette réponse, la voici : ce gouvernement a vécu des difficultés que la classe ouvrière éprouve à ouvrir sa propre voie, à résoudre les problèmes politiques auxquels elle est confrontée.

## POURQUOI LE « PROGRAMME DE GOUVERNEMENT » ?

Quelques semaines après le référendum, les directions du parti socialiste et du parti communiste français ont conclu ce qu'elles appellent « un accord de gouvernement ». Le changement de gouvernement et la signature de cet accord ont la même source : l'épuisement politique du bonapartisme bâtard qui a succédé au bonapartisme de De Gaulle. La classe ouvrière et, à sa suite, les masses exploitées assimilent lentement les leçons politiques de la grève générale de 1968, de sa dislocation, de la chute de De Gaulle et de leur propre incapacité à exploiter cette victoire politique. C'est là un processus complexe, par nécessité relativement long,

qui progresse, puis régresse, qui comporte des explosions limitées, les travailleurs utilisant les éléments dont ils peuvent se saisir. Ils s'arment politiquement en agissant, au fond, à l'encontre de l'orientation des organisations politiques qu'ils reconnaissent pourtant comme *leurs* organisations, à l'encontre également de la ligne des directions bureaucratiques des organisations syndicales, et en utilisant cependant ces organisa-

---

(6) On peut consulter, sur la situation économique mondiale, les trois articles parus sous le titre général *La marche à la crise économique mondiale*, dans *la Vérité* n° 554-555, pp. 91-153. (N.D.L.R.)

tions politiques et les organisations syndicales contrôlées par les appareils bureaucratiques pour leurs combats. Cela explique non seulement la lenteur de leur maturation politique, mais son flou, son caractère spasmodique, ses limites.

Certains moments déterminés de cette maturation politique en sont caractéristiques. Ils la concrétisent et lui servent de nouveaux points de départ.

C'est ainsi que, dès la fin d'octobre et au début de novembre 1969, sous l'impulsion des militants de l'O.C.I. et de l'Alliance ouvrière, s'est tenue, à partir d'une grève, une assemblée ouvrière démocratique des travailleurs de la Sécurité sociale. Ultérieurement s'est constitué dans cette corporation un comité central provisoire de grève. Si Force ouvrière y participait, la C.G.T., pour sa part, refusait d'y siéger ; mais la porte lui en restait ouverte, c'est d'ailleurs pourquoi ce comité central de grève se qualifiait de « provisoire ». Toujours en novembre 1969, la grève des étudiants en médecine a été dirigée par un comité central de grève.

Toutes les grèves, tous les mouvements dont il a été question plus haut ont apporté leur contribution à la maturation politique de la classe ouvrière. En général, ils sont nés de l'initiative spontanée des travailleurs, ou, en tout cas, se sont déroulés sous leur pression. Mais ils sont souvent restés contenus et limités, faute d'une orientation consciemment exprimée, susceptible d'unir, dans une même intervention, la

lutte pour l'unité des organisations syndicales et celle pour la démocratie ouvrière, luttes qui s'intègrent et participent de celle pour le Front unique ouvrier contre les gouvernements de la bourgeoisie, pour le gouvernement ouvrier. Tout particulièrement, la grève des cheminots de juin 1971 et celle des conducteurs du métro de la R.A.T.P. en octobre 1971 ont constitué des moments très importants de cette maturation politique de la classe ouvrière.

### **Juin 1971 : la grève des cheminots**

La grève des cheminots a débuté par des débrayages spontanés qui se sont étendus rapidement. Les fédérations de cheminots, et principalement la fédération C.G.T., dont l'influence est prépondérante dans cette corporation (avec celle de la fédération autonome parmi les mécaniciens), ont pris la direction du mouvement, pour mieux le coiffer et le canaliser. Le moment venu, elles ont tenté de démanteler la grève. Pour obtenir ce résultat, la technique habituellement utilisée est simple : on fait d'abord voter la reprise du travail par les dépôts les moins combattifs ; de cette façon, on étend de proche en proche la reprise du travail jusqu'au moment où les dépôts les plus combattifs, isolés, sont contraints à leur tour de mettre fin à la grève.

Cette fois-ci, cette technique a cependant été inefficace : des directions entières de syndicats, appartenant à la fédération C.G.T.,

se sont refusé à l'appliquer. Pour faire reprendre le travail aux cheminots, il a fallu que les dirigeants de la fédération des cheminots, puis le bureau confédéral C.G.T. et la direction du P.C.F. eux-mêmes élèvent la discussion au plus haut niveau politique, au niveau de la question du gouvernement : « *Ce mouvement a pour objectif des revendications qui ne peuvent être satisfaites qu'en renversant le gouvernement ; il n'a pas la force d'y parvenir ; il faut donc y mettre fin* », expliquèrent-ils en substance. Argumentation frelatée ! La grève était puissante ; elle n'était pas isolée, qu'elle s'étendît ou non dans l'immédiat aux autres corporations. On pouvait et on devait contraindre le gouvernement à reculer, en unifiant le mouvement, en le centralisant, en l'organisant, ce qui nécessitait la formation de comités de grève à tous les échelons et celle d'un comité central de grève, l'organisation d'une puissante manifestation centrale et la préparation d'une action susceptible de mobiliser, avec les cheminots, les travailleurs d'autres corporations contre le gouvernement. Mais, l'argumentation fallacieuse de leurs dirigeants, les militants de la C.G.T. et du P.C.F. la comprirent ainsi : pour vaincre, il faut donc mobiliser la classe ouvrière afin de renverser le gouvernement. Si bien que, en contradiction avec l'objectif immédiat (arrêter le mouvement) auquel elle était destinée, cette argumentation devenait, bien malgré ses auteurs, un facteur de maturation politique, et pas seulement pour les cheminots.

## Octobre 1971 : la grève des conducteurs du métro

La grève d'octobre 1971 des conducteurs du métro s'est engagée sous la pression de la base, en opposition ouverte avec la volonté des directions des syndicats de la R.A.T.P., volonté nettement affirmée par divers documents émanant de la direction de la C.G.T. Cette grève a soulevé les mêmes questions politiques que la grève de la S.N.C.F. ; de plus, la volonté délibérée, catégoriquement affirmée, des organisations syndicales de faire reprendre le travail s'y est heurtée à la volonté non moins délibérée et affirmée des conducteurs de poursuivre la grève. Ceux-ci réclamèrent une assemblée générale et imposèrent sa convocation aux directions syndicales. Cette assemblée générale, des millions de travailleurs l'ont suivie avec passion. Ils comprenaient que ce qui s'y discutait était également leur problème. Les conducteurs votèrent unanimement la poursuite de la grève. La déclaration bien connue faite par un militant C.G.T. donne son contenu à cette assemblée générale : « *Les syndicats à nous, les permanents à notre service !* » Cependant, les grévistes ne formèrent pas de comité de grève. La grève resta sans direction, non centralisée, non organisée. Les appareils syndicaux, eux, restaient centralisés et organisés : vingt-quatre heures après la tenue de l'assemblée générale, ils lancèrent l'ordre de reprise et parvinrent ainsi à désarticuler la grève, puis à la liquider.

## Un « processus moléculaire » dans la conscience des masses

Ces mouvements n'ont pas été les détonateurs d'une explosion générale. Bien plus, les problèmes qu'ils ont concrétisés ou qu'ils ont soulevés ont plutôt freiné l'irruption de grands mouvements au cours des mois qui ont suivi. La classe ouvrière percevait que ces problèmes étaient les siens, mais elle ne voyait pas de moyens de les résoudre. Ils ont cependant contribué à une fermentation politique en profondeur, au développement d'un processus moléculaire dans la conscience des masses, pour reprendre une expression employée par Trotsky à propos de la France, en 1934-1936. Ce processus s'est notamment exprimé dans les résultats du référendum. Mais, à leur tour, ceux-ci ont fait comprendre à des millions de travailleurs qu'une solution ouvrière aux questions politiques, à la question du gouvernement, à la question du régime était possible, qu'elle dépendait des directions du P.S. et du P.C.F.

La défaite de De Gaulle à ce référendum, en avril 1969, a en effet résulté de l'unité de fait des organisations ouvrières syndicales et politiques, qui appelaient toutes à voter « non » ; mais les directions du P.S. et du P.C.F., suivies par le P.S.U. et la Ligue communiste, s'empressèrent de disloquer le front ouvrier. Tous s'ingénierent à empêcher que les élections présidentielles ne deviennent une bataille politique livrée classe contre classe. Chacune de ces organisations pré-

senta son candidat. Compte tenu de la loi électorale, la classe ouvrière fut alors éliminée de la bataille politique au second tour, où, seuls, Pompidou et Poher, candidats de la bourgeoisie, restèrent face à face. Les travailleurs éprouvèrent un sentiment d'impuissance politique ; sans cela, le bonapartisme bâtard de Pompidou aurait été balayé depuis longtemps.

Mais la crise du régime s'affirme. Aujourd'hui, la classe ouvrière ne peut plus admettre que les dirigeants du P.S. et du P.C.F. renouvellent leurs manœuvres de division du front ouvrier. Ces derniers doivent donc tenir compte de la maturité politique accrue du prolétariat, d'autant que s'épuise le système politique qui a succédé au bonapartisme de De Gaulle ; pour garder leur contrôle de la classe ouvrière, en particulier de leurs propres militants, ils doivent répondre d'une certaine façon aux aspirations des travailleurs qui veulent lutter contre ce régime, contre les gouvernements du genre Pompidou-Chaban-Delmas ou Pompidou-Messmer, qui veulent que les dirigeants du P.S. et du P.C.F. s'unissent et qu'ils combattent ensemble afin d'imposer un gouvernement capable de satisfaire leurs aspirations les plus fondamentales. Les dirigeants du P.S. et du P.C.F. ne s'étaient pas mis d'accord, avant le référendum d'avril 1972, pour dire « non » ensemble à Pompidou. Quelques semaines après le référendum, ils ont signé le « programme commun de gouvernement » ; c'est leur façon de répondre aux aspirations de la classe ouvrière.

## DEFENDRE L'ETAT BOURGEOIS

Tout tend à orienter la vie politique française vers les prochaines élections législatives : le délai est maintenant relativement court ; ces élections seront les premières depuis que fut élue, en juin 1968, sous l'ombre tutélaire de De Gaulle (qui devait, moins d'un an plus tard, quitter le pouvoir), la chambre bleu-C.R.S. ; enfin, la politique des dirigeants du P.S. et du P.C.F. n'ouvre aucune autre voie politique à la classe ouvrière que celle de l'élection d'une « *majorité de gauche* » au Parlement. Eviter le crétinisme antiélectorale, antiparlementaire n'est pas moins nécessaire que d'éviter le crétinisme électoraliste et parlementaire. Les élections sont un des terrains sur lesquels se déroule la lutte des classes. Il n'est pas douteux que, le poids du P.S. et du P.C.F. aidant, l'attention de la classe ouvrière, surtout à partir de la signature du « *programme de gouvernement* », sera polarisée par les prochaines élections législatives. Elle y mettra beaucoup d'espoirs, elle en attendra beaucoup. Et ces élections auront en effet une importance politique considérable.

La « *majorité parlementaire* » actuelle sera vraisemblablement ébréchée. La crise politique de la bourgeoisie s'accroîtra ; peut-être même le bonapartisme bâtarde de Pompidou s'effondrera-t-il immédiatement. De toute façon, un important déplacement à gauche du corps électoral, principalement en faveur du P.C.F., reflé-

tera sur le plan électoral la polarisation de la lutte des classes. La classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées s'attendent à voir les élections ouvrir la voie à des solutions politiques conformes à leurs besoins et à leurs aspirations, elles escomptent la défaite du régime politique actuel, peut-être même une majorité parlementaire pour les partis ouvriers.

Tout le monde se prépare à cette échéance et à la nouvelle situation politique qui peut en résulter : le nouveau gouvernement, bien sûr, dont la principale raison d'être est la préparation des élections législatives ; mais également les directions du P.S. et du P.C.F. En fonction même de l'importance de cette échéance politique, il convient de bien apprécier la politique des directions du P.S. et du P.C.F., telle que la spécifie le « *programme commun de gouvernement* ».

Ce programme est un programme de défense de la société bourgeoise. Son objectif est d'abord d'enfermer les masses dans l'électorale pur et simple, de les persuader que rien ne serait possible en dehors d'une majorité dite « *de gauche* » au Parlement. Au nom de quoi, on légitime les accords électoraux les plus compromettants ; les radicaux dits « *de gauche* » sont devenus d'honorables partenaires à part entière des dirigeants du P.S. et du P.C.F. ; c'est avec eux qu'a été ratifié le « *programme*

de gouvernement ». Cet acte a une signification politique parfaitement claire : ce programme s'inscrit dans une politique destinée à assurer le maintien de l'ordre bourgeois.

## L'expérience du Front populaire

Au temps du Front populaire, le parti radical, alors le principal parti de la bourgeoisie française, siégeait aux côtés du parti socialiste et du parti communiste. Les dirigeants du P.S. et du P.C.F. prétendaient justifier la participation au Front populaire des politiciens bourgeois du parti radical en arguant de leur influence sur les « classes moyennes », autrement dit sur la petite bourgeoisie ; ils expliquaient que le Front populaire (l'alliance P.C.F.-P.S.-parti radical) assurait l'alliance de la classe ouvrière et des « classes moyennes ». Ils omettaient de dire que, pour autant que le parti radical influençait et contrôlait la petite bourgeoisie, c'était au compte du capital financier. On sait comment le Front populaire a fini : le radical Daladier, au lendemain de la grève générale de juin 1936, avait défilé le poing levé, en tête d'un million de travailleurs, entre Maurice Thorez et Léon Blum, de la Bastille à la Nation, lors de la manifestation du 14 juillet ; cela n'empêcha nullement ce même Daladier, devenu président du Conseil, de briser la grève du 30 novembre 1938 ; son ministre des Finances, Paul Reynaud, déclara : « Finie la semaine

des deux dimanches ! » ; enfin, le « taureau du Vaucluse », incarnation vivante du radicalisme et du Front populaire, fit prononcer, en septembre 1939, par un vote de la Chambre élue en mai 1936 elle-même, la dissolution du P.C.F., et jeta en prison ses militants pendant toute la durée de la « drôle de guerre », en 1939-1940 ; et la Chambre du Front populaire acheva enfin sa carrière en votant, en juillet 1940, après la victoire d'Hitler sur la France, les pleins pouvoirs à Pétain, sur l'injonction de Pierre Laval.

Mais à l'époque, bien que déjà déclinant, le parti radical avait une certaine représentativité ; l'argument de l'influence sur les « classes moyennes » pouvait paraître plausible. Actuellement, ce n'est même plus le cas : le parti radical est un parti décomposé, sans base, et la fraction de ce parti dont les chefs s'intitulent « radicaux de gauche » est encore plus décomposée que l'ensemble. Les Maurice Faure et autres Billères ne sont que des carriéristes, des combinards, incarnations parfaites du politicien bourgeois. Ils ont déjà derrière eux un long passé de réactionnaires accomplis. L'alliance avec ces politiciens tarés, dépourvus de toute influence réelle, a un sens politique précis : affirmer hautement que le « programme de gouvernement », l'« union populaire » s'inscrit dans la tradition du Front populaire. La direction du P.C.F. fait d'ailleurs continuellement référence à l'« expérience chilienne » qu'elle oppose, par exemple, à l'« aventurisme »



que symbolisent à ses yeux la constitution de l'Assemblée populaire de Bolivie et la lutte qui fut menée dans ce pays, dans le cadre de l'Assemblée populaire, pour un gouvernement ouvrier et paysan.

### Caractère du « programme de gouvernement »

Il est impossible d'analyser ici le « programme de gouvernement ». Cela exigerait un autre article. Et *la Vérité* devra revenir sur l'analyse de ce programme, dans chacune de ses parties comme dans son ensemble. Mais il est cependant indispensable de le caractériser. Le point essentiel de tout programme qui prétend correspondre aux intérêts du prolétariat et des masses exploitées est celui qui concerne la nature du pouvoir politique : telle ou telle réforme particulière ne reçoit son véritable contenu qu'en fonction de la nature du pouvoir politique. Sur ce point, le « programme de gouvernement » est sans équivoque. Il n'est pas question de détruire l'Etat bourgeois, tout au plus de le réformer : l'armée et la police (ou les polices) resteraient en place, la justice et l'administration également. La constitution gaulliste serait amendée, mais elle resterait en vigueur, elle ne serait pas abrogée. Nous sommes là aux antipodes du programme d'un gouvernement ouvrier, à propos duquel l'Internationale communiste, dans les *Thèses sur la tactique* adoptées à son IV<sup>e</sup> congrès mondial (novembre 1922), affirmait :

La tâche majeure du gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises, contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à transférer sur les épaules des riches le principal fardeau des impôts, et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. (7)

Le « programme de gouvernement » a comme fonction d'habiller, de parer aux yeux des masses — en essayant de leur faire croire que ce serait « leur gouvernement » — un éventuel gouvernement d'« union populaire », un gouvernement qui serait, au contraire, de l'une des espèces que les *Thèses* déjà citées définissaient en ces termes :

1) Un gouvernement ouvrier-libéral. Il y en a déjà eu en Australie ; il est également possible dans un proche avenir en Angleterre.

---

(7) Voir les *Thèses sur la tactique* adoptée par le IV<sup>e</sup> congrès mondial de l'I.C. Elles figurent dans *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste*, Librairie du travail, 1934, réimpression en fac-similé Maspero, 1970, pp. 155-164, sous le titre *Résolution sur la tactique de l'I.C.*, dans une très mauvaise traduction. Cette citation et celles qui suivent proviennent de la 11<sup>e</sup> de ces *Thèses*, telle qu'elle est reproduite en entier dans la brochure de S. Just éditée par l'A.J.S., *Le gouvernement ouvrier et paysan*, où le texte des *Thèses* de l'I.C. a été corrigé à l'aide d'une édition anglaise présentant plus de garanties ; voir pp. 14-17 de cette brochure (en vente à la librairie de la SELIO, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - prix 3 F). (N.D.L.R.)

2) Un gouvernement social-démocrate (Allemagne).

Et elles précisait ensuite :

Les deux premiers types de gouvernement ouvrier ne sont pas des gouvernements ouvriers révolutionnaires, mais, en fait, des gouvernements de coalition entre la bourgeoisie et les leaders ouvriers contre-révolutionnaires. Ces « gouvernements ouvriers » sont tolérés dans les périodes critiques par la bourgeoisie affaiblie pour tromper le prolétariat sur le véritable caractère de classe de l'Etat, ou même pour détourner, avec l'aide de dirigeants ouvriers corrompus, l'offensive révolutionnaire du prolétariat, et gagner du temps. Les communistes ne peuvent participer à de tels gouvernements. Au contraire, ils devront démasquer impitoyablement devant les masses le véritable caractère de ces pseudo-gouvernements ouvriers.

### Une ligne de retraite pour la bourgeoisie

Outre sa fonction, consistant à interdire toute autre issue politique que celle d'une majorité parlementaire « de gauche » qui résulterait des prochaines élections législatives, le « programme de gouvernement » prépare ainsi une ligne de retraite pour la bourgeoisie en cas de crise révolutionnaire ouverte : celle d'un gouvernement du genre Front populaire ou « d'union populaire ». De ce fait, ce programme apparaît comme incohérent, car il doit être formulé de telle sorte qu'il

garantisse la pérennité de la société bourgeoise, des rapports sociaux, du pouvoir et de l'Etat bourgeois, et qu'il semble répondre aux besoins et aux aspirations des masses. C'est ainsi que certaines revendications économiques des travailleurs sont inscrites dans le « programme de gouvernement », mais elles y sont réduites au minimum ; la garantie de l'emploi n'est pas assurée, mais la mise en œuvre de mesures qui découlent des accords de juillet 1970 entre le patronat et les syndicats et de la loi du 16 juillet 1971 sur l'emploi et la formation professionnelle est prévue ; le programme s'engage à « assurer progressivement la gratuité des soins » ; ce n'est que « progressivement », et, de plus, il n'est pas question d'abroger la loi qui démantèle l'Assistance publique.

Les mêmes constatations pourraient être faites à propos de chaque chapitre : logement, enseignement, etc. Le chapitre intitulé *Démocratiser l'économie, développer le secteur public, planifier le progrès* n'échappe pas à cette règle. Le titre lui-même atteint le comble de l'équivoque : qu'est-ce donc que la « démocratisation de l'économie » ? Quant aux « nationalisations » qui sont prévues dans ce chapitre, elles sont caractérisées par la petite phrase suivante : « Le franchissement du seuil minimum doit permettre de limiter et de circonscrire les bases monopolistes. » Ainsi les monopoles subsisteront, mais ils seront interdits de séjour dans certaines branches de l'économie, et mis en liberté surveillée dans

les autres branches ! On pourrait faire un très grand nombre de remarques semblables.

Relevons encore que le « *programme de gouvernement* » n'omet pas d'inclure une petite phrase qui atteint vraiment un sommet en matière d'équivoque — ou, si l'on préfère, est d'une aveuglante clarté :

La corruption de l'argent et la violence ne seront pas tolérées. Les mouvements qui utilisent la violence armée ou appellent à l'utiliser seront interdits, conformément à la législation établie en 1936.

Se prononcer pour l'armement du prolétariat et la dictature du prolétariat, est-ce « *faire appel à la violence* » ? Apparemment dirigée contre les ligues de droite, de type fasciste, cette phrase menace tout aussi bien, et même davantage, les organisations ouvrières révolutionnaires, d'autant que sont opportunément rappelés les décrets de 1936, présentés à l'époque comme ayant pour seul but la dissolution des « *ligues fascistes* », qui, en juin 1968, ont servi à dissoudre les organisations qui se réclamaient de la révolution prolétarienne.

## VERS UNE CRISE REVOLUTIONNAIRE

Les résultats des élections législatives peuvent être tels qu'ils transformeraient la crise du système politique actuel de la bourgeoisie en crise révolutionnaire ouverte. Une victoire totale ou partielle du P.S. et du P.C.F. rendrait impossible le maintien du bonapartisme bâtard de Pompidou. Même si cette victoire était remportée sous l'étiquette de l'« *union populaire* », voire de l'« *union de la gauche* », la classe ouvrière l'interpréterait comme sa victoire. Et ce serait un facteur de mobilisation des grandes masses, tout comme le fut, en juin 1936, la victoire électorale du Front populaire. Les rythmes et les formes ne seraient pourtant pas nécessairement les mêmes. Toujours est-il que cette victoire, totale ou partielle, est loin d'être

acquise. Bien plus, ni les conditions précises dans lesquelles le P.S. et le P.C.F. mèneront leur campagne électorale ni leurs rapports mutuels ne sont encore déterminés de manière définitive, malgré le « *programme commun de gouvernement* ». La suite à donner aux élections en cas de victoire partielle ne l'est pas non plus. Elle dépendra de nombreuses circonstances qui se préciseront d'ici là.

Mais l'ouverture d'une crise révolutionnaire n'en est pas moins inscrite dans tout le développement de la situation. Elle peut éclater avant les élections législatives, à l'issue de ces élections, ou après celles-ci. Encore que le gouvernement Pompidou-Messmer soit en mesure de porter des coups

à la classe ouvrière et à la jeunesse, il lui est impossible de briser le prolétariat français. Ce n'est qu'un tout autre type de gouvernement qui pourrait y parvenir et un tel gouvernement ne pourrait en tout cas être constitué avant que la crise révolutionnaire n'éclate et ne se développe. Les éléments en surgiraient des profondeurs de l'Etat bourgeois, et il serait accepté par la bourgeoisie à défaut d'autres solutions. Mais cette dernière n'est pas pressée d'avoir à recourir à un gouvernement de cette sorte, qui comporterait le risque d'une guerre civile à l'issue incertaine et aux conséquences dévastatrices.

Tant que la situation le lui permet, la bourgeoisie française évite de prendre des risques. Tout en s'efforçant d'aller le plus loin possible dans l'application de ses plans de destruction des conquêtes des masses travailleuses, elle craint que telle ou telle mesure ne déclenche de puissantes réactions de la classe ouvrière, dont on ne sait sur quoi elles pourraient déboucher. Elle danse en quelque sorte sur un volcan ; elle espère toutefois que cela durera encore plus ou moins longtemps. Mais elle n'est cependant pas maîtresse du jeu. Elle est à la merci d'événements qu'elle ne contrôle absolument pas. La bourgeoisie mondiale a pu colmater depuis des années la crise économique ; celle-ci peut s'aggraver brutalement, comme la situation présente peut durer encore. La crise du dollar, du système monétaire international, s'approfondit constamment. Cette crise est l'expression de la

décomposition du mode de production capitaliste. Si la bourgeoisie mondiale n'est pas en mesure d'infliger une défaite majeure à des secteurs décisifs du prolétariat mondial, la crise aboutira, à un stade déterminé, à la dislocation du marché mondial. Ce serait là, naturellement, un puissant aiguillon pour la lutte de classe du prolétariat. Et cela peut se produire à tout instant.

### Le cours de la lutte à l'échelle mondiale

Il ne faut surtout pas oublier que, tout en l'exprimant sous une forme spécifique, la lutte des classes en France demeure une composante de la lutte des classes mondiale. Les rapports entre les classes, ainsi que ceux à l'intérieur des classes, sont des rapports politiques. C'est pourquoi il convient de ne pas perdre de vue le cours pris par la lutte des classes à l'échelle mondiale. L'affrontement entre les classes en Angleterre, qui est à l'ordre du jour, une nouvelle explosion de la révolution politique en Europe de l'Est auraient une influence immédiate sur la lutte des classes en France. De tels événements sont à même d'y hâter l'ouverture de la crise révolutionnaire. En tout cas, leur influence politique rapide et profonde sur le cours de la lutte des classes en France est indéniable. *L'Humanité* en témoigne *a contrario*.

Selon l'organe du P.C.F., si les dirigeants des trade-unions ont été contraints de donner un ordre

de grève générale de vingt-quatre heures, cela est dû à la « *maladresse* » du gouvernement Heath. Lorsque les dockers ont envahi le siège de la direction de la centrale syndicale britannique, Transport House, et pris à partie Jack James, secrétaire de la fédération des dockers, lorsqu'ils ont décidé de poursuivre la grève, *l'Humanité* a consacré cinq lignes à cette affaire, à peu près autant qu'elle en a consacré à annoncer la fin du mouvement lorsque, isolés, les dockers ont dû reprendre le travail. La direction du P.C.F. sait parfaitement que les travailleurs français étaient directement intéressés à cette lutte qui recoupait leurs propres problèmes. Elle sait que la classe ouvrière française établit un lien direct entre les conditions de la fin de la grève des dockers anglais et la façon dont se sont terminés nombre de ses propres mouvements, notamment la grève des conducteurs de la R.A.T.P. en octobre 1971. Comme les conducteurs de métro, mais sous une autre forme, les dockers exigeaient « *les syndicats aux travailleurs, les permanents à notre service* ».

### Faiblesse politique de la bourgeoisie

La chute du gouvernement Pompidou-Chaban-Delmas a confirmé aux yeux des travailleurs la faiblesse politique de la bourgeoisie. C'est un fait que, peu après le référendum, la grève de l'usine du Joint français a obligé le patronat à reculer, bien que cette grève ait été dirigée de

façon très discutable. Il est non moins notoire qu'au début de juillet les O.P. des usines Renault du Mans et d'autres villes ont engagé la lutte pour leurs revendications ; et il n'a tenu qu'à peu de choses que tous les O.P. de la R.N.U.R. ne participent à la grève. Ces signes montrent que la classe ouvrière française s'efforce de trouver les voies et moyens qui lui permettent d'engager des combats. Le « *programme de gouvernement* » a pour objet de détourner sa combativité vers les élections législatives. Mais si le P.S. et le P.C.F. se sont mis d'accord sur un tel programme, cela prouve, aux yeux des travailleurs, que, s'ils le veulent, les dirigeants des organisations syndicales peuvent se mettre d'accord sur un programme revendicatif qui réponde vraiment aux besoins de la classe ouvrière et combattre ensemble pour que satisfaction soit donnée à ces revendications.

Loin de contredire la nécessité de lutter contre le gouvernement Pompidou-Messmer, de lutter pour le renverser, une telle unité, bien au contraire — les travailleurs le comprennent — concrétiserait et appuierait la lutte politique des organisations ouvrières contre le gouvernement du capital, pour un gouvernement ouvrier. Par conséquent, il serait dans l'ordre des choses que, dans telle ou telle usine ou corporation occupant une place importante dans la lutte des classes, les travailleurs se mobilisent et engagent le combat sur telle ou telle revendication précise, que cette lutte catalyse la volonté de combat de la classe

ouvrière et de la jeunesse, et que les directions des organisations syndicales soient obligées de s'unir et d'aller plus loin qu'elles ne veulent aller. La chute du gouvernement Pompidou-Messmer pourrait en être précipitée, la crise politique de la bourgeoisie aggravée.

Le bonapartisme bâtard de Pompidou est si fatigué, usé, pourri, qu'il peut subitement s'effondrer sous le coup d'un scandale de plus, ou encore, sans autre impulsion extérieure, par suite de violents conflits internes, nés de l'impasse politique, au sein de la clique dirigeante.

Personne ne peut dire très précisément ce qui résultera des élections législatives, ce qui se passera exactement avant et après ces élections. Mais les mois qui nous en séparent ne seront pas politiquement vides. De grandes luttes de classe sont possibles. De même, sans qu'on puisse conclure qu'elles entraîneront automatiquement la chute immédiate de Pompidou, qu'elles ouvriront la crise révolutionnaire, les élections législatives de mars 1973 seront obligatoirement un moment important de la lutte des classes en France.

### **L'un des chaînons les plus faibles**

L'histoire concrète du capitalisme, de l'impérialisme, a assigné à l'impérialisme français une place précise : parmi les impérialismes décadents, il est l'un des chaînons les plus faibles. De Gaulle a échoué : il n'est pas

parvenu à remodeler le capitalisme français, à refouler le prolétariat, à lui arracher ses conquêtes, à le briser ; il n'a pu affermir les fondations et les superstructures politiques de la bourgeoisie. La classe ouvrière a repris l'initiative politique. Mais la politique de ses dirigeants ne lui a pas permis d'exploiter la victoire politique qu'elle avait remportée en renversant de Gaulle.

Pompidou a succédé à de Gaulle. Protégé par la politique des dirigeants des organisations ouvrières, il a maintenu un système politique qui n'est qu'une survivance. Mais le pourrissement du régime social bourgeois s'est constamment accru : les scandales qui déferlent en sont une expression. La crise politique de la bourgeoisie s'est aggravée : politiquement, la bourgeoisie vit au jour le jour, sans perspective. La classe ouvrière a cependant accumulé une expérience politique considérable. En France, la crise conjugée de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, de l'appareil international du stalinisme, se noue directement, en raison de la façon dont se sont développés les luttes de classe et le mouvement ouvrier. Dans quel pays se produira la prochaine irruption grandiose de la crise conjugée de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin ? Répondre à cette question est impossible. Par contre, il est certain que la France va vers une crise révolutionnaire ouverte. Telle est la ligne directrice qui doit orienter l'activité des militants révolutionnaires.

## LE « PROGRAMME DE GOUVERNEMENT » ET LES MASSES

Au cours de cette marche à la crise révolutionnaire, et au moment où cette crise éclatera, l'expérience politique des travailleurs se manifesterà dans les cadres hérités de leur histoire, avec toute sa richesse, mais aussi avec ses imprécisions et ses limites. Le mouvement historique d'ensemble de la classe ouvrière l'amènera obligatoirement, au cours de la marche à la crise révolutionnaire et au premier stade de cette crise, à en appeler aux organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, syndicats et partis, pour qu'ils dirigent ses luttes, pour qu'ils répondent aux besoins de cette classe, à ses aspirations, qu'ils résolvent ses problèmes. Il en a été ainsi dans chaque crise révolutionnaire passée, et, cette fois encore, il en sera ainsi. En toute clarté, la classe ouvrière comprend qu'il faut en finir avec les gouvernements du genre Pompidou-Chaban-Délmás ou Pompidou-Messmer, qu'il faut en finir avec les gouvernements qui représentent les intérêts des capitalistes. Elle saisit que les dirigeants du P.S. et du P.C.F., en s'unissant, sont en mesure, si telle est vraiment leur politique, d'abattre le gouvernement du capital ; cela ne veut pas dire qu'elle ait une claire conscience de la nature du gouvernement qu'il s'agit de mettre à sa place.

Elle en appellera donc à ses dirigeants. Mais elle n'a pas aujourd'hui pour autant la confiance

aveugle qu'elle avait en 1936, et encore en 1944-1945, dans le P.S. et surtout dans le P.C.F. C'est en partant d'une appréciation correcte de la nature de la période ouverte par mai-juin 1968, donc de l'inéluctabilité de l'ouverture d'une crise révolutionnaire en France, tout en mesurant à chaque instant, avec le maximum de précision possible, le moment du développement de la lutte des classes, en tenant compte, avec la même précision, du niveau atteint par la conscience politique des masses et de l'évolution des relations internes au mouvement ouvrier, que doit être déterminée la politique révolutionnaire.

### **Pour la chute du gouvernement Pompidou-Messmer**

C'est ainsi que, dans le rapport de forces entre les classes tel qu'il est à l'heure actuelle, les militants révolutionnaires combattent sans aucune condition pour la chute du gouvernement Pompidou-Messmer. La chute de ce gouvernement précipiterait la crise politique de la bourgeoisie et rapprocherait la crise révolutionnaire, même si le gouvernement qui lui succéderait était, lui aussi, un gouvernement de replâtrage du bonapartisme bâtard. Non moins inconditionnellement, ils doivent lutter pour un gouvernement du

parti socialiste et du parti communiste français : qu'ils luttent pour le pouvoir, qu'ils prennent le pouvoir !

La même résolution du IV<sup>e</sup> congrès de l'I.C. qui définit sans équivoque ce que sont certains gouvernements auxquels participent ou que dirigent des partis ouvriers affirme encore :

Mais dans la période actuelle de déclin du capitalisme, où la tâche principale consiste à gagner à la révolution la majorité du prolétariat, même des gouvernements de cette espèce peuvent contribuer objectivement à précipiter le processus de décomposition du régime bourgeois.

Le combat pour un gouvernement P.S.-P.C.F., combat qui doit utiliser toutes les formes de la lutte des classes, celles qui correspondent à l'action directe des masses comme celles qui utilisent le terrain électoral, est un facteur de mobilisation des masses. Il leur ouvre une voie politique concrète, qu'elles sont capables de saisir, d'appréhender. Il élève le niveau politique des masses ouvrières et exploitées. D'ailleurs, il est remarquable que ni les dirigeants du P.S. ni ceux du P.C.F. ne font de véritables efforts pour aboutir à une mobilisation des masses, y compris pour la préparation de la campagne électorale, et bien moins encore dans le cours quotidien de la lutte des classes.

Dans un rapport fait, voilà quelques mois, au comité central du P.C.F., un des dirigeants de

ce parti, Plissonnier, a évoqué l'éventualité de la constitution de « comités populaires » dont la fonction serait de défendre la politique d'« union populaire ». Le « programme de gouvernement » n'y fait pas référence et, récemment, E. Fajon a sèchement démenti qu'il s'en soit constitué quelque part. Les dits « comités populaires » sont en réserve pour le cas où il faudrait, comme au Chili, coiffer un mouvement de masse tendant à s'organiser. En aucun cas, le P.C.F. ne déclencherait de sa propre initiative un processus de mobilisation sur la question gouvernementale, tant qu'il pourra l'éviter.

### Dégager ce que les masses attendent de leurs dirigeants

Il ne s'agit absolument pas de cautionner la politique des dirigeants du P.S. et du P.C.F., et pas davantage le « programme de gouvernement », mais bien de dégager ce que les masses attendent et réclament des dirigeants du P.S. et du P.C.F., et d'abord qu'ils s'unissent afin de lutter pour le pouvoir ; ce qu'ils évitent précisément de faire, bien qu'ils aient élaboré un « programme de gouvernement ». Bien évidemment, ce gouvernement devrait satisfaire les revendications de la classe ouvrière, s'attaquer à l'Etat bourgeois, exproprier la bourgeoisie : c'est le contenu que les masses donnent à un gouvernement P.S.-P.C.F. C'est pourquoi il est clair que ce gouvernement ne pourrait



comprendre aucun représentant de la bourgeoisie : impossible d'y inclure des Maurice Faure ou autres politiciens bourgeois de cet acabit.

La classe ouvrière ne discerne pas a priori le caractère bourgeois de ce programme ; elle ne voit pas qu'il constitue l'un des éléments d'une politique ayant pour but d'édifier, en cas de crise révolutionnaire, une nouvelle ligne de défense du régime capitaliste et de l'Etat bourgeois. L'incohérence, l'ambiguïté même du programme font que les militants, les travailleurs le chargent d'un contenu qui n'est pas le sien. Il est, et surtout il sera, indispensable de faire éclater cette contradiction. Mais cela ne peut être entrepris que si les militants révolutionnaires n'ont eux-mêmes aucune illusion et n'en sèment pas. Caractériser le « *programme commun* » dans son ensemble et dans chacune de ses parties est donc indispensable. Alors, mais alors seulement, tel ou tel aspect peut en être utilisé tactiquement. L'exemple le plus évident est certainement celui des « *nationalisations* ». *La Vérité* aura l'occasion d'y revenir. Il n'est donc pas plus nécessaire que possible d'en parler en détail ici. Cependant, une chose est claire : le « *programme de gouvernement* » déclare :

Pour briser la domination du grand capital et mettre en œuvre une politique économique et sociale nouvelle, rompant avec celle qu'il pratique, le gouvernement réalisera progressivement [*là se situe l'astuce*] le transfert [??] à la collectivité

des moyens de production les plus importants et des instruments financiers actuellement entre les mains de groupes capitalistes dominants.

### Un chef-d'œuvre d'équivoque... aux mobiles pourtant fort clairs

Une analyse détaillée montrerait dans ces lignes une équivoque poussée à l'extrême, mais dont les raisons et les buts n'ont absolument rien d'équivoque. Cependant, la classe ouvrière, les militants, dans leurs grandes masses, verront là la promesse de l'expropriation du capital financier. La tâche des révolutionnaires consistera à s'appuyer sur cette aspiration des masses pour formuler la revendication de l'expropriation de la bourgeoisie (8).

En particulier, dans ce cadre, une grande campagne politique peut être engagée pour le contrôle ouvrier sur la production, et principalement sur la question des banques, de la comptabilité nationale, des secrets commerciaux. La « *nationalisation* », l'expropriation des grandes sociétés capitalistes doivent être préparées dès maintenant. Les banques concentrent toute la compta-

---

(8) Voir, dans *Informations ouvrières* n<sup>os</sup> 578 et 579, l'intervention de Bardin au Comité confédéral national de la C.G.T. en 1935, intervention préparée par Trotsky et qui constitue un modèle de l'application de cette méthode. (N.D.L.R.)

bilité de la nation. Il appartient aux directions syndicales de s'unir pour préparer une conférence démocratique de tous les travailleurs des banques. Elles se donneraient ainsi les moyens de connaître et de faire connaître la comptabilité nationale, donc de mobiliser la classe ouvrière et les masses exploitées dans leur ensemble pour exproprier les expropriateurs.

### « Demain, on raserà gratis »

L'une des astuces du « programme de gouvernement » revient à renvoyer à plus tard : « demain, on raserà gratis », lorsqu'il y aura une « majorité de gauche », ce qui ne se produira peut-être jamais ; mais c'est pourtant à ce jour faste qu'il convient de remettre la solution de tous les problèmes, et même l'action politique pour qu'ils puissent être résolus. Il ne fait pas de doute que l'on ne peut attendre ce jour glorieux mais hypothétique pour défendre les libertés démocratiques, et se battre pour que les besoins, aspirations et revendications des masses travailleuses soient satisfaites ; au surplus, c'est dans la mesure où le combat uni sera entrepris dès aujourd'hui qu'un gouvernement P.S.-P.C.F. pourra être imposé. Faut-il, par

exemple, attendre les « nationalisations » pour organiser et unifier la lutte des travailleurs pour la garantie de l'emploi et de la qualification, ou faut-il préparer les « nationalisations » en organisant et en unifiant cette lutte ? Cette orientation seule permet de concrétiser ce que signifierait un gouvernement P.S.-P.C.F. L'accord sur le « programme de gouvernement » des directions du P.S. et du P.C.F. devrait ouvrir la voie de l'unité des organisations syndicales sous le contrôle démocratique des syndiqués et des travailleurs. Cette agitation politique revient à exprimer de façon consciente le mouvement inconscient des masses.

Le « programme de gouvernement » prouve au moins une chose : s'ils le veulent, les dirigeants du P.C.F. et du P.S. sont capables de s'entendre. Ils doivent donc (et avec eux les dirigeants des organisations syndicales) s'entendre, avant, pendant et après les élections, pour organiser et unifier les luttes et l'action politique de la classe ouvrière contre le capital, son Etat, son gouvernement : c'est ainsi que se développera le combat pour le gouvernement ouvrier, avant, pendant et après les élections. Telle est la base politique de la préparation des Assises nationales pour le Front unique ouvrier que se propose de réaliser l'O.C.I.

**ABONNEZ-VOUS A "LA VERITE"**  
C.C.P. Gérard BLOCH 606-23

## UNE PHASE INEVITABLE

Une très sérieuse et importante question se pose. L'O.C.I. affirme que la crise révolutionnaire ne peut connaître d'issue positive que par l'institution de la dictature du prolétariat, le prolétariat étant organisé en classe dominante par le moyen des conseils ouvriers, des soviets ; que la crise historique de l'humanité est la crise de la direction révolutionnaire, que seule la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, dont la construction du parti révolutionnaire en France est inséparable, résoudra ; que le P.S. et le P.C.F. sont passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois, et que leurs politiques en général et le « programme de gouvernement » en particulier ont pour but de défendre cet ordre bourgeois. L'O.C.I. combat néanmoins pour un gouvernement P.S.-P.C.F. sans ministre capitaliste ou représentant de la bourgeoisie, et cela sans condition ; elle « revendique » de ce gouvernement qu'il satisfasse les aspirations de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées, qu'il démantèle l'Etat bourgeois et exproprie le capital financier. N'est-ce pas là une série de contradictions ?

L'existence de très réelles contradictions est indéniable dans cette affaire. Encore est-il indispensable de savoir où elles se situent et en quoi elles consistent. C'est le mouvement même du prolétariat qui se développe de façon contradictoire. La classe ouvrière charge le P.S. et le P.C.F.

d'un contenu qu'ils ne possèdent pas. Elle dit par exemple : « *Les permanents à notre service* » ; en d'autres termes, elle leur demande de rompre avec la bourgeoisie ; mais ce sont les appareils qu'elle charge de réaliser une politique de classe, dont le contenu d'ailleurs ne se précise pour elle que dans le cours de la lutte. Son niveau de conscience est historiquement donné. Mais ce n'est pas une simple question de « conscience ». La classe ouvrière part et ne peut partir que de ce qui existe : les organisations syndicales, le P.S., le P.C.F., qui sont les moyens, les instruments dont elle dispose. Obligatoirement, lorsqu'elle se met en mouvement, elle s'adresse à ces organisations, elle s'efforce de les utiliser. Cette phase est historiquement inévitable.

C'est la phase, déjà commencée, où, au cours d'une âpre bataille politique, qui recouvre tous les problèmes, doit s'opérer une mutation. Au cours de cette mutation, la classe ouvrière précisera et clarifiera sa conscience politique. Elle constituera des organismes plus larges, plus souples, capables de l'organiser et de l'unifier en tant que classe dans son ensemble : les conseils, les soviets, englobant ses vieilles organisations, mais aussi les dépassant. Elle s'adresse aux appareils bureaucratiques et se heurte à ces appareils. En leur adressant ses revendications, elle leur fait encore confiance ; or c'est là une première forme du conflit qui les oppose, conflit irréconciliable.

Aucun progrès n'est possible dans la voie de la construction du parti révolutionnaire, de la solution de la crise de la direction révolutionnaire si les révolutionnaires ne participent pas à cette lutte politique que mènent les masses. Et naturellement le prolétariat ne peut vaincre, c'est-à-dire, au bout du compte, briser les appareils, livrer un assaut victorieux au pouvoir d'Etat bourgeois, l'anéantir, et se constituer

en classe dominante, que si le parti révolutionnaire se construit, si la crise de la direction révolutionnaire se résout, ce qui n'est pas un processus automatique. L'O.C.I. doit participer à cette bataille politique afin que soient résolues positivement les contradictions auxquelles la classe ouvrière et ses militants se trouvent confrontés. C'est en menant cette bataille politique, et seulement ainsi, répétons-le, qu'il est possible de construire le parti révolutionnaire.

## LES TACHES DU JOUR

Les difficultés sont incontestablement grandes. L'O.C.I., qui construit en France le parti révolutionnaire, doit éviter aussi bien l'adaptation aux illusions des masses que le doctrinarisme. Il lui faut épouser le mouvement des masses, non pour s'y diluer, mais pour exprimer consciemment ce vers quoi tendent inconsciemment, ou à demi consciemment, les masses. Il lui faut, à partir de son propre programme, faire éclater les contradictions du « programme de gouvernement », en utilisant éventuellement celui-ci. Il lui faut saisir chaque moment particulier de cette phase politique capitale : apprécier où en sont, dans leur ensemble, les masses.

Ainsi, bien qu'elles attendent des directions des organisations syndicales qu'elles s'unissent, qu'elles organisent leur combat, les masses ouvrières n'acceptent

pas n'importe quoi, n'importe comment. Le 7 juin 1972, à défaut de préparation d'une grève générale, d'un mot d'ordre précis de la C.G.T. qui était à l'initiative du mouvement, la grande masse des travailleurs n'a pas débrayé ; par contre, d'importantes couches de travailleurs ont participé à la manifestation, car, au lendemain de la défaite de Pompidou au référendum, cette manifestation leur donnait l'occasion d'une démonstration politique contre le gouvernement.

Cependant, les « actions » organisées conjointement le 23 juin par la C.G.T. et la C.F.D.T. ont laissé la classe ouvrière totalement indifférente. Elle n'en attendait rien. Les travailleurs ne font pas qu'« attendre » des directions syndicales ou des partis ouvriers la réalisation de leurs aspirations : lorsque cela leur est possible, ils agissent, ils engagent des combats.

Ils font de moins en moins aveuglément confiance aux appareils bureaucratiques ; lorsque des grèves éclatent, le besoin de constituer des comités de grève est de plus en plus vivement ressenti.

D'autre part, les masses ouvrières participent toutes au mouvement d'ensemble de leur classe, mais celle-ci est loin d'être entièrement homogène au point de vue politique (comme à tout autre). Les masses avancent donc sur la même route, mais pas nécessairement du même pas. Alors que des couches profondes ne font que s'ébranler et font encore ou feront une confiance quasi-totale aux appareils, d'autres couches sont et seront de plus en plus méfiantes. Une couche encore plus mince, mais décisive du point de vue de la construction du parti révolutionnaire, sait que ces appareils trahissent, et serait toute prête à sombrer dans le gauchisme ou le centrisme si l'O.C.I. ne répondait pas à ses préoccupations et ne savait pas l'intégrer à la lutte pour la construction du parti révolutionnaire sur la base de la seule politique possible : celle qui correspond aux besoins de la classe ouvrière dans son ensemble, à sa conscience, à la façon dont elle développe son mouvement politique.

### **Importance de la campagne contre la répression stalinienne**

Maints autres aspects devraient être évoqués ici. Sans tous les aborder, il faut encore insister

sur l'importance de la campagne politique pour la défense des victimes de la répression stalinienne en Europe de l'Est et en U.R.S.S. En premier lieu, cette campagne s'inscrit dans la crise de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international ; son efficacité n'est pas douteuse. Le Kremlin doit opprimer, écraser, mais il craint l'éclatement de son appareil international, et il est contraint de tenir compte de réactions comme celles du P.C. italien, de la C.G.T., et même du P.C.F. Ensuite, elle constitue un élément indispensable de la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Cependant, elle nous intéresse surtout ici sous l'angle du développement de la lutte des classes en France et de la construction du parti révolutionnaire dans notre pays. Car cette campagne se situe très exactement sur le même terrain que la bataille politique sur la question gouvernementale : celui de l'unité des organisations ouvrières, afin de défendre le socialisme, la démocratie ouvrière. Le socialisme, c'est l'affaire des travailleurs et de leurs organisations, qui ne peuvent donc tolérer la répression, les procès truqués, les crimes commis au nom du « socialisme ». Il s'agit là d'une campagne politique de masse, qui aura de profondes répercussions. Elle recoupe notamment les préoccupations politiques des militants du P.C.F., principalement celles qui concernent la lutte contre le gouvernement Pompidou-Messmer et pour un gouvernement P.C.F.-P.S.

La campagne politique de défense des militants victimes de la répression stalinienne soulève les questions du socialisme, de la démocratie ouvrière, de la démocratie socialiste de façon concrète, indissociable de la bataille politique que la classe ouvrière et ses militants livrent contre la bourgeoisie, son Etat, son gouvernement ; et cela aussi bien du point de vue des méthodes que du point de vue des objectifs. C'est là un exemple de déploiement politique de l'O.C.I. qui démontre que l'ensemble du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale s'applique à la situation politique actuelle. En utilisant les formes et les moyens politiques qui conviennent, en fondant sa politique sur le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, l'O.C.I. participe à la solution des contradictions que les masses ont à résoudre. Elle marche avec les masses dans le sens qu'emprunte leur développement politique.

### **La campagne électorale de l'O.C.I.**

Compte tenu des circonstances, les élections législatives, la campagne électorale seront des événements politiques qui polariseront l'attention de la classe ouvrière, qui centraliseront ses problèmes, qui soulèveront dans toute son ampleur la question du gouvernement, la question du pouvoir. D'ores et déjà, ce phénomène se manifeste. L'O.C.I. participera à cette bataille politique. Au cours de sa campagne électorale, l'O.C.I. combatta sur la

ligne du Front unique ouvrier, en la concrétisant en fonction des élections, de la question gouvernementale.

Elle mènera cette action politique dans les termes suivants : aucune voix de la classe ouvrière, des masses exploitées ne doit se porter sur le candidat d'un parti bourgeois ; au second tour, toutes les voix ouvrières doivent se reporter sur le candidat du parti ouvrier le plus favorisé. Cet engagement, les partis ouvriers doivent le prendre solennellement. La campagne électorale de l'O.C.I. sera un moment de la lutte politique pour un gouvernement P.S.-P.C.F. sans ministre représentant la bourgeoisie. Elle participera donc, dans les termes que permettent les élections législatives, de la politique de mobilisation et d'organisation de la classe ouvrière en tant que classe. Elle alimentera la fermentation politique qui, le moment venu, aboutira à la constitution des soviets, des conseils par la classe ouvrière. Et, partant de là, elle posera de nouveaux jalons sur la voie de la construction du parti révolutionnaire.

L'inévitable crise révolutionnaire qui est devant nous en France s'inscrira dans la période ouverte par la grève générale de mai-juin 1968 et le « printemps de Prague », qualifiée par l'O.C.I. de période de la révolution et de la contre-révolution imminentes. Le renversement de l'ordre social bourgeois, dont les racines restent très profondes, la prise du pouvoir par la classe ouvrière, l'instauration de la dictature du

prolétariat, qui exigent la solution de la « *crise de la direction révolutionnaire* », la transformation radicale des rapports politiques à l'intérieur de la classe ouvrière, du mouvement ouvrier, nécessitent de gigantesques bouleversements. Quels seront les flux et les reflux de la crise révolutionnaire qui se

prépare ? Suffira-t-elle pour que le prolétariat prenne le pouvoir, pour que le parti révolutionnaire soit construit, pour qu'il dirige les masses ? A ces questions, il n'est qu'une réponse : *Quelles sont les tâches du jour ?*

Le 1<sup>er</sup> septembre 1972.

## **ACHETEZ VOS LIVRES A LA S.E.L.I.O.**

(Société d'Édition et de Librairie d'Informations Ouvrières)

Ouvert tous les jours, de 16 heures à 20 heures  
(sauf le dimanche)

- Grand choix de livres sur le mouvement ouvrier.
- Réductions sur les prix.
- La presse trotskyste du monde entier.  
S.E.L.I.O. - 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, PARIS-10<sup>e</sup>

# ***L'opposition communiste en U.R.S.S. aujourd'hui***

par Jean - Jacques Marie

L'opposition communiste en U.R.S.S. est arrivée à un tournant. Depuis six mois, la bureaucratie a entrepris de la démanteler totalement ; l'arrestation de Pierre lakir, le 21 juin 1972, marque le point culminant de cette offensive.

Le prolétariat des pays d'Europe de l'Est s'oppose énergiquement aux mesures, aggravant ses conditions d'existence, que la bureaucratie veut lui imposer : accélération des cadences, hausse des normes de production, blocage des salaires par la réduction des primes, hausse des prix de nombreux produits de consommation, mobilité accrue de la main-d'œuvre. Ce refus massif a pris une



forme particulièrement aiguë et explosive en Tchécoslovaquie, puis en Pologne, et dernièrement en U.R.S.S., lors des récentes manifestations qui ont dressé la jeunesse ouvrière et étudiante contre la bureaucratie, les 18 et 19 mai 1972, à Kaunas, seconde ville de Lithuanie.

La bureaucratie doit donc tenter de « normaliser » le prolétariat des pays de l'Est. Pour essayer de mener à bien cette « normalisation », elle se doit d'écraser les embryons d'avant-garde qui se sont constitués ou qui se constituent dans ces pays et dont la formation, même si leurs membres n'en ont pas clairement conscience pour la plupart, même si les groupes existants sont, pour l'essentiel, des groupes d'intellectuels, prend appui sur la résistance passive mais formidable du prolétariat.

C'est pourquoi, par exemple, la bureaucratie en Pologne a préparé les hausses de prix de décembre 1970 par la vaste campagne d'épuration antisémite et la chasse aux étudiants et aux intellectuels opposants organisées en 1968 ; c'est pourquoi, en Tchécoslovaquie, la bureaucratie a engagé, après quatre ans de préparation acharnée, une vague de procès contre les militants communistes — dont trois membres du Comité central élus au 14<sup>e</sup> congrès du P.C. tchécoslovaque, en août 1968 — qui ont résisté à l'invasion et à la normalisation ; c'est pourquoi, en Yougoslavie, la bureaucratie vient de condamner à des peines de prison les étudiants Nikolitch, Imsirovitch et Kljajitch pour liaison avec le Comité international pour la recons-

truction de la IV<sup>e</sup> Internationale, après avoir essayé, dans la presse yougoslave, de les présenter à la fois comme des trotskystes et comme des terroristes.

C'est pourquoi, enfin, en U.R.S.S., la bureaucratie a décidé, après une série d'emprisonnements et d'internements en hôpitaux psychiatriques, de s'engager dans une épreuve de force avec l'opposition : elle a pris la décision d'en finir avec le Samizdat, elle a renforcé considérablement la répression dans les républiques allogènes (surtout Ukraine et républiques baltes), elle a enfin fait arrêter Pierre lakir, ce qui signifie que, dans son ensemble, ou au moins dans l'une de ses fractions, elle est décidée à

aller jusqu'au bout (1). L'arrestation de Pierre Iakir, fils du général Iakir, qui fut condamné à mort lors du procès truqué des généraux de l'Armée rouge, tenu à huis-clos en juin 1937, et lui-même déporté dix-sept ans dans les camps de Staline, a valeur d'un avertissement et d'un avertissement sévère aux travailleurs, aux intellectuels, aux opposants, à de nombreuses couches de la bureaucratie elle-même. Elle fait planer sur l'Union soviétique et sur tous les pays de l'Est l'ombre des procès de Moscou. C'est ainsi que l'organe de l'Union des écrivains soviétiques, *Literatournaia Gazeta*, a reproduit intégralement, dans son numéro d'août 1972, sous le titre *Il n'y aura pas d'esprit de conciliation*, deux articles parus dans *Rude Pravo*, organe du parti stalinien tchécoslovaque (l'un d'eux, de Vaclav Dolejal, a été publié en français dans *Informations ouvrières* n° 576), articles consacrés aux procès de Prague et de Brno qui, entre le 17 juillet et le 11 août, ont abouti à la condamnation à 110 années de prison d'une trentaine de militants socialistes et communistes tchécoslovaques. Le même organe a reproduit un éditorial du quotidien du parti stalinien hongrois qui estimait les dirigeants tchécoslovaques trop magnanimes... On y lit que la preuve essentielle de l'activité criminelle des accusés était l'existence de documents imprimés illégaux et de moyens de reproduction. Tout cela ne peut sonner que comme un avertissement implacable à l'égard des opposants soviétiques... Alors que, depuis le procès Siniavski-Daniel, la presse du Kremlin passait sous silence les divers procès organisés contre les opposants ou ne leur consacrait que 4 ou 5 lignes d'« information », la publication intégrale de ce très long article à propos des procès

de Tchécoslovaquie a valeur de menace publique.

Mais — et c'est là une des données fondamentales du combat engagé par l'opposition, de sa poursuite et de son développement — le rapport des forces entre les classes à l'échelle du monde, et par voie de conséquence en U.R.S.S. et dans les autres pays de l'Est, n'est absolument pas celui qui avait permis les procès de Moscou dans les années 1930. Une série ininterrompue de défaites de la révolution, en Allemagne, en Italie, en Espagne, avaient décimé l'avant-garde, permis la montée du fascisme et celle, concomitante, du stalinisme, et plongé la classe ouvrière internationale dans un état de prostration qui donna à la bourgeoisie la possibilité d'organiser la boucherie formidable de la seconde guerre mondiale, palliant ainsi, par une fantastique destruction de forces productives, la crise de l'impérialisme.

Le rapport des forces entre les classes est aujourd'hui bien différent : le prolétariat n'a subi nulle part de défaite décisive ; bien au contraire, l'initiative lui appartient, comme le démontrent les combats qu'il a engagés en France, en

(1) La bureaucratie est une caste extrêmement hétérogène, aux composantes diverses. Les élucubrations des « kremlinologues » bourgeois sur les « libéraux » et les « conservateurs », sur les « mous » et les « durs » au sein du Bureau politique et du Comité central, par-delà leur caractère journalistique superficiel et parfaitement arbitraire, reflètent, de façon très déformée, cette réalité. La question de l'arrestation de Iakir est à l'ordre du jour depuis trois ans (depuis la proclamation du Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques). La décision n'a manifestement été prise qu'après de nombreux débats et bien des hésitations.

Italie, en Angleterre, en Pologne ou en Tchécoslovaquie au cours de ces dernières années — et c'est là le facteur fondamental qui aggrave à la fois la crise de la domination bourgeoise et les fissures au sein de la bureaucratie.

La naissance et le combat de l'opposition communiste en

U.R.S.S. sont une expression de cette réalité, indépendamment même de ses limites actuelles, tant sur le plan des forces organisées qu'elle représente que sur celui de la conscience, c'est-à-dire de son rapport conscient avec l'héritage du bolchevisme.

## L'OPPOSITION COMMUNISTE EST NEE AU CONFLUENT DE DEUX LUTTES

L'opposition communiste s'est constituée au confluent de deux luttes qui ont débuté à peu près au même moment et qui, dans la mesure même où elles représentent deux aspects d'un même combat d'ensemble, se sont peu à peu confondues : la lutte contre la réhabilitation de Staline et la lutte pour la défense des libertés et droits démocratiques.

L'unité, ou, plus exactement, l'unification progressive de ces deux aspects s'incarne dans l'évolution même de Pierre lakir, qui a commencé en s'engageant lui-même, puis en mobilisant les couches les plus larges, dans la lutte contre la réhabilitation de Staline, puis a abouti à la constitution du Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques en U.R.S.S., au lendemain même de sa lettre ouverte du 2 mars 1969 à la rédaction de la revue *Kommunist* contre Staline et sa réhabilitation, lettre intitulée *Pour l'ouverture d'une action pénale contre Staline* (2).

Contrairement à ce qu'un coup d'œil superficiel pourrait suggérer, la lutte de l'opposition n'est pas restée sans résultat. Elle a freiné la réhabilitation de Staline, contribuant à lui donner un caractère honteux, elle en a accru le carac-

tère disloqué, cahotant, incertain. Or il s'agit là d'une question essentielle dans l'Union soviétique d'aujourd'hui. Les contradictions qui déchirent la bureaucratie, la gravité des problèmes auxquels elle doit faire face et que la résistance sourde des masses travailleuses décuple, rongent son monolithisme, toujours relatif et maintenu par la contrainte. Or ce monolithisme est indispensable à sa domination. L'expérience lui a à chaque fois confirmé — le dernier exemple est celui de la Tchécoslovaquie — que toute brèche apparente dans le système de sa domination absolue ouvrait aux masses une possibilité de s'y engouffrer pour poser leurs revendications, incompatibles avec son pouvoir. C'est là ce qui nourrit la tendance à la résurgence d'un Bonaparte capable d'assurer d'une poigne de fer l'unité forcée des rangs de la bureaucratie.

Il est hautement révélateur de la crise qui sape la bureaucratie qu'elle aille désespéré-

(2) Lettre reproduite en français dans *Samizdat 1, la Vérité* n° 546 (en vente à la librairie de la SELIO, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, 20 F), pp. 292-302. (N.D.L.R.)

ment chercher ce Bonaparte en la personne d'un mort... A vrai dire, Brejnev a bien tenté de se tailler quelques galoches dans les brodequins du mort ; il a fait rétablir le Bureau politique, il a rétabli le titre de secrétaire général (au lieu de premier secrétaire). Mais ces gestes futiles évoquent irrésistiblement l'aphorisme de Hegel : dans l'histoire, les événements se répètent deux fois, mais la seconde fois en farce. Il s'agit d'ailleurs ici de la troisième fois. Car ce que Martchenko ou Grigorenko appellent la résurgence du culte de la personnalité dans les dernières années du pouvoir de Krouchtchev reflétait la même tendance profonde. La bureaucratie a besoin d'un Bonaparte, mais elle en a aussi peur que besoin : d'abord l'expérience lui a enseigné sur son échine douloureuse que la poigne du Bonaparte était lourde, et que le prix à payer pour maintenir son homogénéité était très élevé. Or la note à payer pour un nouvel arbitre suprême ne pourrait manquer d'être encore plus coûteuse.

On peut, à la rigueur, édifier une industrie lourde à coups de fouets et de procès, on ne peut gérer une économie moderne diversifiée avec de pareilles méthodes sans y susciter des crises incomparablement plus grandes, un désordre incomparablement plus profond que celui des années trente. Enfin et surtout, la bureaucratie a devant elle un prolétariat soviétique de près de soixante millions d'hommes, sans doute privé de tout instrument d'organisation et donc de conscience politique, un prolétariat dont la bureaucratie s'emploie à disloquer les rangs par tous les mécanismes qu'elle a patiemment bâtis, mais qui n'en représente pas moins une force énorme, sans commune mesure avec le prolétariat des années

trente, composé aux quatre cinquièmes de paysans déracinés de leur campagne, chassés par la collectivisation forcée, contraints à passer d'un seul coup de l'araire en bois à la sidérurgie... Le prolétariat soviétique d'aujourd'hui est d'origine urbaine dans sa grande majorité, et composé pour plus de la moitié d'hommes de moins de trente ans, une génération qui n'a pas été, contrairement à la précédente, effroyablement décimée par la guerre mondiale.

Le processus de réhabilitation de Staline est donc resté — et ne peut que rester — lent et contradictoire, mais s'est fait cependant de plus en plus pesant. Il est le symbole de la normalisation de la classe ouvrière que la bureaucratie soviétique doit tenter de mener « idéologique » de la remise en cause des quelques garanties, fort limitées, que le prolétariat soviétique avait arrachées au lendemain de la mort du despote et dont les intellectuels avaient été les premiers bénéficiaires. De larges couches de la bureaucratie y trouvaient leur intérêt, dans la mesure où ces garanties ne remettaient pas en question leur domination politique, car l'arbitraire stalinien frappait aveuglément jusques au sein même de la caste dont il est le protecteur.

Le combat *direct* contre la réhabilitation de Staline, séparé à ses débuts de la lutte publique contre les violations des libertés démocratiques, touchait de larges couches sociales, jusques et y compris au sein même de la caste privilégiée. Il a ainsi contribué à élargir les fissures au sein de cette dernière en donnant, entre autres, un caractère quasiment honteux à la réhabilitation. En se battant sur le mot d'ordre du respect de l'orientation du vingtième

et du vingt-deuxième congrès du P.C.U.S., l'opposition s'insérait dans les conflits internes de la bureaucratie et de son appareil pour faire pression sur l'une de leurs composantes. Par contre, si la lutte contre les violations des libertés démocratiques est le développement normal de la lutte contre la réhabilitation de Staline,

elle déborde les limites inhérentes à cette dernière et ne peut revêtir l'aspect d'une pression sur une quelconque aile de la bureaucratie. C'est pourquoi elle a pris une forme PUBLIQUE, ORGANISEE ET INTERNATIONALE DANS SA FORME ET DANS SES PROLONGEMENTS.

## PIERRE IAKIR ET LA LUTTE POUR LES LIBERTES DEMOCRATIQUES

Dans une interview accordée en 1970, Pierre Iakir caractérise en ces termes le moment où l'activité de l'opposition se déploya et prit sa dimension actuelle :

Le procès Guinzbourg-Galanskov (3) s'acheva. Les protestations contre ce procès se multiplièrent. Plus de deux mille personnes ont signé des listes diverses de protestation contre ce procès pour opinion. Pendant cette période, au milieu même du procès, Larissa Daniel et Pavel Litvinov communiquèrent aux correspondants de presse une protestation contre le procès, un appel à l'opinion publique mondiale. Ce fut la première grande démarche qui brisa toutes les traditions précédentes. Jamais chez nous, en Russie, on n'avait vu des gens se tourner vers l'Occident et s'adresser ouvertement à lui pour protester contre l'arbitraire qui règne chez nous. Nous avons considéré cette décision comme un grand pas en avant en comparaison de ce qui se passait à l'époque du stalinisme. Sous le stalinisme, il y avait toujours le rideau de fer et personne ne savait ce qui se passait chez nous. Des millions d'hommes avaient été anéantis sans que

personne en sache rien. Aujourd'hui, nous nous efforçons de faire connaître chaque arrestation, chaque licenciement, c'est-à-dire d'informer les gens sur ce qui se passe dans notre pays, sur tous ces actes d'arbitraire. Nous considérons que là est la première tâche de notre temps.

Je pense que... Voilà, on nous arrête tous, nous tous qui participons au mouvement démocratique. Le problème n'est pas là. On nous arrête parce que les autorités jugent déplaisants les gens qui les critiquent. Mais le problème, c'est qu'il est déjà impossible de revenir en arrière. Quand nous ne serons plus là, d'autres se lèveront. Il y en a déjà beaucoup aujourd'hui. Une grande partie de la jeunesse et tous ceux qui pensent en U.R.S.S. ne reviendront jamais à ce qui fut. On nous battra, on nous tuera, mais, malgré ces persécutions, les hommes penseront autrement.

L'importance et la place de l'opposition communiste en U.R.S.S.

(3) Sur ce procès, on pourra consulter J.-J. Marie, *L'affaire Guinzbourg-Galanskov*, Ed. du Seuil, 1970. (N.D.L.R.)

ne sont pas déterminées par sa force immédiate, par ses résultats immédiats, par son impact immédiat (dont je viens cependant de souligner la profondeur réelle), c'est-à-dire par les résultats concrets qu'elle a pu obtenir ou qu'elle obtient en Union soviétique. Si on les jugeait à partir de ces critères, le scepticisme satisfait des journalistes bourgeois, qui plaignent et admirent les héros impuissants et sans échos ni avenir de l'opposition, serait quasiment justifié. Avec les mêmes critères, le scepticisme aurait été tout aussi justifié en 1914 sur la « réalité » qu'avait alors la perspective de la construction de la Troisième Internationale. Sans doute faut-il manier cette comparaison avec prudence, car, si Lénine avait une ligne politique extrêmement claire et nette, la confusion règne dans l'opposition communiste. Cette dernière repart de zéro, toute continuité politique ayant été brisée par le stalinisme. Lénine parlait de tout le développement continu du bolchevisme au sein même de l'Internationale qui venait de faire faillite.

Ce qui donne son importance et son poids à l'opposition communiste en U.R.S.S., malgré sa faiblesse extrême et sa disparité, c'est qu'elle est née, comme produit des luttes du prolétariat, et en particulier des luttes du prolétariat des pays de l'Est, en Union soviétique, dans le pays de la révolution d'Octobre, c'est-à-dire de la première expression de la révolution prolétarienne mondiale, de cette révolution qui est à l'ordre du jour depuis que le capitalisme est arrivé à son stade suprême, l'impérialisme.

L'importance et le rôle de l'opposition communiste soviétique, perçus dans ce cadre historique qui est le seul vrai, découlent ensuite de sa place réelle dans les rapports de classe en U.R.S.S.

Cette opposition, dans son expression consciente, représente un courant, ou plutôt un ensemble de courants minoritaires, au sein des diverses oppositions qui existent à ce jour essentiellement dans l'intelligentsia. Le courant le plus représentatif est certainement celui qu'exprime Sakharov, qui se dit « tout ce qu'il y a de plus attaché au socialisme » ; et pour qui la perspective politique des prochaines décennies est celle d'un rapprochement continu du capitalisme et du « socialisme » : « Le capitalisme comme le socialisme sont capables de développement à long terme en s'empruntant mutuellement des éléments positifs et à condition de se rapprocher l'un de l'autre sur des points essentiels. » Pour Sakharov, les faits « donnent l'impression [...] que les capitalistes mettent effectivement en œuvre les principes sociaux du socialisme, que la situation des travailleurs s'est véritablement améliorée » ; en conclusion, aux Etats-Unis, « une révolution, qui stopperait vraisemblablement le progrès économique pendant plus de cinq ans, ne semble pas devoir se révéler avantageuse, du point de vue économique, pour les travailleurs. » Si bien que la coexistence pacifique, la « compétition avec le système socialiste et les pressions de la classe ouvrière [...] assureront le succès du rapprochement désormais inévitable entre les deux systèmes ». Mais « le monde socialiste se doit d'engager le monde capitaliste sur la voie du développement moral avant de fusionner avec lui » (4). On voit réapparaître ici le fameux « socialisme moral » de Soljenitsyne, fondement théorique qui permet à Soljenitsyne d'assurer la jonction

---

(4) Voir A. Sakharov, *La liberté intellectuelle en U.R.S.S. et la coexistence*, Gallimard éd.

entre « *socialisme* » et mysticisme religieux, ce qui donne à ses derniers écrits un caractère de plus en plus contradictoire.

Pour Roy Medvedev et ceux qu'il influence, cependant, la perspective centrale, c'est le redressement du parti communiste de l'U.R.S.S., dont il était membre jusqu'à son exclusion en 1969, et de sa politique. C'est à ce titre qu'il a rédigé en 1970 avec Sakharov, auquel il reproche « *ses idées teintées d'occidentalisme* », et Tourtchine (l'un des membres du Comité de défense des droits de l'homme fondé par Sakharov) un programme économique et politique complet de rationalisation de la gestion économique et de démocratisation de la vie politique, à commencer par la démocratisation du Parti. Ce programme n'a de sens que dans la perspective fondamentale d'une réforme de l'appareil — auquel le programme est adressé — par lui-même. Aussi Medvedev a-t-il systématiquement conçu sa lutte comme une lutte légale. La force des choses, seule, l'a fait sortir de la « *légalité* ». Mais la lecture de son ouvrage sur Staline et le stalinisme, sur lequel nous revenons ci-dessous, montre à l'envi que Medvedev se place dans le cadre idéologique du stalinisme, c'est-à-dire du socialisme dans un seul pays, dont il s'affirme le partisan fervent, et que, dans la bonne logique de ce choix politique, il adresse à Trotsky des critiques sans le moindre fondement, qui reposent en particulier sur une méconnaissance évidente et quasiment totale des écrits de Trotsky.

Ce qui sépare Iakir et Grigorenko de Medvedev, c'est qu'à leurs yeux,

de toute évidence, l'appareil du parti (ou la « *machine* », comme dit Grigorenko) n'est pas redressable, améliorable, corrigeable. Il faut engager la lutte ouverte contre lui, et c'est sur le terrain qui est immédiatement le plus révolutionnaire que l'activité de Iakir (qui a commencé par tenter de mener une lutte contre la seule réhabilitation de Staline), et celle de Grigorenko (qui avait commencé en 1963 par la création d'une organisation ayant une activité « *illégal* ») se sont retrouvées : la lutte pour la défense et l'exercice des garanties démocratiques reconnues par la Constitution de 1936. Pour les pablistes de *Rouge*, il s'agit là de « *légalisme* »... On ne saurait imaginer pire absurdité. La lutte du prolétariat soviétique pour l'exercice de la liberté de parole, d'opinion, de réunion, de manifestation, de presse débouche directement sur la révolution politique... A moins que l'on ne considère que la bureaucratie peut se réformer, s'amender, se libéraliser, que sa domination parasitaire puisse s'exercer sous des formes souples et « *démocratiques* ». La Pologne et la Hongrie en 1956, la Tchécoslovaquie en 1968 ont démontré à l'envi que cela était absolument impossible...

Tous courants rassemblés, l'opposition communiste rassemble au mieux quelques centaines d'intellectuels et quelques dizaines d'ouvriers sans lien organisé avec la classe ouvrière. Qui plus est, cette opposition n'a pas de programme, mais quelques axes de lutte dont aucun, apparemment, n'exprime directement les revendications actuelles du prolétariat soviétique... Un petit pas de plus, et l'on peut aisément représenter l'opposition communiste comme un groupe d'in-

tellectuels n'exprimant que les aspirations et les besoins de l'intelligentsia, ou de larges couches de

l'intelligentsia, désireuses de bénéficier d'un certain nombre de privilèges.

## LA DIMENSION REELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE EN U.R.S.S.

Ce sont là sans doute des éléments non négligeables, mais en fin de compte et pour l'instant parfaitement secondaires, de la réalité. Ce qui donne à l'opposition communiste en U.R.S.S. sa dimension réelle, c'est qu'elle est sur le terrain d'une activité *consciente* — et, sans doute sans s'en rendre pleinement compte, l'expression actuelle, déformée, insuffisante et parcellaire, mais l'expression quand même du profond mouvement qui dresse le prolétariat soviétique contre la bureaucratie.

L'opposition communiste en U.R.S.S. s'est constituée au cours des années 1965-1968. On ne peut séparer ce phénomène des vastes mouvements du prolétariat polonais et tchécoslovaque et de la résistance infiniment plus sourde, infiniment plus passive, infiniment plus disloquée du prolétariat soviétique : les manifestations de Novotcherkassk, en 1962, contre l'augmentation brutale du coût de la vie, celle de Tchirtchik organisée en 1967 par les Tatares de Crimée pour l'anniversaire de Lénine, celle de Kaunas, en 1972, où plus de trois mille jeunes étudiants et ouvriers ont défilé, dans la seconde ville de Lithuanie, aux cris de « *Liberté ! Liberté !* » ne sont pas des explosions isolées. Comment ne pas les relier, par exemple, au fait que la bureaucratie est incapable de mobiliser ne serait-ce qu'une fraction du prolétariat so-

viétique autour de ses mensonges, à la différence de l'époque des procès de Moscou ? L'invasion de la Tchécoslovaquie a suscité de sa part quelques meetings ici ou là, moins nombreux, semble-t-il, que le nombre de cellules du P.C.U.S. qui ont protesté contre l'invasion. La presse bourgeoise et stalinienne a tenté de présenter la froideur et la discrétion de la réception que les masses soviétiques ont montrées à Nixon comme une pression du Kremlin sur leur visiteur, une réponse — misérable ! — à l'accroissement des bombardements sur le Vietnam du Nord pendant la visite de Nixon. C'est prêter à la bureaucratie les réactions d'un enfant boudeur. En réalité, elle a préféré ne pas tenter de faire plébisciter sa politique. De la même façon, elle avait supprimé le défilé militaire du premier mai 1969, qui suivit l'invasion de la Tchécoslovaquie.

L'insatisfaction à l'égard de ses conditions de vie et de travail, le mécontentement à l'égard des privilèges des bureaucrates — qui disposent par exemple de nouveau aujourd'hui de magasins réservés, la chaîne des magasins Beriozski — sont de plus en plus profonds dans la classe ouvrière soviétique. Les signes n'en transparaissent que très déformés, mais ils transparaissent à travers la presse du Kremlin.



C'est ainsi qu'interviewé par le journal *Literatournaia Gazeta*, un responsable de la police reproche aux travailleurs le fait qu'un grand nombre d'entre eux se refusent à dénoncer à la police leurs camarades qui commettent DANS L'USINE des malversations diverses (vol, pillage, etc.) et ce responsable pense à instaurer la responsabilité collective (au sein de chaque brigade par exemple) pour toute malversation commise dans l'usine. La *Pravda* du 6 mars, quant à elle, s'en prend, dans son éditorial, au comité du Parti de la ville de Tbilissi, accusé d'être incapable de s'opposer au pillage des biens de l'Etat, à la corruption...

Le signe le plus clair de la résistance des travailleurs à la politique de la bureaucratie, résistance qui bloque l'application de la réforme économique, c'est le phénomène suivant, qui plonge les économistes dans des abîmes de méditation : quand la direction d'une entreprise, gérée de façon plus ou moins autonome en fonction de la réforme, modernise sa gestion et son outillage... le nombre de travailleurs, loin de diminuer, augmente. Les nouveaux services entraînent leur personnel propre... mais la direction n'ose pas chasser les travailleurs déjà employés. Bref, la bureaucratie n'ose pas s'en prendre à la garantie de l'emploi. Elle ne peut pourtant faire face à la pression de l'impérialisme, aux exigences de la « rentabilité » sur le marché capitaliste mondial, sans tenter de l'abolir. Mais elle recule bientôt, apeurée...

La naissance et le combat de l'opposition communiste reflètent ces processus moléculaires qui se déroulent au sein des masses travailleuses soviétiques, processus qui sont très étroitement liés aux

combats de la classe ouvrière dans les pays de l'Est comme dans les pays capitalistes et que la bourgeoisie et la bureaucratie sont incapables de briser. C'est cette faiblesse de la bourgeoisie et de la bureaucratie devant la classe ouvrière qui constitue le fondement réel de la lutte de l'opposition communiste, sa force essentielle.

Mais si elle les reflète, elle n'a pu, à ce jour, leur donner aucune forme organisée, en dehors de certaines tentatives locales, vite écrasées par la police politique. C'est là pourtant la responsabilité historique à laquelle l'opposition communiste est confrontée, le passage du « *stade artisanal* », selon l'expression qu'utilisait Lénine pour qualifier au début du siècle la dispersion théorique et organisationnelle de la social-démocratie russe, à celui d'un courant politique national organisé, structuré et centralisé. Les difficultés sont certainement beaucoup plus grandes qu'à l'époque où Lénine fit faire ce saut à la social-démocratie russe. Mais il s'impose comme une nécessité inévitable. Certains opposants s'y préparent de toute évidence. La bureaucratie aussi...

Certains cercles de l'opposition communiste ont déjà cherché la liaison avec les travailleurs. Une récente lettre de quatre « *détenus politiques communistes* » aux communistes des autres pays en témoigne. Cette lettre signale l'existence d'une dizaine de cercles communistes oppositionnels démantelés au cours des dernières années par le K.G.B. Elle signale par exemple le cas d'un groupe dans la ville de Kertch :

En 1970, les services du K.G.B. ont arrêté un groupe marxiste pour sa participation à une grève dans les chantiers navals

de Kertch. Son organisateur, le communiste V. Tchekovskich, vice-rédacteur en chef du journal *le Travailleur de Kertch*, fut condamné à de nombreuses années de prison.

Mais il ne s'agit là — et c'est inévitable — que de tentatives isolées. Ces tentatives ne pourraient être généralisées que si l'opposition communiste en U.R.S.S. avait commencé à passer du stade de groupes variés, divers, sans lien entre eux, à celui d'une véritable organisation, même embryonnaire, à l'échelle de l'U.R.S.S. entière.

Elle a ici ou là tenté de le faire, non pas à travers la fédération

## LA BUREAUCRATIE VEUT BRISER L'OPPOSITION

Mais ces premiers essais de généralisation semblent très empiriques et circonstanciels. C'est là évidemment, entre autres, une conséquence de l'extraordinaire surveillance permanente exercée par un appareil policier qui est, et de loin, le plus nombreux du monde et de l'acharnement avec lequel Staline, ses adjoints, ses serviteurs et ses héritiers ont détruit toute tradition bolchevique en Union soviétique.

La tentative de *normaliser les travailleurs manuels et intellectuels* soviétiques, donc de briser l'opposition, a pris une dimension nouvelle à la fin de 1971 et au début de 1972, dimension nouvelle qui s'est parachevée par la rencontre et l'accord entre Nixon et Brejnev en mai 1972, dernier maillon d'un accord mondial contre-révolutionnaire entre l'impérialisme et la bureaucratie préparé, entre autres,

de groupes existants, mais par la dissémination de tel ou tel groupe fondé dans une ville. C'est ainsi qu'en 1969 la police démantela un groupe fondé par... le juge d'instruction O. Senine, groupe baptisé *Le communard* et qui comportait des sections à Riazan, Saratov et Petrozavodsk.

Le groupe constitué par l'officier de marine communiste Gavrilov Alexeiev, dont Samizdat I a publié un long texte (5), *l'Union de lutte pour les droits civiques*, comportait plusieurs sections dans plusieurs unités de la flotte et dans plusieurs villes des républiques baltes.

par les rencontres Brejnev-Pompidou et Mao-Nixon.

C'est ainsi qu'en décembre 1971 le Comité central du P.C.U.S. a adopté deux résolutions : l'une sur la critique littéraire et sa normalisation, qui rappelle de façon sinistre la campagne engagée en 1949 contre les critiques dramatiques, campagne préparant de nouvelles purges ; cette résolution a été suivie, en juillet 1972, d'une seconde résolution du Comité central sur la normalisation du cinéma, aux accents dignes de Jdanov, l'organisateur de la chasse aux sorcières des années 1946-1948 ; la deuxième résolution, de décembre 1971, organise la lutte « *contre l'alcoolisme et la souïlographie* », dont la bureaucratie se

(5) Guennady Alexeiev, *Lettre ouverte aux citoyens de l'U.R.S.S.*, pp. 564-582.

moque en réalité d'autant plus que l'alcoolisme ravage ses propres rangs de haut en bas et qu'elle en est elle-même l'organisatrice, tant sur le plan matériel que moral, mais qui représente une couverture pratique pour toutes sortes de provocations contre de nombreux travailleurs manuels et intellectuels.

En même temps, la direction du P.C.U.S. a décidé de préparer le « renouvellement des cartes » des membres du Parti pour les années 1973-1974. La bureaucratie va préparer pendant près d'un an et demi cette épuration de son appareil. Quoi qu'en dise *l'Humanité*, il ne s'agit nullement d'une formalité administrative. Chaque épreuve que subit la bureaucratie, de l'échec patent de la réforme économique qu'elle a esquissée pour s'adapter un peu mieux au marché mondial dominé par l'impérialisme jusqu'aux soubresauts des prolétariats des autres pays de l'Est, en passant par la nouvelle éruption de la crise permanente de l'agriculture, qu'il est vain d'expliquer par des causes climatiques, ou l'exacerbation féroce des antagonismes nationaux dans les républiques allogènes, tout cela fissure, craquèle, ébranle, écartèle son appareil. L'épuration de 1973-1974, mise sur pied dès aujourd'hui, est une tentative de replâtrer son appareil, d'en éliminer les contradictions qui le déchirent et prennent la forme de luttes de cliques et de clans, d'en faire l'instrument sans défaillance de la normalisation et du matraquage. Opération aussi douloureuse qu'impossible à mener à bien, et qui entraîne comme corollaire la tentative de liquider l'opposition. La *Pravda* du 24 juin 1972 tente de rassurer ses lecteurs en affirmant qu'il n'y aura pas de « purge » du Parti. Signe supplé-

mentaire des divisions qui déchirent la bureaucratie devant chaque problème à résoudre.

En même temps, voilà celle-ci qui déclenche une offensive de grande envergure contre le trotskysme.

Le spectre du trotskysme hante la bureaucratie stalinienne. Elle le voit apparaître derrière chaque manifestation de la crise du stalinisme international, derrière chaque forme prise par la lutte des travailleurs manuels et intellectuels contre sa domination politique. C'est pourquoi les ouvrages contre le trotskysme se multiplient en U.R.S.S... Dans le numéro de février 1972 de *Novy Mir*, un « historien », rendant compte, sous le titre : *Un outil du combat d'aujourd'hui*, d'un volumineux ouvrage de 504 pages sur *Le léninisme et la liquidation idéologique et politique du trotskysme* publié à la fin de 1970 à Moscou, justifie cette multiplication d'ouvrages en ces termes :

Au cours de ces dernières années, les trotskystes ont déployé une activité grandissante, s'efforçant d'utiliser les difficultés qui existent dans le mouvement communiste international pour renforcer leur lutte contre lui [...]. S'unissent au trotskysme des révisionnistes franchement droitiers comme R. Garaudy, Ernst Fischer, P. Weiss et d'autres, et le groupe fractionnel *II Manifesto*, exclu du P.C. italien, qui s'efforce d'unir sur sa plate-forme anti-soviétique les idées révisionnistes de droite et l'opportunisme de « gauche ». La campagne déchaînée menée en 1968 par les forces de droite en Tchécoslovaquie contre le léninisme et contre le rôle dirigeant du P.C. tchécoslovaque rappelait en bien des points la lutte menée par les trotskystes dans le

P.C. russe (bolchevique) contre le parti. Et enfin les conceptions trotskystes, qui engendrent la scission dans le mouvement ouvrier et communiste international, ont reçu leur expression la plus complète et la plus vive dans la théorie et la pratique antimarxiste du maoïsme. Le trotskysme est ainsi le fondement commun sur lequel se développent les diverses formes de révisionnisme (*Novy Mir*, n° 2 de 1972, pp. 260-261).

Autres exemples : en juillet 1972, au plénum de la direction de l'Union des écrivains, le fonctionnaire juif antisémite et ultra-stalinien Alexandre Dimchitz déclarait : « *Il faut détronner et rejeter les tentatives de variations sur la conception trotskyste du conflit permanent entre l'artiste et le pouvoir.* » L'ouvrage d'un certain Basmanov, *L'essence antirévolutionnaire du trotskysme contemporain*, mis en vente au début de l'été 1971, s'attache à démontrer à vingt mille exemplaires comment les « *trotskystes ont mené un combat permanent contre la révolution* », dénonce les « *conceptions contemporaines du trotskysme* », l'activité « *de sape du trotskysme dans le mouvement révolutionnaire* », « *comment la propagande bourgeoise utilise le trotskysme à des fins anticommunistes* », etc. Vingt mille exemplaires : c'est donc un

ouvrage destiné aux cadres du Parti et aux membres de l'opposition, dont la bureaucratie veut, à tout prix, empêcher qu'elle renoue le lien avec le bolchevisme, à travers son expression actuelle sur le terrain du programme et de l'organisation : le trotskysme.

Jusqu'ici, l'opposition communiste a mené sous forme publique un combat dont les deux formes essentielles (pour l'exercice des libertés démocratiques et des garanties reconnues par la Constitution, contre la réhabilitation de Staline) ne rendaient pas nécessaire une définition des fondements théoriques sur lesquels peut se rassembler une avant-garde politique. Elle est restée jusqu'à ce jour un rassemblement empirique de tous ceux qui se sont affirmés d'accord avec les deux points cités ci-dessus ou sur l'un d'eux. C'est ce que soulignent les fondateurs du Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques, la seule forme organisée au sein de laquelle l'opposition communiste se soit affirmée à l'échelle de toute l'U.R.S.S. jusqu'à ce jour, lorsqu'ils affirment qu'ils rassemblent des croyants et des incroyants, des communistes et des non-communistes, etc., et qu'ils n'ont pas de programme politique.

## TENTATIVES D'Y VOIR CLAIR

Cela ne signifie pas que des tentatives de voir clair dans le domaine théorique n'aient pas été entreprises ici ou là par ses représentants. Il existe des signes indubitables du contraire. Ainsi les fondateurs de l'Union des

communards (créée en 1965), V. Ronkine et S. Khakaev, ont rédigé, avant de créer leur organisation, un ouvrage intitulé : *De la dictature de la bureaucratie à la dictature du prolétariat*. En 1968, cinq étudiants, membres des Jeu-

nesses communistes, écrivirent une longue étude sur *Le socialisme et l'Etat*. Entre 1962 et 1968, Roy Medvedev a travaillé à une étude systématique du stalinisme. En 1969 circula dans le Samizdat un texte sur *La dégénérescence du bolchevisme*. Les discussions qui se mènent, au sein d'une couche réduite d'historiens, de militants et d'intellectuels soviétiques, sur la nature de l'U.R.S.S. témoignent de l'acuité avec laquelle les problèmes mêmes qui ont été à l'origine du combat de l'Opposition de gauche en U.R.S.S. sont aujourd'hui posés, bien qu'ils soient posés, pour l'essentiel, SANS RAPPORT CONSCIENT AVEC CE COMBAT DE L'OPPOSITION DE GAUCHE. Ces discussions nous sont fort mal connues, car elles se déroulent sous la croûte officielle de l'unanimité stalinienne et leur caractère explosif limite de toute évidence l'envie de ceux qui mènent ces discussions de les voir diffuser par le canal du Samizdat. Mais dans son *Staline et le stalinisme*, manuscrit de 1 200 pages qui circule dans le Samizdat depuis quatre ans et dont une édition condensée vient de paraître en Grande-Bretagne (6), Medvedev donne un bref résumé de ces discussions qui en suggère l'ampleur :

On est inévitablement amené à se demander dans quelle mesure la dictature du prolétariat a été préservée pendant les années du culte stalinien. Certains historiens et sociologues, dont des marxistes, apportent diverses réponses à cette question. Certains marxistes soutiennent qu'en fait, il n'y a pas eu dictature des travailleurs, mais d'un seul individu et de quelques chefs. Mais cette analyse amènerait à conclure que les pharaons égyptiens, les empereurs chinois et les tsars russes n'étaient pas les repré-

sentants de certaines classes. C'est impossible. On ne peut pas imaginer un individu qui resterait extérieur à une classe, qui n'appliquerait pas la politique d'une classe précise. La dictature de Napoléon, par exemple, a été une dictature de la grande bourgeoisie, bien que tous les actes de Napoléon n'aient pas correspondu aux intérêts de cette classe.

La plupart des historiens soviétiques pensent que la dictature personnelle de Staline n'a pas complètement aboli la dictature du prolétariat. Selon cette analyse, que partage l'auteur, Staline a introduit de nombreuses distorsions bureaucratiques dans le système de la dictature du prolétariat, mais il n'a pas pu détruire complètement ce système. Il a reçu son mandat du Parti léniniste prolétarien après la victoire d'une révolution socialiste. Il n'a pas fait grand-chose de la mission historique que le Parti et le prolétariat lui avaient confiée, mais il l'a menée à bien jusqu'à un certain point, non pas seulement dans les années vingt, comme l'écrit G. Pomerants (7), mais aussi dans les années trente et quarante — par exemple, dans la lutte contre l'impérialisme. Lénine a dit que l'Union soviétique est un Etat ouvrier avec des distorsions bureaucratiques. Sous Staline, ces distorsions sont devenues plus dangereuses, mais on ne peut pas réduire l'ensemble du système politique à ces aberrations. Le pouvoir personnel illimité a été une forme, la plus mauvaise possible, de la dictature du prolétariat ; il est clair qu'elle ne

---

(6) Une édition française, traduction de cette édition anglaise, doit paraître prochainement aux Ed. du Seuil. Nous reviendrons sur ce livre dans un prochain numéro de *la Vérité*.

(7) Voir notamment Gueorgui Pomerants, *Le rôle de l'individu dans l'histoire*, dans *Samizdat I*, pp. 253-263.

s'accordait pas à la nature du régime et qu'elle a sérieusement freiné la marche vers le communisme.

Certains historiens émettent l'hypothèse qu'il a existé, sous Staline, un double pouvoir. D'un côté, il y avait la dictature du prolétariat, et de l'autre la dictature petite-bourgeoise de la clique de Staline. En d'autres termes, le pouvoir était partagé entre les militants prolétariens et les arrivistes et les dégénérés.

Enfin, il y a des historiens qui reconnaissent la nature fondamentalement socialiste des structures économiques, mais qui pensent que l'Etat a perdu tous les éléments caractéristiques d'une dictature du prolétariat. Ils comparent cette situation à celle d'une société totalement capitaliste dans ses structures socio-économiques, mais ayant un gouvernement monarchiste qui refléterait d'abord les intérêts de la noblesse et des propriétaires terriens. On peut citer, à titre d'exemples, la France post-napoléonienne ou l'Allemagne des années 1860. A la différence du capitalisme, une économie socialiste ne peut se constituer qu'à la suite d'une révolution socialiste et de l'instauration de la dictature du prolétariat. Mais une fois établies, les structures économiques socialistes se stabilisent et peuvent subsister alors même que la nature de l'Etat a changé. Si, par exemple, le pouvoir passe aux mains d'éléments non prolétariens, il ne s'ensuit pas nécessairement que l'économie cessera d'être socialiste. Il peut arriver que ces éléments non prolétariens — par exemple petits-bourgeois et bureaucratiques — se voient obligés d'accepter les changements sociaux les plus importants et essaient de s'y adapter. Lénine évoquait la possibilité d'une telle évolution lorsqu'il affirma au XI<sup>e</sup> congrès du Parti,

en 1922, que « *la machine du pouvoir pourrait aller dans le mauvais sens* ». Selon certains historiens, c'est un phénomène de ce genre qui s'est produit pendant les années du culte.

Ces théories doivent être approfondies par les historiens, les économistes et les sociologues. Mais, quoi qu'il en soit, il ne faut ni exagérer ni minimiser les graves conséquences de l'arbitraire stalinien. Dans les dernières années du culte, la nation ne ressemblait qu'extérieurement à un organisme sain. Le mal qui rongait la société et l'Etat restait soigneusement caché. Seules une analyse vigoureuse du culte de Staline et une intervention chirurgicale audacieuse, sans doute douloureuse, ont permis au peuple soviétique de comprendre l'extrême gravité du mal qui avait failli l'emporter.

Les discussions sur les problèmes théoriques se mènent donc, mais en cercle restreint et, à ce jour, *sans lien direct et immédiat avec l'activité quotidienne* de l'opposition communiste.

L'accord Nixon-Brejnev, le développement extrêmement important du commerce entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. prévu par les accords en cours de négociation, qui comporteront de très gros prêts des Etats-Unis à l'U.R.S.S. et ne pourront manquer de constituer un puissant facteur d'aggravation des contradictions sociales en U.R.S.S. même, l'échec de la « normalisation » en Tchécoslovaquie, l'offensive générale lancée en U.R.S.S. contre l'opposition communiste, les efforts qui sont faits pour préparer de nouveaux procès de Moscou, et dont témoigne l'importance donnée dans la presse soviétique aux récents procès de Prague et de Brno démontrant que la machination

est en marche, tout cela place l'opposition communiste devant des tâches nouvelles. Or elle subit déjà lourdement les conséquences de la répression : Grigorenko, Iakir, Litvinov et bien d'autres sont en prison ou dans des hôpitaux psychiatriques. Cependant la bureaucratie place d'autres opposants devant ce choix : émigrez immédiatement, ou c'est le camp...

Pour franchir cette étape difficile, l'opposition communiste a un besoin vital de sentir que son combat n'est pas isolé. C'est pourquoi la campagne pour la libération de Iakir, la campagne contre les nouveaux procès de Prague et contre la tentative d'organiser de nouveaux procès de Moscou n'est pas un simple acte de solidarité internationaliste : c'est une activité militante qui intervient directement dans le processus de cristallisation d'une avant-garde communiste en Union soviétique. Tout le monde le comprend, la bourgeoisie comme la bureaucratie, et c'est ce qui explique à la fois l'extraordinaire silence de la presse sur Iakir depuis son arrestation et l'arrivée à point nommé à Rome d'un « ami de Iakir » qui s'est empressé de faire une déclaration publique suivant laquelle Iakir n'avait rien d'un communiste. La campagne pour la libération de Iakir est une forme, aujourd'hui une forme essentielle, de la lutte pour la reconstruction de la Quatrième Internationale, donc pour la révolution politique en Union soviétique. Elle est un élément de la clarification politique au sein même de l'opposition en U.R.S.S. Cela donne la mesure des responsabilités qui pèsent sur le Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale et les organisations

adhérentes, tout particulièrement sur l'O.C.I.

C'est cette forme que prend en effet en ce moment historique précis la tâche décisive qui est la nôtre : affirmer, dans la pratique organisée du combat pour l'Internationale, l'unité mondiale de la lutte des classes contre toutes les formes de révisionnisme, de nationalisme, de « socialisme » ou de « combat pour le socialisme » dans un seul pays, dans une seule zone ou dans un seul « monde ». On sait, notamment, que c'est en introduisant la notion antimarxiste de « monde stalinien » que Pablo et Mandel, contrôlant le Secrétariat international de l'organisation fondée par Léon Trotsky en septembre 1938, la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste, en ont entrepris la liquidation à l'automne de 1950. La substitution de l'antagonisme entre le « monde stalinien » et le « régime capitaliste », entre deux « mondes », deux blocs militaires, antagonisme désormais conçu comme le ressort décisif de l'histoire, à la lutte mondiale (unique par nature, mais dont l'unité ne peut s'affirmer comme force historique que si elle devient consciente pour l'avant-garde, donc dans et par la lutte organisée de celle-ci pour l'Internationale) des prolétaires de tous les pays, qui « n'ont pas de patrie », contre les forces conjointes de l'impérialisme et de son agence, la bureaucratie du Kremlin — c'est là l'essence même du révisionnisme liquidateur, qui conduit à cette adaptation aux besoins politiques des appareils stalinien et réformiste qui constitue depuis vingt-et-un ans la constante de la politique pablo-mandélienne, notamment de son avatar actuel en France, la Ligue Krivine-Weber, sous les apparen-

ces chatoyantes ou vociférantes qu'elle se donne à tel ou tel moment.

Or les opposants communistes de l'U.R.S.S., si grand et si persévérant que soit leur effort pour renouer avec la tradition du bolchevisme, demeurent coupés de la continuité de cette tradition telle qu'elle s'est exprimée par la lutte de l'Opposition de gauche de 1923 à 1933, puis du Mouvement pour la Quatrième Internationale de 1933 à 1938, de l'organisation de la Quatrième Internationale fondée par Léon Trotsky de 1938 à 1951-1953, enfin, depuis cette dernière date, à laquelle les liquidateurs pablistes sont parvenus à la détruire en tant que centre politique d'impulsion et d'organisation de la lutte organisée pour la reconstruction de la Quatrième Internationale sur la base de son programme, sous les diverses formes sous lesquelles elle s'est poursuivie. Le Kremlin a pu et peut encore les couper presque entièrement de toute alimentation politique venue de ce combat organisé.

De là résulte l'importance décisive de ce combat, tout particulièrement pour l'avenir de l'opposition communiste en U.R.S.S. même ; car c'est seulement dans le cadre de la lutte consciente,

organisée, pour la reconstruction de la Quatrième Internationale, lutte dont une nouvelle étape vient d'être franchie avec la seconde session de la préconférence internationale de juillet 1972, que le combat des communistes opposants de l'U.R.S.S. pourra s'élever à un stade supérieur : celui du combat pour la construction du parti révolutionnaire du prolétariat de l'U.R.S.S., section soviétique de la Quatrième Internationale.

La bureaucratie du Kremlin en est parfaitement consciente. Elle n'a rien négligé, ne néglige rien et ne négligera rien pour briser, rompre, disloquer le combat uni pour la reconstruction de la Quatrième Internationale et son expression organisée, le cadre organisationnel commun de la discussion et de l'action politique des trotskystes qu'a défini la seconde session de la préconférence. Il appartient aux trotskystes, aux militants de l'O.C.I. tout particulièrement, de s'élever à une conscience de leurs tâches et de leurs responsabilités au moins égale à celle qu'en ont les ennemis mortels de la révolution prolétarienne. Le destin ultime de l'opposition communiste en U.R.S.S. en dépend — entre autres choses.

*Jean-Jacques MARIE.*



# Le structuralisme stalinien : Althusser, ou Marx contre Marx

## **I - La politique d'Althusser**

par Antoine Thivel

Dans un précédent article (1), nous avons cru pouvoir définir le structuralisme comme la forme suprême de l'idéologie de l'impérialisme pourrissant, comme la nouvelle métaphysique qui théorise la position de classe de la bourgeoisie à notre époque : son incapacité à maîtriser son propre destin, à développer les forces productives, à faire progresser l'humanité, son vœu d'arrêter le temps pour empêcher la révolution prolétarienne. Cela se reconnaissait à ce que cette philosophie fait un usage exclusif et abusif de la notion de « structure » (bien que cette notion ait au départ une très grande importance scientifique), et prétend, grâce à elle, nier toute évolution historique, revenant ainsi aux concepts éternels » qui n'ont jamais menacé aucune classe dirigeante.

(1) *La Vérité* n° 557, juillet 1972, p. 143.

Certes, il n'est pas aisé de soutenir que le temps, l'histoire n'existent pas, mais les structuralistes cherchent à diluer, à dissoudre la dimension temporelle dans les rapports hiérarchiques de chaque partie par rapport au tout à l'intérieur de la structure. De plus, le rapport de chaque partie au tout a également pour avantage de rendre inutile l'explication par les causes et les effets, telle que la pratiquent la science et la philosophie, notamment le marxisme, explication qui ne peut se dérouler que dans le temps, et dans un temps dialectique, au cours duquel tout phénomène évolue, échange, se transforme en se contredisant et en interagissant sur les autres. Par là, l'esprit se trouve débarrassé de la tâche d'expliquer les faits, il peut se contenter de les décrire, et y chercher de vagues symbolismes, qui seront analogiques de la structure que l'on suppose à l'esprit humain lui-même, d'après les sciences de l'homme, surtout la linguistique et la sociologie. L'ancienne métaphysique était, avons-nous dit, incapable d'expliquer les faits ; le structuralisme refuse de les expliquer ; et cette fuite devant la réalité est apparue comme l'expression philosophique de la peur qui saisit la bourgeoisie devant ce que l'avenir lui réserve. Ainsi nous pouvions, armés de la méthode marxiste, ébaucher des comparaisons entre les structuralistes et les jeunes-hégéliens pris à partie par Marx et Engels dans **l'Idéologie allemande**, tout en montrant ce qu'il y a de nouveau chez les structuralistes.

Tant que nous analysions les idées d'ethnologues, de linguistes ou d'idéologues bourgeois ayant épousé les soucis de leur classe, nous pouvions aisément, en relevant leurs aveux ou en décortiquant leurs concepts les plus compliqués, mener cette démonstration, et démystifier bien des fantômes. Mais le structuralisme est multiple et divers. Peu ou prou, on

le retrouve partout. Il suffit, par exemple, de feuilleter les publications du groupe **Tel Quel**, pour y trouver diverses nuances de structuralisme gauchiste, maoïste, anarchiste, stalinien, etc. Un fait est frappant : presque tous ces auteurs se réfèrent au marxisme, et pour eux le marxisme, c'est la pensée d'Althusser. Pour Julia Kristeva (2), qui veut fonder une nouvelle science, la « **sémiologie** », science critique, subversion culturelle de toutes les valeurs bourgeoises, il n'y a qu'une méthode scientifique qui entreprenne un travail sérieux : le marxisme d'Althusser. Et dans la suite de son article elle utilise nombre de concepts althusseriens : la sémiologie — comme, paraît-il, Marx — introduit une « **coupure épistémologique** » dans le système des sciences (3), fait naître la science à partir de l'idéologie par la découverte d'un nouveau « **champ conceptuel** » (4), décrit la société comme une « **permutation d'éléments signifiants** » (5), distingue le processus « **concret** » de la valeur d'usage et le processus « **abstrait** » de la valeur d'échange (6), et finalement affirme que le travail n'est rien en dehors de la « **valeur** » dans laquelle il est cristallisé (6). Dans le même volume, Jean-Joseph Goux (7) prétend faire une analyse structuraliste de l'économie politique, qui se résume à dresser un catalogue d'analogies entre les thèmes à la mode et les idées de Marx : écriture/travail, sens/valeur, exploitation de l'écriture/exploitation du travail... Ces pitoyables jeux de mots n'auraient pas été possibles sans l'interprétation du marxisme qu'a donnée Althusser.

(2) « *La sémiologie, science critique et/ou critique de la science* », *Tel Quel, Théorie d'ensemble*. Seuil, 1968, p. 80.

(3) *Ibid.*, p. 84.

(4) *Ibid.*, p. 85.

(5) *Ibid.*, p. 86.

(6) *Ibid.*, p. 88.

(7) « *Marx et l'inscription du travail* », *ibid.*, p. 188.

Nous trouvons aussi, dans le domaine de la grande vulgarisation (ou même de la vulgarisation de vulgarisation, car l'auteur utilise surtout une documentation de seconde main, et son admiration pour les structuralistes n'a d'égal que le vague et la confusion de ses idées sur eux), le petit ouvrage de Jean-Marie Auzias : **Clefs pour le structuralisme** (8). Après le chapitre consacré au « **structuralisme en personne** » : Claude Lévi-Strauss, J.-M. Auzias nous régale de celui sur « **Althusser, le marxisme et les structures** », qui pousse jusqu'à la caricature les idées du maître : la dialectique est un « **pseudo-concept** » du « **marxisme**

**vulgaire** » (9), une erreur d'Engels qui a mal interprété la philosophie des sciences ; Marx est un grand calomnié, il n'a jamais été hégélien (10), d'ailleurs tout le monde sait que « **le réel n'est pas dialectique, mais structural** » (11), et qu'il serait grand temps de faire la chasse à cet autre pseudo-concept qui nous a fait tant de mal : le « **concept d'homme** » (12) ! En lisant Auzias, on se dit que la première question que doit se poser tout homme normalement constitué qui cherche à comprendre notre temps, et qui pour cela s'adresse à Althusser, c'est : « **Comment peut-on être marxiste ?** »

## ALTHUSSER EST-IL STRUCTURALISTE ?

Certes, il est injuste de faire porter au maître les péchés de ses disciples, et un partisan d'Althusser pourra toujours dire que les épigones que nous venons de citer n'ont fait que déformer la pensée du philosophe de la rue d'Ulm. Il y a aussi quelquefois des disciples maladroits qui disent en clair ce que le maître n'oserait dire qu'à demi-mot, mais aborder de cette façon Althusser, ce serait déjà lui faire un procès d'intention. Notons pour le moment la convergence entre les buts ultimes du structuralisme (négation de l'histoire, négation de la dialectique) et l'utilisation que les structuralistes de tout bord pensent pouvoir faire, pour cela, de Marx revu et corrigé par Althusser. De Marx tout seul, en effet, ce ne serait pas possible ! Pour faire de Marx un antidialecticien, il faut de sérieux correctifs, c'est le moins qu'on puisse dire, et ces correctifs, on ne les trouve que chez Althusser. Même s'il est innocent, il a des amis bien compromettants !

Mais il n'est pas nécessaire que l'althusserisme soit formellement un

structuralisme pour que la convergence des deux idéologies puisse avoir lieu. On sait qu'Althusser récusait pour lui-même l'épithète de « **structuraliste** », et qu'il a souvent pris ses distances par rapport aux principaux représentants de la nouvelle philosophie. Son ami Etienne Balibar traite la question d'une manière un peu rapide, mais nette :

S'agit-il pour autant d'un « **structuralisme** », comme, au risque d'induire une confusion avec des idéologies actuelles fort peu scientifiques, on peut être tenté de le suggérer pour redresser la lecture, traditionnellement infléchie vers l'évolutionnisme et l'historicisme ? Certes, la « combinaison » analysée par Marx est bien un système de relations « synchroniques » obtenu par variation. Toutefois cette science des combinaisons n'est pas une

(8) Seghers, 1967.

(9) O.c., p. 109.

(10) Ibid., p. 112.

(11) Ibid., p. 115.

(12) Ibid., p. 119.

**combinatoire**, dans laquelle seuls changent la place des facteurs et leurs rapports, mais non leur nature, qui est ainsi non seulement subordonnée au système d'ensemble, mais aussi **indifférente** : on peut donc en faire abstraction et procéder directement à la formalisation des systèmes. (13)

Pour ne pas allonger exagérément la citation, résumons-en la suite en disant que, selon Balibar, l'althusserisme n'est pas un structuralisme parce qu'il est la science de l'histoire, et qu'il ne peut pas y avoir d'histoire **a priori** : on ne peut reconstituer par le raisonnement pur des formes de sociétés qui auraient pu exister sur la base de certains modes de production simplement possibles, mais qui ne se sont pas réalisés. Il semble qu'il y ait là un louable effort pour se rapprocher des faits et de l'objectivité. Mais, dans la suite de son texte, E. Balibar dit que le « **matérialisme historique** » n'exclut pas de telles reconstitutions, mais qu'il ne prétend pas arriver par là à d'autres choses que des « **concepts** », qui prouvent les « **pertinences de l'analyse historique** ». C'est pourquoi l'althusserisme ne serait qu'une « **pseudo-combinatoire, qui explique pourquoi il y a des concepts généraux de la science de l'histoire, sans qu'il puisse jamais y avoir d'histoire en général** » (14).

Nous sommes introduits, par ce texte d'un disciple, dans toutes les subtilités, les ambiguïtés, les roueries de la pensée althusserienne. Pour démontrer que le marxisme n'est pas un structuralisme, il suffirait de dire qu'il se tient toujours sur le terrain des faits, de l'analyse concrète de la situation concrète, et que, quand il est parvenu à analyser la structure et l'évolution d'une société suffisamment pour en tirer des enseignements (s'il agit du passé) ou pour agir sur elle (dans le présent), il ne

prétend pas en donner une analyse exhaustive et prévoir le détail des événements, mais seulement les tendances fondamentales du développement historique, parce que le système du monde n'est jamais achevé, mais toujours se faisant (15), et que la pensée qui pense l'histoire fait elle-même partie de l'histoire, et est dialectique comme elle. Mais E. Balibar a une tout autre conception : il admet que le « **vrai** » marxisme est l'interprétation qu'en donne Althusser, et que l'interprétation « **traditionnelle** », vulgaire, n'est que de « **l'évolutionnisme** », de « **l'historicisme** ». Le « **vrai** » Marx, c'est celui qui analyse la société capitaliste comme une « **combinaison** » valable en soi, en dehors du temps, purement « **synchronique** », et son analyse est scientifique, c'est-à-dire exhaustive, elle rend compte de tous les éléments de cette société et de leurs agencements. Comment, alors, ne pas dire que le « **marxisme** » est

(13) « *Lire le Capital* », II, p. 113. Nous citerons les écrits d'Althusser et de ses amis d'après la numérotation de la collection *Théorie* :

I. — Louis Althusser, *Pour Marx* (Maspéro, 1966).

II. — Louis Althusser, Jacques Rancière, Pierre Macherey, *Lire le Capital*, I (Petite collection Maspéro, n° 30, 1971).

III. — Louis Althusser, Etienne Balibar, Roger Establet, *Lire le Capital*, II (Petite collection Maspéro, n° 31, 1971).

IV. — Pierre Macherey, *Pour une théorie de la production littéraire*, Maspéro éd.

V. — Louis Althusser, *Lénine et la philosophie*, suivi de *Marx et Lénine devant Hegel* (Petite collection Maspéro, n° 99).

(14) *Ibid.*, p. 114.

(15) Voir la citation d'Engels dans notre premier article, *Anti-Dühring*, Editions sociales, 1971, p. 67.

un structuralisme ? C'est que, s'il en était ainsi, le marxisme devrait prévoir le déroulement concret des événements ; or Althusser se garde bien de le faire.

Il y a dans toute cette philosophie, jointe à une grande audace théorique, au moins apparente, une extrême prudence, même une grande pudeur à l'égard du présent, dont elle devrait être pourtant destinée à fournir, pour des générations de jeunes militants, la clef et des directives d'action. C'est ce que faisaient Marx et Engels. Althusser en est bien loin. E. Balibar invente, pour se tirer de cette difficulté, un nouveau concept : « l'analyse différentielle des formes ». En somme, les structures sont valables en idée, mais on ne peut pas savoir comment elles se réaliseront. Quel est ici le critère d'indétermination ? On ne nous le dit pas. Il reste qu'en réduisant la « combinatoire » du marxisme (c'est-à-dire de l'althusserisme) à une « pseudo-combinatoire », on lui donne un statut (pour reprendre un mot cher à Althusser) inférieur aux combinaisons des autres sciences. Est-ce que le marxisme

serait une pseudo-science ? La théorie de la « coupure épistémologique », qui est le fondement de la philosophie d'Althusser, a du plomb dans l'aile...

Pour éviter de tomber dans des difficultés non pas logiques, mais bien concrètes, et pour ne pas prêter le flanc au reproche de suivre une mode, l'althusserisme en vient à se renier lui-même. Curieuse philosophie de la « totalité » ! On dirait que l'althusserisme a tout ce qu'il faut pour créer le monde à partir de l'idée, mais qu'il ne le fait pas, par simple prudence, parce que ce serait trop facilement critiquable. On est marxiste ou on ne l'est pas : certains camarades auront vite fait de flairer là-dedans du Hegel ou du Spinoza, donc mieux vaut s'abstenir. L'althusserisme se trouve donc dans la même situation que les autres structuralismes : il dispose d'une idée pour créer le monde, mais il ne l'utilise pas. Mais cette attitude ne s'explique pas par les mêmes racines sociales. Il nous faut, avant d'étudier la philosophie d'Althusser, examiner son itinéraire politique.

## La politique d'Althusser

### ALTHUSSER EST-IL STALINIEN ?

Notre philosophe est un grand modeste. Il dit souvent (à ce que rapportent ses amis) qu'il ne fait que de l'empirisme, qu'il se laisse porter au fil des événements, qu'il ne cherche pas à dresser une vaste synthèse, à tout expliquer, mais seulement à jeter quelques lueurs sur des questions extraordinairement complexes, à élucider avec rigueur quelques concepts utiles. Nous sommes

prêts à le croire pour ce qui est de la dépendance de sa pensée par rapport aux événements, mais non en ce qui concerne la synthèse : sa philosophie est un système complet, parfaitement rigoureux et cohérent, une tentative d'explication de notre temps à la lumière du marxisme. Intention louable s'il en est, qui devrait être celle de tout militant. Mais l'ennui, c'est que les problèmes actuels de

la lutte des classes tiennent bien peu de place dans l'œuvre d'Althusser, qu'il n'en parle que sporadiquement et par allusions extrêmement lointaines. Toujours cette « pudeur » que nous avons trouvée chez lui... Mais on sent aussi que ces problèmes sont partout sous-jacents, et qu'ils sont finalement ce qui inspire toute cette philosophie, tout ce dont Althusser nous parle sous ses concepts de « coupure épistémologique », de « lecture symptomatique », d'« appréhension cognitive de l'objet réel », de « surdétermination ». Lire les problèmes de la lutte des classes sous les développements théoriques d'Althusser, ce n'est pas de l'« interprétation », comme il en fait lui-même pour Marx, c'est de l'analyse marxiste. Sans cette base solide, toutes ces discussions ne seraient que des combats d'idées. Il est donc de la plus haute importance de connaître l'attitude d'Althusser dans les luttes politiques de ces dernières années.

Si rares que soient ses confidences, il nous apprend tout de même (16) qu'en 1948, à trente ans, il est devenu professeur de philosophie, et a adhéré au parti communiste français. Ce qui le passionnait, dit-il, c'étaient la philosophie marxiste, pour les explications matérialistes qu'elle donne, la critique rationnelle et rigoureuse qu'elle fait de toutes les mystifications idéologiques, et la politique, spécialement la politique marxiste-léniniste : « **l'instinct, l'intelligence, le courage et l'héroïsme révolutionnaires de la classe ouvrière dans sa lutte pour le socialisme** ». Bien que le marxisme ne se fie guère à « l'instinct » de la classe ouvrière, mais plutôt à ses capacités d'organisation (et à la conscience de classe à laquelle elle accède par l'organisation), nul doute que, pour le jeune intellectuel d'origine bourgeoise, l'adhésion au marxisme et l'engagement politique n'aient exprimé le

ralliement au prolétariat et à sa lutte pour son émancipation.

Mais Althusser était philosophe, et il a senti tout de suite combien il est difficile d'être un « philosophe communiste », à cause de la suspicion qui entoure les intellectuels « bourgeois » dans le Parti (mais il ne dit pas d'où vient cette suspicion : des travailleurs ou de l'appareil ? Là-dessus, c'est le silence total), et à cause de la soumission qui est exigée des philosophes dans le Parti (exigée par qui ? Là encore, la même question à laquelle Althusser ne répond pas), obligés qu'ils sont de choisir « **entre le commentaire et le silence, une conviction illuminée ou contrainte et le mutisme de la gêne** » (17). Dans ce combat entre sa conscience de communiste et les directives de l'appareil, Althusser était seul (18) : seul en philosophie, pour juger la politique du P.C.F. par rapport à l'analyse marxiste, seul en politique, pour juger le stalinisme par rapport au programme marxiste. Les militants comme lui sont légion, qui sentent que le Parti se trompe, mais qui, s'ils n'ont pas la chance d'entrer en contact avec l'avant-garde, ne sont pas capables à eux seuls de soulever les masses d'impostures accumulées par la dégénérescence de l'Etat ouvrier en U.R.S.S. et par les excroissances de la bureaucratie du Kremlin dans tous les pays pour retrouver le vrai chemin du combat révolutionnaire. De plus, comme le fait Althusser par son silence sur le rôle de l'appareil, ils identifient les intérêts de leur classe avec ceux de cet appareil, et ont peur de la trahir en rompant avec lui.

(16) « *La philosophie comme arme de la révolution (réponses à huit questions)* », *La Pensée*, n° 138, avril 1968, p. 26, interview recueillie par M.A. Macchiochi.

(17) I, p. 12.

(18) Ibid., p. 16.

C'est dans les premières pages de **Pour Marx**, intitulées **Aujourd'hui**, qu'Althusser explique sa position par rapport à la lutte des classes et à la politique de l'appareil. Il le fait en termes très voilés, mais il est possible de reconstituer ce qui s'est passé en lui. Tout jeune, il a connu le Front populaire et la guerre d'Espagne et a réfléchi sur ces événements. La guerre et la captivité l'ont mis en contact avec des ouvriers et des paysans, et c'est là qu'il a compris la lutte des classes. Après la guerre, il a « **rallié l'organisation politique de la classe ouvrière, le parti communiste** » (19). Il a participé à toutes les campagnes, l'Appel de Stockholm, le Mouvement de la paix, pour écarter le spectre de la guerre mondiale. Mais à cette époque, nous dit-il, régnait chez les marxistes le « **gauchisme théorique** », c'est-à-dire la théorie stalinienne des deux sciences : science bourgeoise, science prolétarienne. Althusser a participé à cette campagne, tout en estimant qu'en son fond elle était fautive : il n'a jamais accepté de se lancer dans la « **dangereuse aventure** » du lyssenkisme. Mais il n'était pas capable d'en donner l'explication : la volonté de l'appareil de reprendre en main les intellectuels, en U.R.S.S. et dans le monde. Le fait qu'il qualifie cette théorie de « **gauchiste** » montre au contraire qu'il se situe sur le terrain même de l'appareil, qui, ensuite, lorsque le revirement fut décidé et le jdanovisme liquidé, expliqua que c'était là une erreur de même nature que celle de certains bolcheviks, avec le **Proletkult**. En somme, les tenants de la théorie des deux sciences ne péchaient que par « **excès de zèle** », et cela s'expliquait par le besoin de réagir contre les furieuses attaques de la bourgeoisie contre l'U.R.S.S. et le communisme à l'époque de la guerre froide. Par cet amalgame, l'appareil se posait encore en vrai défenseur de la révolution prolétarienne, et maintenait sa position.

Mais, pour le philosophe Althusser, ces revirements étaient incompréhensibles : comment les dirigeants, « **ceux qui avaient la responsabilité de nous montrer les voies** », pouvaient-ils, pendant un certain temps, nous lancer à corps perdu dans une erreur de cette taille, et ensuite redresser la barre ? Où était la vérité ? Et pourquoi les dirigeants se trompaient-ils ? Althusser était désorienté, et c'est là qu'il connut cette

singulière expérience, que tous les philosophes de mon âge, et qui tentèrent de penser dans Marx, eurent à vivre : la recherche de la pensée **philosophique** [souligné par Althusser] de Marx, indispensable pour sortir de l'impasse théorique où l'histoire nous avait relégués. (20)

L'impasse théorique n'était que le camouflage d'une impasse politique, la crise de la direction révolutionnaire, le passage de l'appareil stalinien du côté de l'ordre bourgeois, mais Althusser ne pouvait pas le savoir. D'où ses hésitations sur Staline, à la fois principal responsable du dogmatisme étouffant, et de la bureaucratization du Parti russe, et en même temps véritable philosophe marxiste, scientifique, qui montrait toujours la vérité, même dans un domaine aussi spécial que la linguistique :

Paradoxalement, il ne fallut pas moins de Staline, dont le contagieux et implacable système de gouvernement et de pensée provoquait à ces délires, pour plier cette folie à un peu de raison. Entre les lignes des quelques pages simples où il blâmait le zèle de ceux qui prétendaient à toute force faire de la langue une superstructure, nous entrevîmes que l'usage du critère de classe n'était pas sans bornes, et que l'on nous faisait traiter la

(19) Ibid., p. 12.

(20) Ibid., p. 11.

science, dont le titre couvrirait les œuvres mêmes de Marx, comme la première idéologie venue. Il fallut reculer, et, dans un demi-désarroi, reprendre aux rudiments. (21)

Ce passage donne l'explication de toute la démarche d'Althusser. C'est à la suite du débat sur la linguistique en U.R.S.S., débat dans lequel il lui était bien difficile de se faire une opinion scientifiquement fondée, qu'il en est venu à abandonner le marxisme : si « **le critère de classe n'était pas sans bornes** », c'est que ce marxisme qui expliquait tout par la lutte des classes était un marxisme faux, vulgaire. Il fallait relire Marx pour découvrir en lui autre chose, la science véritable, qui, selon Althusser, n'explique pas tout par les conditionnements sociaux et les systèmes de production, par le matérialisme. Par là, Althusser rejoignait l'idéalisme et couvrait du même coup, une fois de plus, la bureaucratie, car il fallait bien accepter, d'une manière ou d'une autre, les « **erreurs de gouvernement** » de Staline pour bénéficier de la pensée simple et géniale du Père des peuples. Par l'intermédiaire de la bureaucratie, Althusser ralliait, sans s'en rendre compte, l'ordre bourgeois. L'influence néfaste du stalinisme, la plus formidable machine jamais inventée pour transformer les militants révolutionnaires en soutiens de l'ordre établi, avait une fois de plus fait son œuvre.

Il n'est pas question de résumer en quelques lignes le débat sur la linguistique en U.R.S.S. dans les années 50. Cette étude demanderait un gros volume, et un linguiste averti devrait d'ailleurs éviter de se prononcer sur certains points fondamentaux, sur lesquels aussi bien Staline que ses adversaires tranchaient avec assurance, et qui sont loin d'avoir été élucidés scientifiquement par la linguistique (22). Rappelons seulement

que pendant vingt ans, de 1930 à 1950, la linguistique soviétique avait vécu sous la tyrannie de la théorie de Marr, la « **nouvelle théorie** », présentée dogmatiquement comme l'application du marxisme à la linguistique. Marr et ses disciples prétendaient que la langue est le reflet exact de la structure et de l'évolution de la société, notamment de sa division en classes. Indépendamment du fait que Marr était un excellent linguiste, formé à l'étude des langues caucasiennes (c'était un Géorgien d'origine écossaise), cette théorie aboutissait à des absurdités et à des contre-vérités linguistiques flagrantes. Reprenant la théorie des « **stades** » de l'évolution de l'humanité, ébauchée par Marx et Engels à la suite de l'ethnologue américain Morgan, Marr attribuait à la horde primitive, au patriarcat, au matriarcat, à l'esclavagisme, à la féodalité, au capitalisme et au communisme des types linguistiques différents, qui suivaient partout la même évolution depuis les origines de l'humanité. D'après cette théorie, la langue des travailleurs français, par exemple, avait plus d'affinités avec celle des travailleurs russes qu'avec celle des capitalistes français. Nous retrouvons, appliquée au langage, la théorie des deux sciences, dont le brillant représentant en biologie était, à la même époque, Lyssenko. Telle était la doctrine du régime stalinien, et tout linguiste soviétique qui n'admettait pas

(21) Ibid., p. 12.

(22) On trouvera l'essentiel du débat dans *The soviet linguistic controversy*, by J. Murra, R.M. Hankin and F. Holing, New York, 1951, et dans Lucien Laurat : *Staline, la linguistique et l'impérialisme russe*, 1951. Un article de V.V. Vinogradov, dans les *Problèmes théoriques de la linguistique soviétique actuelle*, Moscou, 1964, reproduit dans la revue *Langages*, n° 15, septembre 1969, pp. 67-84, fait justice des arguments de Staline du point de vue de la linguistique classique.



les idées de Marr était menacé de perdre son emploi ou même sa liberté.

L'abandon de la théorie de Marr par la bureaucratie ne signifia pas du tout une libéralisation ni un progrès dans l'objectivité. Parut d'abord dans la **Pravda**, le 9 mai 1950, un article d'Arnold Tchikobava qui réfutait le « marrisme » à l'aide de quelques données de la linguistique classique. Puis vinrent la célèbre brochure de Staline et de nombreux articles. Les arguments de Staline sont simples (il fut obligé ensuite de rectifier certaines erreurs grossières, comme l'affirmation que dans l'Angleterre du Moyen Age les maîtres saxons et le peuple celte parlaient la même langue !) : la preuve que les classes n'influent pas sur la langue, c'est qu'on parle la même langue du haut en bas de la société, la « **langue du peuple tout entier** ». La victoire de la révolution d'Octobre, le passage du tsarisme au communisme n'ont pas modifié la langue russe, pas plus que la révolution française n'a modifié le français, il faut donc dire que la langue est un « **moyen de communication** » qui permet aux hommes de se comprendre, analogue aux moyens de production qui leur permettent de subvenir à leurs besoins. A cela s'ajoute une conception simpliste de la « **langue nationale** », qui est toujours supérieure aux argots et dialectes locaux et qui doit peu à peu les faire disparaître.

Ici, derrière les grandes phrases et les généralités, on voit pointer le bout de l'oreille stalinienne : il est évident que, dans toute cette affaire, les soucis de Staline ne sont rien moins que scientifiques. Il s'agit uniquement pour lui de préserver le rôle du russe comme langue de l'Etat bureaucratique ; les théories de Marr sont dangereuses, non pas parce qu'elles sont fausses (Staline s'en moque pas mal et il les a approu-

vées assez longtemps), mais parce qu'elles risquent de donner trop d'importance aux langues locales de l'U.R.S.S. et de nuire à la russification. Bien naïfs seraient alors ceux qui prendraient les « idées » de Staline au pied de la lettre et s'efforceraient de les réfuter ! Elles ne résistent pas à l'examen : d'où pourrait bien venir cette « **langue du peuple tout entier** », cette « **langue nationale** », identique à elle-même dans toute la société ? Elle a dû tomber du ciel, sans doute. Certes, la langue « **ne fait pas partie de la superstructure** », mais elle en est le véhicule, et en subit l'influence. En disant qu'il y a une « **langue moyenne** » qui échappe aux facteurs extra-linguistiques, Staline saute par-dessus un siècle et demi de linguistique historique et rejoint les grammairiens traditionalistes que ne jureraient que par le « **bon usage** ». Nous sommes à cent lieues d'une recherche de ce que devrait être une linguistique marxiste, c'est-à-dire tout simplement scientifique, matérialiste. En attendant, la « **linguistique stalinienne** » passa à son tour au rang d'article de foi et d'instrument de répression.

Aujourd'hui, les linguistes soviétiques essaient de reprendre les quelques indications de Marx et d'Engels sur la langue pour se débarrasser de l'orthodoxie stalinienne comme de l'orthodoxie marriste, et avancer dans la constitution d'une linguistique fondée sur le matérialisme dialectique. Le seul obstacle sur cette voie est leur récent engouement pour les diverses formes du structuralisme occidental. Ils reconnaissent que Marr n'avait peut-être pas tort de lier l'évolution du langage à celle de la société, mais qu'il ne pouvait le faire utilement avec les matériaux et la méthode dont il disposait. Il est incontestable que les structures sociales influent sur la langue, mais, en dehors des faits bien connus de vocabulaire et de style, la question

de savoir si les changements sociaux déterminent des changements de structure dans la langue, changements inconscients et très lents à se faire sentir, reste encore inexplorée. D'autre part, la linguistique est toujours muette sur la grande question qui, en un sens, commande toutes les autres : la cause des changements phonétiques. A cet égard, les faits de substrats et de superstrats, les phénomènes de mélanges de langues, de « créolisation » sont très intéressants à étudier. Ce n'est pas par les simplifications autoritaires de Staline, mais par toutes les recherches historiques, sociales, sémantiques, phonologiques que les linguistes avanceront dans la clarification de leur vaste domaine, en suivant le principe matérialiste qu'énonçaient déjà Marx et Engels :

Que Sancho parle allemand et non français, ce n'est pas le genre (= l'humanité) qui en est responsable, mais bien les circonstances. Le langage a d'ailleurs perdu le caractère de phénomène naturel dans toutes les langues modernes hautement développées ; ou bien c'est le résultat de l'histoire de l'évolution du langage à partir des matériaux de base comme pour les langues romanes et germaniques, ou du croisement et du mélange des

nationalités comme pour l'anglais, ou encore celui de la fusion des dialectes, qui donne une langue nationale dans le cadre d'une nation, fusion linguistique reposant sur la fusion économique et politique. Il va de soi que les individus contrôleront un jour totalement ce produit du genre comme les autres. (23)

Rappelons que pour Marx et Engels la langue n'est pas seulement, comme le disent Staline et les structuralistes, un moyen de communication, secondaire par rapport à ce qu'elle est chargée de communiquer, mais qu'elle est « **la conscience réelle pratique, existant pour les autres hommes, et par là même seulement pour moi-même également** » (24). Elle est une chose qui est une pensée, et qui s'explique par l'histoire.

Ignorant la complexité de ces problèmes, Althusser, qui ne voulait ni du « **silence** » (« **le mutisme de la gêne** ») ni d'une « **conviction contrainte** », fut « **illuminé** » par les arguments de Staline, et opta pour le « **commentaire** », un commentaire d'un nouveau genre : dénaturer la pensée de Marx pour la rendre conforme à la politique de la bureaucratie, et par là même inoffensive pour la bourgeoisie.

## ALTHUSSER ABANDONNE LE MARXISME

La question de la linguistique, posée dans les termes où elle s'était posée en U.R.S.S., véritable combat d'ombres où les discussions théoriques recouvraient des manœuvres politiques, était bien par excellence le genre de question propre à égarer un philosophe comme Althusser, peu versé dans ces problèmes. Mais elle n'était pas seule : elle n'était qu'un aspect de la dégénérescence de l'Etat ouvrier russe, de ce que le XX<sup>e</sup>

congrès baptisait pudiquement le « **culte de la personnalité** ». Althusser se posait tous ces problèmes. Par là, il était confronté au problème général du stalinisme, obstacle majeur dans la conscience de tout marxiste pour faire le lien entre la doctrine de Marx et l'état du monde

(23) *L'Idéologie allemande*, Editions sociales, 1968, p. 468.

(24) *Ibid.*, p. 59.

actuel. Mais cet obstacle, au lieu d'essayer de le franchir en se rapprochant de la classe ouvrière et de ses combats, Althusser s'efforça de le neutraliser en se réfugiant dans le royaume des idées.

Son programme était de procéder à une nouvelle « lecture » de Marx, et même à plusieurs nouvelles « lectures » superposées, pour découvrir dans les racines de la pensée marxiste l'explication de cette énorme, de cette scandaleuse mésaventure qui arrivait au communisme. C'est ce qu'il fait, minutieusement, dans tous ses ouvrages, et notamment dans *Lire le Capital*. Ainsi il espérait non seulement pouvoir lire les textes classiques, mais aussi ce texte nouveau que lui offrait l'énigme du monde contemporain :

Il en va de même de la « lecture » des œuvres encore théoriquement opaques de l'histoire du mouvement ouvrier, comme le « culte de la personnalité », ou tel grave conflit qui est notre drame présent : cette « lecture » sera peut-être un jour possible sous la condition d'avoir bien identifié ce qui, dans les œuvres rationnelles du marxisme, peut nous donner la ressource de produire les concepts indispensables à l'intelligence des raisons de cette déraison. (25)

La coupure entre la réalité et le monde des idées est totale : Althusser n'a que méfiance ou mépris pour l'*Anti-Dühring*, la *Dialectique de la nature* d'Engels, *Matérialisme et empiriocriticisme* de Lénine, qui lui paraissent des œuvres « idéologiques », c'est-à-dire polémiques, liées aux circonstances. Il ignore complètement Trotsky, il ne le cite qu'une fois (26), dans une énumération pêle-mêle de tous les commentateurs du *Capital*. Nous, les marxistes vulgaires, nous savons pourtant qu'il n'y a pas de « coupure » entre la théorie et l'ac-

tion, que toutes les œuvres de Marx, Engels, Lénine, Trotsky, y compris celles qu'Althusser accepte seules parce qu'elles lui paraissent les seules vraiment rationnelles (*Le Capital* les *Grundrisse*) sont pièces essentielles de la lutte du mouvement ouvrier non seulement contre l'idéologie de la bourgeoisie, mais contre son pouvoir, nous savons que c'est de la polémique que naît la théorie. Althusser se pose la question du « culte de la personnalité », et de « tel grave conflit qui est notre drame présent » (il s'agit certainement de la montée de la révolution politique dans les pays de l'Est), mais il remet la réponse à la fin des temps : il faut d'abord relire Marx, et quand serons-nous sûrs que nous l'avons relu comme il faut ? En bas de la même page, il ajoute, en note :

Il en va de même de la « lecture » de ces œuvres nouvelles du marxisme, qui, en des formes parfois surprenantes, portent en elles quelque chose d'essentiel à l'avenir du socialisme : ce que le marxisme produit dans les pays d'avant-garde du « tiers-monde » qui lutte pour sa liberté, des maquis du Viet-Nam à Cuba. Ces œuvres, il est vital que nous sachions les « lire » à temps.

On peut relever cette curieuse assimilation entre les événements réels de la lutte des classes et les œuvres écrites du marxisme. En fait, ce sont les événements qui sont ramenés à l'idée. Dans l'immédiat, Althusser n'a pas de réponse pour les problèmes que pose la lutte des travailleurs des pays sous-développés contre l'impérialisme, mais il englobe tous ces éléments dans un vague « produit du marxisme », ce qui l'amène à approuver implicitement la « révolution arabe », le guérillérisme en Amérique latine, les régimes « de gauche » en

(25) II, p. 42.

(26) Ibid., p. 11.

Inde ou à Ceylan. Ses disciples ne s'y sont pas trompés : sans attendre la réponse théorique qu'Althusser élaborait savamment dans sa tour d'ivoire, ils ont admis la séparation du monde en blocs et en « zone de tempêtes », et ils ont, pour la plupart, adhéré au pablisme ou au maoïsme.

Ainsi, Althusser est cet homme qu'on vient tirer par la manche pour lui dire : « Il y a la répression en Tchécoslovaquie, les internements dans les hôpitaux psychiatriques, la grève chez Renault, dans les facultés, il y a des pétitions, des motions, des manifestations, que pensez-vous de tout cela ? Qu'allez-vous **faire** ? », et qui répond : « Attendez, chat échaudé craint même l'eau froide, j'ai cru à la théorie des « deux sciences » et ensuite il s'est révélé qu'elle était fautive ; je ne veux pas recommencer ; attendons ce que vont dire nos dirigeants, ils ont sans doute de bonnes raisons de dire ce qu'ils disent et de faire ce qu'ils font ; avant de les critiquer, il faut d'abord que je relise Marx, et que j'élabore la théorie de la théorie, et je ne sais pas si je pourrai finir à temps. » Pendant ce temps, la bureaucratie a tout loisir de réprimer le mouvement des masses et d'obscurcir la conscience des militants. Althusser s'est réfugié dans l'idée, en renonçant à expliquer la réalité et en condamnant tout activisme, toute action sans pensée ; mais le résultat, c'est qu'il laisse à l'appareil le soin de s'occuper de la réalité, et qu'il pousse les militants déçus, ses disciples, à se jeter dans l'activisme.

En effet, lorsqu'il en vient à aborder franchement le problème du stalinisme, son attitude se caractérise toujours par ces deux traits : abandon, dans l'immédiat, de l'analyse marxiste (remise aux calendes grecques), et confiance — quels que soient ses scrupules — à l'appareil.

Dans l'introduction de **Pour Marx** (27), il nous explique comment il a résolu le problème de l'erreur des dirigeants dans l'affaire des « deux sciences », et par voie de conséquence dans le « **culte de la personnalité** ». Qui était responsable ? Certainement pas Staline, puisque c'est lui qui a remis la science marxiste sur ses rails (quoique la question de la nature de son régime tyrannique ne soit pas réglée) ; ce ne sont pas les dirigeants russes : ils ont fait la révolution, donc ils ne peuvent ni se tromper ni nous tromper. Alors, les dirigeants français ? C'est la solution qu'Althusser adopte pour innocenter les Russes, au mépris de cette vérité évidente que de telles « erreurs » ne sont pas venues d'abord de Paris, mais de Moscou. Mais, bien entendu, il n'est pas question de noter une quelconque défaillance de la part des dirigeants **politiques** du parti communiste français ! Ce sont les intellectuels qui sont responsables, et cela à cause d'une particularité du mouvement ouvrier français si on le compare à ceux des autres pays européens :

De fait, hormis les utopistes Saint-Simon et Fourier, que Marx aime tant à évoquer, hormis Proudhon qui n'était pas marxiste, et Jaurès qui l'était peu, où sont nos théoriciens ? L'Allemagne a eu Marx et Engels, et le premier Kautsky ; la Pologne, Rosa Luxembourgeois ; la Russie, Plékhanov et Lénine ; l'Italie, Labriola, qui (quand nous avions Sorel !) correspondait d'égal à égal avec Engels, puis Gramsci. Où sont nos théoriciens ? Guesde, Lafargue ?

Nous le savons, pour Althusser, le monde marche sur la tête. Ce n'est pas parce que le capitalisme a créé une classe de prolétaires qui sont contraints, par leurs conditions

(27) I, pp. 13-18.

de vie et de travail, à s'unir contre la bourgeoisie que le marxisme s'est développé, c'est parce qu'il y a eu le génie de Marx, miracle inexplicable, que le mouvement ouvrier a existé. De plus, il l'a fait séparément dans chaque pays en vase clos : un parti communiste ne peut mener le vrai combat révolutionnaire que s'il a derrière lui de grands théoriciens de sa nation. L'esprit national l'emporte sur l'internationalisme. Passons sur la condescendance amusée dont Althusser entoure Saint-Simon et Fourier (ils ont leur place, comme théoriciens, et Marx fait autre chose que les « évoquer », il les critique), sur le mépris dont il accable Jaurès (ce social-démocrate ! mais ce qui compte, chez un militant, ce sont avant tout les options qu'il prend, et non la correction de ses idées). Passons aussi sur la conclusion du paragraphe, qu'Althusser n'ose pas écrire, mais qui coule de source : « Où sont nos théoriciens ? Althusser, évidemment. » Ce qui est extraordinaire dans ce raisonnement, c'est de voir comment, dès qu'on abandonne le matérialisme dialectique, toutes les formes de la pensée réactionnaire, bourgeoise et petite-bourgeoise, reparaissent tout naturellement : la recherche des responsabilités personnelles, comme si la politique était une question de morale ; le raisonnement nationaliste, qui oppose nation à nation par le prestige de leurs grands hommes ; l'idée que ce sont les grands hommes et d'abord les philosophes qui font l'histoire ; enfin l'idée aristocratique, bureaucratique, que les dirigeants forment une classe à part, que le simple militant ne saurait aborder qu'avec des égards infinis, sous peine de commettre le crime de lèse-majesté.

Et Althusser continue à s'enfoncer dans ses paralogismes. Pourquoi n'y a-t-il pas eu de grands théoriciens marxistes français ? La pensée

réactionnaire répondrait : parce que l'esprit français est allergique à cette pensée judéo-germanique. Althusser ne peut aller jusque-là, et il se rappelle à temps qu'il est marxiste ; il invente donc une explication par les conditions historiques : c'est parce qu'en Allemagne, en Russie, en Pologne, en Italie la bourgeoisie était liée à la féodalité finissante, elle était totalement réactionnaire, et les intellectuels révolutionnaires ne pouvaient chercher d'avenir que du côté de la classe ouvrière ; en France au contraire, la bourgeoisie était progressiste, elle avait fait la révolution de 1789, elle avait rompu avec l'Eglise et dépossédé les féodaux. Les intellectuels français se sentaient donc tenus d'être, d'une façon ou d'une autre, du côté de la bourgeoisie.

Ici, nous sommes en pleine confusion. La révolution de 1789 est-elle une révolution bourgeoise ou prolétarienne ? Althusser ne fait pas de différence. Il ferait bien de lire **l'Histoire socialiste de la révolution française** de Jaurès, qu'il méprise tant. Il y verrait, en un travail patient, une démonstration admirable, comment la révolution française, prolétarienne et paysanne au départ, a été déviée par la bourgeoisie vers ses fins, et comment l'idéologie universelle de la liberté a servi à couvrir l'instauration du règne illimité de la concurrence et de l'exploitation capitalistes. Au reste, c'est le B, A BA du marxisme, et il ne devrait pas être nécessaire de le rappeler. Que le marxisme soit apparu en Allemagne et non en France, c'est un hasard, mais le hasard a aussi ses nécessités. Nous ne devons pas en être vexés dans notre chauvinisme, et de toute façon, pour les ouvrages en langues étrangères, il y a des traductions.

Il s'agissait au départ d'expliquer le lyssenkisme et le « **culte de la**

**personnalité** ». Des problèmes du communisme en U.R.S.S., on ne nous dit pas un mot, et nous sommes renvoyés à une analyse fallacieuse

## ALTHUSSER, PHILOSOPHE DE LA BUREAUCRATIE

Alors qu'au début, dans ses ardeurs de néophyte, Althusser identifiait la propagande de la bureaucratie, la condamnation de la « **science bourgeoise** » et l'exaltation de la « **science prolétarienne** » avec les positions de classe du prolétariat dans sa lutte, Staline lui a fait comprendre que « **l'usage du critère de classe n'était pas sans bornes** », et que les erreurs du lyssenkisme étaient une déviation « **gauchiste** ». A partir de là, il ne cherche même plus à identifier les intérêts du prolétariat avec ceux de la bureaucratie, il franchit un pas de plus dans l'abandon du marxisme : il renonce à expliquer les faits par le matérialisme dialectique, par le critère de classe ; logiquement, il devra en venir à considérer tout le marxisme comme une déviation gauchiste, et à échaufauder une nouvelle philosophie entièrement idéaliste. Tel est le prix qu'il faut payer pour couvrir la politique de l'appareil, une fois qu'on a reconnu qu'elle était contraire aux buts et à la méthode de l'émancipation du prolétariat, du moment que l'on ne veut pas rompre avec cet appareil, sans doute parce qu'on ne voit pas très bien la position qu'il occupe dans la lutte des classes à l'échelle mondiale. Le militant qui se trouve dans cette situation est obligé de passer sur des positions philosophiques idéalistes ; car, s'il conservait le critère de classe, il comprendrait que, dans son propre pays comme dans le monde entier, il n'y a que deux camps, et que quiconque n'est pas avec le prolétariat est contre lui, est avec la bourgeoisie.

des rapports entre les classes et les intellectuels dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est ce qui s'appelle « noyer le poisson ».

Nous avons vu dans notre précédent article (28) que le jeune communiste L. Sebag, confronté au même problème qu'Althusser (comment un régime socialiste peut-il combattre les ouvriers ?), avait résolu la question en jetant le marxisme aux orties et en se ralliant à l'idéologie bourgeoise sous la forme du structuralisme. Cette révision déchirante est peut-être plus honnête. La solution d'Althusser, qui n'a pas voulu quitter le parti communiste français ni n'a nourri — semble-t-il — de grands espoirs de le réformer de l'intérieur, est plus subtile : il a fait du marxisme un structuralisme. Il lui fallait trahir Marx pour justifier la trahison de l'appareil. Par là il devenait, même avec la réputation d'un homme qui « pense mal », le vrai philosophe de la bureaucratie.

Comme la plupart des membres du parti communiste français, Althusser a salué avec soulagement le XX<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S., la « déstalinisation ». Enfin, le communisme allait avoir un visage plus humain, on allait assister à une libéralisation. Mais sa pensée s'est arrêtée là, il n'a pas analysé le stalinisme d'après la méthode marxiste, et il a accepté en définitive, quoique avec des réticences, l'explication mise en avant par la bureaucratie, et qui n'est qu'un rideau de fumée : le « **culte de la personnalité** ». Il le fait grâce à sa méthode de réduction des faits à leur « **concept** » :

(28) *La Vérité*, n° 557, p. 167.

On regrette par exemple de constater que le concept par lequel les communistes désignent un phénomène historique important de l'histoire de l'U.R.S.S. et du mouvement ouvrier : le concept de « **culte de la personnalité** », soit, si on le prenait pour un concept théorique, un concept « introuvable », inclassable dans la théorie marxiste ; il peut bien décrire et condamner un style de comportement, et, à ce titre, posséder une valeur doublement pratique, mais, à ma connaissance, Marx n'a jamais considéré qu'un style de comportement politique pût être directement assimilé à une **catégorie** historique, c'est-à-dire à un **concept** de la théorie du matérialisme historique : car, s'il désigne une réalité, il n'est pas son concept. (29)

Tout cela est bien alambiqué, mais si l'on comprend ce que veut dire Althusser, la notion de « **culte de la personnalité** » ne fait qu'appeler le stalinisme d'un certain nom, elle le décrit, elle ne l'explique pas. C'est juste, mais sans entrer dans les subtilités sur la différence entre la « **désignation** » et le « **concept** », il faut reconnaître que le terme « **culte de la personnalité** » représente une réalité bien concrète, dont des millions d'hommes ont eu à souffrir dans leur esprit et dans leur chair, et que le rôle de la méthode marxiste est justement d'identifier ce phénomène et de l'expliquer, tandis que le terme bureaucratique de « **culte de la personnalité** » ne fait que jeter un voile sur les horreurs du stalinisme et en proposer une fausse explication, empruntée au sens commun, dans le but d'en empêcher toute explication scientifique. Althusser a bien conscience de l'importance de cette question :

Pourquoi les concepts marxistes existants, connus et reconnus, ne sont-ils pas évoqués pour penser et situer ce phé-

nomène, décrit, en fait, en style de comportement, et rapporté à la psychologie d'un homme, c'est-à-dire simplement **décrit** mais non **pensé** ? Pourquoi, si la « psychologie » d'un homme a pu assumer ce rôle **historique**, ne pas poser en termes marxistes la question des conditions de possibilité historiques de cette apparente promotion de la « psychologie » à la dignité et à la dimension d'un fait historique ? (30)

Laissons à Althusser, et à son système de concepts hiérarchisés, la « dignité » des faits historiques. Tous les faits sont historiques et il n'y en a pas de plus « dignes » que d'autres. Pourquoi la bureaucratie ne donne-t-elle pas d'elle-même une explication marxiste ? Althusser peut toujours le lui demander, ou espérer qu'un jour elle fera collectivement son auto-critique, et cela jusqu'au bout, jusqu'à remettre son pouvoir entre les mains des conseils ouvriers. Les ouvriers des pays de l'Est ont compris, eux, que ce pouvoir, il faudrait le lui arracher. Mais, en attendant, si Althusser se permet de protester avec une belle indignation contre les explications non marxistes que prodiguent les idéologues de la bureaucratie, il fait la même chose, et il les sert. Il reproche au concept de « **culte de la personnalité** » d'être psychologique, non historique, mais il n'a rien de mieux à proposer et il s'en tient là, laissant la question en suspens, comme bien d'autres, c'est-à-dire laissant à la bureaucratie la possibilité de répandre sa propagande et de maintenir son pouvoir. Pour ce qui est de trouver les formules aptes à combattre les revendications des masses et à couvrir les crimes du régime stalinien, Althusser peut faire confiance aux bureaucrates : il ne trouvera jamais mieux qu'eux ; lui est un philosophe, eux sont des

(29) I, p. 247.

(30) Ibid., p. 248.

politiques. Et les bureaucrates ne peuvent pas trouver un philosophe qui les serve mieux : en même temps que, par ses pseudo-analyses, il désarme les militants sur le plan théorique, il leur donne bonne conscience.

Mais Althusser ne pousse pas le scrupule jusqu'à critiquer toutes les formules fallacieuses inventées par les bureaucrates : il en est certaines qui trouvent grâce à ses yeux. Etudiant les rapports entre la pratique politique et la théorie, et disant — en contradiction avec ce qu'il avait affirmé en maints endroits — qu'une pratique politique peut se développer un certain temps sans avoir de théorie qui la sous-tende (cela à propos de **Que faire ?** de Lénine, qui y dit exactement le contraire), jusqu'à ce que les circonstances, le monde existant où elle agit, « **oblige** » cette pratique à se donner la théorie qui lui manque (cet opportunisme est sans doute la pratique de la bureaucratie, pas celle de l'action révolutionnaire), Althusser écrit :

Exemple de ces « nouvelles connaissances » (c'est-à-dire : la nouvelle théorie imposée par les circonstances) : ce qu'on appelle les apports théoriques du « léninisme », pour la période de l'impérialisme dans sa phase des guerres inter-impérialistes ; ou ce qu'on appellera plus tard d'un nom qui n'existe pas encore : les apports théoriques nécessaires à la période présente où, **dans le combat pour la co-existence pacifique** [c'est nous qui soulignons], apparaissent les premières formes **révolutionnaires** [c'est Althusser qui souligne] dans certains pays dits « sous-développés », au-delà de leur lutte pour l'indépendance nationale. (31)

Décidément, les pensées d'Althusser sont tellement enchevêtrées, ses thèmes s'entrecroisent en un réseau

si serré, que lorsqu'on cite un passage pour redresser une erreur, il faudrait redresser toutes les autres ! Tâchons de distinguer celles que contiennent ces lignes :

1) **Althusser limite la portée de l'analyse léniniste de « la période » de l'impérialisme à ce qu'il appelle la « phase des guerres inter-impérialistes » ; ces enseignements ne sont donc plus valables, selon lui, dans la « période présente », où la tâche des révolutionnaires ne consiste plus à combattre pour le renversement révolutionnaire du capitalisme parvenu à son stade impérialiste suprême de putréfaction, mais bien à combattre pour la coexistence pacifique entre les blocs.**

2) **Déjà, d'ailleurs, selon lui, l'analyse faite par Lénine de la crise de l'impérialisme était une « nouvelle théorie » par rapport au marxisme, nouvelle théorie « imposée par les circonstances » et la « pratique » aveugle du parti bolchevique.**

3) **Lénine enseignait que la lutte des peuples des pays arriérés pour conquérir leur indépendance nationale contre l'impérialisme avait par elle-même un caractère révolutionnaire, car elle était partie intégrante de la lutte pour la révolution prolétarienne mondiale. Pour Althusser, au contraire, les « premières formes révolutionnaires » n'apparaissent dans cette lutte que lorsqu'elle atteint un stade situé « au-delà de la lutte pour l'indépendance nationale ».**

4) **Et ce dépassement du stade non révolutionnaire de**

(31) Ibid., p. 178.



la lutte des peuples des pays « dits sous-développés » pour leur indépendance nationale ne peut être atteint que « dans le combat pour la coexistence pacifique », autrement dit pour la défense de l'ordre établi, pour le soutien de la collaboration de l'impérialisme et de la bureaucratie contre la révolution prolétarienne.

Sur tout cela, il y aurait beaucoup à dire. Chaque fois qu'Althusser consent à parler, même par allusions, des réalités concrètes de la politique, on s'aperçoit qu'il pense, exactement et sur tout, comme la bureaucratie. Notamment, le passage précédent nous révèle que pour lui la lutte des classes a pris une forme toute nouvelle à notre époque : le combat n'est plus entre travailleurs et capitalistes dans chaque pays, mais bien entre le bloc des pays socialistes et celui des pays capitalistes. Il ne pense plus en classes, mais en nations. Et les travailleurs des pays capitalistes devront attendre leur libération de la réalisation du socialisme dans chaque pays, par les voies spécifiques, nationales et évidemment parlementaires. Jamais Althusser n'exprime aussi clairement ces options, il ne le fait qu'incidemment, à l'occasion de l'étude des thèmes transcendants, proprement philosophiques, dignes du haut niveau théorique auquel il entend se placer. Mais ce n'est que par ses positions politiques que nous pouvons comprendre son système philosophique. C'est à propos de **Marxisme et Humanisme** (32) qu'il affirme nettement l'ensemble de ces positions.

Selon lui, la lutte pour la libération de l'homme a pris, « dans sa phase historique », « comme Marx le prévoyait », la forme de la lutte des classes. Il faut donc comprendre qu'à notre époque, comme nous le disions, la lutte des classes est finie. Cela s'est traduit par la victoire de

la révolution d'Octobre, où le prolétariat russe a pris le pouvoir et a instauré sa dictature. Logiquement, pendant la période de dictature du prolétariat, « l'humanisme révolutionnaire ne pouvait être qu'un humanisme de classe », l'« humanisme prolétarien ». Althusser a d'ailleurs bien du mal à définir cet « humanisme de classe », car il récuse par ailleurs, comme déviation « gauchiste » dont se seraient rendus coupables Gramsci et le « jeune Marx », l'idée que le prolétariat serait porteur des destinées de l'humanité tout entière. Il est donc obligé de réduire l'« humanisme de classe » à ses dimensions politiques : la démocratie pour les travailleurs, la dictature pour les oppresseurs.

Il faut comprendre que, selon notre auteur, la période de dictature du prolétariat a duré jusqu'à la fin de l'ère stalinienne. Nous avons donc là l'explication « marxiste » du « culte de la personnalité », qu'Althusser nous a tant fait désirer : c'était une forme « excessive », « aberrante » de la dictature du prolétariat ! Quant à savoir pourquoi la dictature du prolétariat a pris cette forme « aberrante », « abusive », Althusser nous suggère que la cause pourrait en être recherchée dans les formes juridiques d'organisation de la société russe, et dans le passé du peuple russe lui-même. Explication doublement réactionnaire : la superstructure, les idées déterminent la structure politique et sociale, et il faut faire intervenir le caractère spécifique d'un peuple.

Quoi qu'il en soit, les crimes du stalinisme, « cette part de "déraison" et d' "inhumain" historiques que porte en lui le passé de l'U.R.S.S. », sont aujourd'hui bien oubliés, car l'U.R.S.S. a dépassé la dictature du prolétariat (ce que n'ont encore pu

(32) I, pp. 227 sq.

faire ni la Chine ni Cuba), et est entrée dans l'ère du communisme, sur la base d'un nouveau développement des forces productives, ce qui lui permet de remplacer l'« **humanisme de classe** » par l'« **humanisme de la personne** ». Suit une belle formule dialectique : « **Dans l'humanisme de la personne, l'humanisme de classe peut contempler son propre avenir, réalisé.** » Pour décrire cet « **humanisme de la personne** », réalisation de l'humanisme socialiste, Althusser devient lyrique : « **refus de toutes les discriminations humaines, qu'elles soient raciales, politiques, religieuses ou autres** [pendant le discours du propagandiste, il faudrait faire passer des images des camps, des persécutions contre des minorités ethniques, et des traitements en hôpitaux psychiatriques spéciaux]... **refus de toute exploitation économique et servitude politique... un monde sans exploitation économique, sans violence, sans discrimination — un monde ouvrant devant les Soviétiques l'espace infini du progrès, de la science, de la culture, du pain et de la liberté, du libre développement — un monde qui peut être sans ombres ni drames** » (33). « **QUI PEUT ETRE** »... ! Que pense Althusser maintenant de ce qu'il a été, de ce qu'il est encore ? Ces lignes étaient écrites au lendemain du XX<sup>e</sup> congrès, bien des communistes avaient cru en effet que le cauchemar stalinien était définitivement enterré, mais ils sont allés de déception en déception. C'est que, malgré l'immense progrès accompli par la révolution d'Octobre, les causes du stalinisme subsistaient, qu'Althusser ne les avait donc pas correctement analysées d'après la théorie marxiste.

Mais notre auteur a plus d'un tour dans son sac. Il peut être dangereux de trop chanter l'humanisme socialiste quand on sait qu'en U.R.S.S. et dans les pays socialistes d'Europe de l'Est, malgré tout, les libertés n'existent pas. Il faut alors rappeler que

ces libertés, au fond, ne sont pas tellement souhaitables, car elles ne sont que les libertés libérales bourgeoises, et elles s'inspirent d'un idéal bien douteux de l'« **homme** », qui n'est que de l'idéologie :

La dictature du prolétariat, que les sociaux-démocrates rejetaient au nom de l'« **humanisme** » [bourgeois] de la personne, et qui les opposait farouchement aux communistes, est dépassée en U.R.S.S. Bien mieux, on prévoit qu'elle pourra prendre en Occident des formes pacifiques et brèves. (34)

On pourra même en faire complètement l'économie, grâce au Programme commun et à l'Union populaire. Dans cette union devront entrer, comme de juste, les tenants de « **l'humanisme libéral bourgeois ou chrétien** ». Ainsi est esquissé le programme de collaboration des partis ouvriers avec l'aile « gauche » des partis bourgeois. Rien ne manque au programme d'Althusser, et les contradictions ne lui font pas peur : il condamne les libertés bourgeoises comme participant de l'idéologie, mais en même temps il accepte l'alliance avec le libéralisme bourgeois, et il défend pour l'U.R.S.S. le concept d'humanisme socialiste, bien que ce soit aussi de l'idéologie, parce que selon lui aucune société, même une société sans classes, ne peut se passer d'idéologie. Allez vous y retrouver !

Il est vrai que la « **société sans classes** » que chante Althusser est celle du socialisme dans un seul pays, et qu'elle est insérée dans le marché mondial capitaliste, dans la politique impérialiste et dans la course aux armements. Il est donc bien difficile de démontrer qu'elle est la réalisation de la république universelle des soviets. Si Althusser s'embrouille un

(33) Ibid., pp. 244-245.

(34) Ibid., p. 228.

peu dans son jeu de concepts pour expliquer cette réalité, cela n'a pas d'importance ; ce qui compte, c'est qu'il ait su tirer de l'étude de Marx l'idée que l'importance accordée à l'histoire et l'« **idéal humaniste** » de libération de l'homme et de lutte contre l'aliénation étaient une erreur de jeunesse, qui a pris fin en 1845, pour laisser la place au vrai marxisme, le marxisme scientifique et intemporel, qui est dans son essence (vous ne le saviez pas ?) un « **anti-humanisme** » et un « **anti-historicisme** » (35). Il est donc inutile d'écrire l'histoire de l'U.R.S.S. et d'expliquer pourquoi les libertés « **bourgeoises** » y ont été abandonnées. La boucle est bouclée. Le « **culte de la personnalité** », contre lequel on avait commencé par protester, est entièrement accepté, dans son principe et jusque dans ses pires conséquences.

Après ses déceptions de jeunesse, Althusser s'est replié sur lui-même et sur ses pensées, et il a abandonné à peu près toute activité politique. Mais il était lié à l'appareil, et même à une fraction de cet appareil, et à l'intérieur du parti communiste son action a continué, par l'explication théorique et à l'occasion par l'intervention directe. Cette histoire, presque totalement secrète, ne peut pas encore être écrite, mais nous avons une idée de ce qu'elle a pu être par divers épisodes, comme par exemple la crise de l'U.E.C., pendant la guerre d'Algérie, en 1960-1965 (36).

Fondée à la fin de 1956 par la restructuration de l'U.R.J.F. et de l'U.J.F.F., l'U.E.C. a été dès le début un mouvement très autonome, très actif, qui était à cette époque « **seul capable de remplir la Mutualité** », et atteignait par son journal **Clarté**, très vivant, très ouvert, des couches de plus en plus larges de jeunes. A partir de 1960, l'U.E.C. subit les conséquences de la crise

du stalinisme, et se trouva en désaccord avec l'appareil au sujet de la « **déstalinisation** » : elle voulait aller plus loin que le rapport Khrouchtchev, faire une véritable analyse marxiste du stalinisme. Sur les problèmes français, le désaccord éclata à propos des rapports entre l'U.E.C. et l'U.N.E.F. et surtout sur la politique du Parti quant à la guerre d'Algérie : l'U.E.C. voulait combattre efficacement la guerre colonialiste, soutenir le combat du peuple algérien, et elle proposait des meetings de masse, de grandes manifestations de rues ; mais le Bureau politique, M. Thorez en particulier, répétait toujours que c'était là de l'aventurisme, que le résultat serait l'interdiction du parti communiste et l'installation du fascisme en France. De crise en crise, l'appareil ne parvenant pas à briser l'opposition étudiante, et ne soupçonnant d'ailleurs pas la profondeur et la vigueur de cette opposition, préoccupé qu'il était de procéder à des épurations internes par un amalgame entre la direction de l'U.E.C. et le groupe mythique « **Casanova-Servin** », la direction étudiante prenait des positions de plus en plus anti-bureaucratiques, tout en pratiquant une politique attentiste et en faisant des concessions tactiques à la ligne du Bureau politique.

En 1963, après le VI<sup>e</sup> congrès de l'U.E.C., où la direction étudiante avait infligé une défaite à la ligne du Parti, l'appareil se décide à réagir, et à instruire contre l'opposition un véritable procès stalinien : les dirigeants de l'U.E.C. sont accusés de « **révisionnisme** » sur une « **ligne droitère** » et de « **fractionnisme** »,

(35) II, p. 150.

(36) Nous empruntons ces précisions à une brochure éditée par les Centres d'initiative communistes, *Que faire ? Des oppositions communistes aux C.I.C., 1952-1971, pour une rénovation du communisme*, pp. 21-30.

d'« atteinte à l'unité de pensée du Parti ». En effet l'influence de la direction étudiante était de plus en plus dangereuse pour l'appareil, et elle développait des thèmes qui se rapprochaient d'un programme révolutionnaire : lutte active contre la guerre d'Algérie, soutien à la libération du peuple algérien, retour aux principes communistes contre l'opportunisme de la direction du Parti, exigence de la démocratie interne dans le Parti.

Dans cette bataille, l'appareil n'aurait pu gagner si vite s'il n'avait eu l'appui du cercle de l'E.N.S. de la rue d'Ulm, donc d'Althusser et de ses amis. Certes, les « ulmiens » étaient catalogués comme un groupe d'« opposition de gauche », avec plusieurs autres groupes et notamment les cellules de la Sorbonne. Mais ce n'était qu'une opposition de sa majesté. A ce moment, Althusser publia dans la *Nouvelle Critique* un article où il attaquait indirectement le bureau de l'U.E.C. en le qualifiant de droitier, reprenant ainsi les accusations de l'appareil. Immédiatement, celui-ci saisit l'occasion, et réussit à introduire dans le bureau de l'organisation étudiante plusieurs de ses tenants, ainsi que des membres du groupe ulmien. Au VIII<sup>e</sup> congrès de l'U.E.C. (4-7 mars 1965), Guy Hermier, fidèle à la direction du Parti, est élu secrétaire général de l'U.E.C., avec le soutien et la participation d'une partie de l'opposition de gauche (tendance Ulm). Finalement, le Bureau politique, qui n'a plus besoin de ce soutien, dissout le secteur « Lettres », élimine la tendance Ulm, et commence l'épuration massive des militants de l'U.E.C., ce qui aura pour résultat de rendre cette dernière squelettique, et de lui faire perdre son influence sur le milieu étudiant.

Peut-être saura-t-on un jour quel a été le rôle d'Althusser en mai 1968. Dans la crise de l'U.E.C., c'est au nom du « centralisme démocratique »

qu'il a appuyé la ligne du Bureau politique, et c'est par le centralisme bureaucratique que son groupe a été éliminé. L'« opposition » d'Althusser est une caution « de gauche » de l'appareil, inconditionnellement fidèle, prête à aller jusqu'au sacrifice. En fait, tous les thèmes d'Althusser sont profondément réactionnaires, et répondent en toutes circonstances aux vœux intimes de l'appareil.

Là est la source de la déformation du marxisme entreprise par Althusser. Ses idées sont un très long détour pour en revenir toujours à la justification de ce qui existe, à la préservation, par-delà l'ordre bureaucratique, de l'ordre bourgeois. Ce nouveau lien lui a fait perdre tout sentiment de solidarité avec les opprimés : il se moque de Sartre (37) qui, dit-il, est partagé entre ces deux idées contradictoires « **que le marxisme est "la philosophie indépassable de notre temps" et que nulle œuvre littéraire ou philosophique ne vaut une heure de peine devant la souffrance d'un misérable réduit par l'exploitation impérialiste à la faim et à l'agonie** ». Pour Althusser, toute philosophie digne de ce nom doit être absolument dégaagée de tout lien avec des « intérêts » quelconques :

C'est en effet le propre de toute conception **idéologique**, surtout si elle se soumet à une conception scientifique en la détournant de son sens, d'être gouvernée par des « intérêts » extérieurs à la seule nécessité de la connaissance. (38)

On attendrait, à la place de la « **nécessité de la connaissance** », la nécessité de la lutte des classes. Si la philosophie doit ignorer tous les intérêts, y compris ceux du prolé-

(37) II, p. 182.

(38) Ibid., p. 181.

riat et de l'humanité en général, le marxisme n'est pas une philosophie, c'est une idéologie qu'il faut combattre. C'est bien ce que fait Althusser, mais nous savons quels « **intérêts** » recouvre ce beau désintéressement prétendument scientifique. A quoi bon s'occuper de libérer les opprimés ? Le Parti s'en occupe, et pour le reste il y a la pensée. Or la pensée (le concept, la philosophie) est valable en soi, et ne peut pas tirer sa valeur d'une quelconque adéquation à la réalité, qui lui est irrémédiablement inférieure :

Le concept d'histoire ne peut pas plus être empirique, c'est-à-dire historique au sens vulgaire, que, comme le disait déjà Spinoza, le concept de chien ne peut aboyer. (39)

Il y a, d'un côté, le concret, l'histoire, les hommes, la praxis. Ce n'est pas intéressant, parce que ce n'est pas intelligible. Mais, de l'autre côté, il y a le concept d'histoire (pas le concept d'homme, Althusser ne lui trouve aucun contenu), le concept de concret, le concept de praxis, c'est cela qui est intéressant, parce qu'on peut en parler, c'est intelligible. Le monde, que Marx avait unifié par la découverte du matérialisme dialectique, est de nou-

veau séparé en deux étages, le monde des idées et le monde sensible. C'est un retour complet à l'idéalisme traditionnel, et qui se fait, comme toujours, sur des bases de classe. Althusser a poussé jusqu'à ses plus extrêmes conséquences le principe qu'il tenait de son maître à penser, Staline :

En un mot célèbre, qui n'a malheureusement pas eu, dans la pratique, l'écho qu'il méritait, Staline interdisait qu'on confondît l'économie politique avec la politique économique, la théorie avec son application technique. (40)

Belle leçon de matérialisme ! « Je dis cela en théorie, mais ce n'est pas vrai en pratique », voilà le fondement de tous les jésuitismes. Althusser, philosophe de la rigueur, qui s'attache doctoralement à distinguer les concepts et à démontrer que personne n'a jamais rien compris à Marx, à commencer par Marx lui-même, a édifié un système qui repose sur l'équivoque et la mauvaise foi. La pensée althusserienne a poussé comme un cancer sur la pensée marxiste, comme la bureaucratie a poussé comme un cancer sur le corps de l'Etat ouvrier.

(39) Ibid., p. 132.

(40) Ibid., p. 44, note 16.

# Documents de la discussion internationale

*Nous pensons rendre service à nos lecteurs, en réimprimant, complétée, dans ce numéro la liste de documents parus dans le numéro 557 de la Vérité :*

- Documents de la 3<sup>e</sup> conférence internationale du Comité international (avril 1966). — *La Vérité*, n° 533.
- Document soumis par l'O.C.I., à la discussion en vue de la préconférence : « Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale » — *La Vérité*, n° 545.
- **TRIBUNE DE DISCUSSION POUR LA PREPARATION DE LA 4<sup>e</sup> CONFERENCE DU COMITE INTERNATIONAL.**

Quelques tâches de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, de S. Just — *La Vérité*, n° 547, p. 26.

Document adressé par le Bureau politique de l'O.C.I. au C.C. du P.O.R. bolivien, le 30 juillet 1970 — *La Vérité*, n° 550, p. 52.

Sur le document de la Centrale ouvrière bolivienne (extraits de *Masas* n° 376, du 25 août 1970) — *La Vérité*, n° 550, p. 58.

Thèses de la fraction trotskyste de Matzpen — *La Vérité*, n° 550, p. 60.

L'Internationale révolutionnaire de la jeunesse et la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, de C. Berg — *La Vérité*, n° 550, p. 63.

Préhistoire du pablisme, de G. Bloch — *La Vérité*, n° 551, p. 161.

Le problème de la construction du parti révolutionnaire au Québec — *La Vérité*, n° 553, p. 158.

La lutte pour le Front unique et le gouvernement ouvrier en Espagne : Etienne Laurent. Pour ouvrir la discussion — *La Vérité*, n° 556, p. 93 — Front unique, pouvoir politique et parti (traduit de *La Aurora*, n° 3, juillet-août 1971) — *La Vérité*, n° 556, p. 102. L'Assemblée populaire : une conquête et ses enseignements, de Filemon Escobar — *La Vérité*, n° 556, p. 121.

● **DOCUMENTS DE LA CONFERENCE LATINO-AMERICAINE D'AVRIL 1972 POUR LA RECONSTRUCTION DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE.**

Résolution adoptée par la conférence.

Déclaration du P.O.R. de Bolivie et de *Política Obrera* d'Argentine.

Texte présenté par le P.O.R. de Bolivie à la conférence.

*La Vérité*, n° 557.

● A propos du texte présenté par le P.O.R. de Bolivie à la conférence latino-américaine d'avril 1972 (contribution de l'O.C.I. à la discussion) — *La Vérité*, n° 557.

● A propos du dernier document de la S.L.L. : Front unique, gouvernement ouvrier, philosophie marxiste, de F.O. Forgontier. — *La Vérité*, n° 557.

● Rapports, résolutions et appels adoptés par la conférence des militants des pays de l'Europe de l'Est, organisée en Suisse, du 27 décembre 1969 au 3 janvier 1970, par le Comité international — *La Vérité*, n° 549.

● Résolution adoptée par la première session de la préconférence du Comité international, préparatoire à la 4<sup>e</sup> conférence internationale, le 30 juin 1970 — *La Vérité*, n° 550 et *la Correspondance internationale*, n° 4-5, juin 1972.

● Déclaration du C.C. de l'O.C.I. du 17 septembre 1971 : la lutte révolutionnaire en Bolivie et la politique du P.O.R. — *La Vérité*, n° 554-555.

● Déclaration de l'O.C.I., du P.O.R. et du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) des pays de l'Est du 12 octobre 1971 — *La Vérité*, n° 554-555 et *la Correspondance internationale*, numéro spécial sur la Bolivie.

● « Déclaration du Comité international (majorité) » du 24 octobre 1971 — *Workers Press*, 5 novembre 1971 ; texte français dans *Informations ouvrières*, supplément au n° 541.

● Déclaration du C.C. de l'O.C.I. du 21 novembre 1971 : Réponse à un acte scissionniste : Pour la défense du Comité international ! Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale ! — *Informations ouvrières*, supplément au n° 541.

● **TEXTES SUR LA REVOLUTION BOLIVIENNE** — *La Correspondance internationale*, NUMERO SPECIAL SUR LA BOLIVIE.

La contre-révolution d'août 1971, de Guillermo Lora.  
Les leçons amères de la défaite. — Introduction, de Tim Wohlforth.  
Déclaration de l'O.C.I., du P.O.R. et du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) des pays de l'Est du 12 octobre 1971.  
Le bilan de la révolution bolivienne et la stratégie de la construction des partis révolutionnaires en Amérique latine (document du C.C. de l'O.C.I.).  
Deux résolutions du Comité international du 29 janvier 1972 : contre la scission du Comité international ; pour la 2<sup>e</sup> session de la préconférence du Comité international.

● **PROJETS DE RAPPORT DE L'O.C.I. SOUMIS A LA 2<sup>e</sup> SESSION DE LA PRECONFERENCE.**

Les tâches de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.  
Sur la situation internationale.

*La Correspondance internationale*, n° 4-5 de juin 1972.

● Un acte scissionniste contre le Comité international : des efforts patients... bien mal récompensés, de G. Bloch — *La Vérité*, n° 556.

● **COMPTE RENDU DE LA 2<sup>e</sup> SESSION DE LA PRECONFERENCE INTERNATIONALE (juillet 1972).**

Résolution sur les tâches de reconstruction de la 4<sup>e</sup> Internationale adoptée par la préconférence.

Résolution présentée par la L.R.S.H.

Résolution politique générale, adoptée par la préconférence.

*La Correspondance Internationale*, n° 6, octobre 1972.

● **CONTRIBUTION A LA DISCUSSION INTERNATIONALE APRES LA 2<sup>e</sup> SESSION DE LA PRECONFERENCE.**

Commentaires de l'O.C.I. sur la préconférence.

Commentaires du groupe « Avant-Garde » (Israël) sur la préconférence.

Pour la clarification politique (article de discussion du camarade Just).

*La Correspondance Internationale*, n° 6, octobre 1972.



**Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale,**

**SOUSCRIVEZ MASSIVEMENT**  
**au Fonds International**  
**Lénine - Trotsky**



**C.C.P. BLOCH**

**30.500-79 La Source 45**

**Vous n'avez que**  
**jusqu'au**  
**10 décembre 1972**

**pour souscrire à la réimpression de LA VERITE**

**(1<sup>re</sup> série), voir en pp. 10 et 11**



Comptes rendus

Deux livres :

## Deux militants ouvriers français

par Pierre Broué

Deux importantes biographies viennent de paraître, nous apportant approfondissement de la connaissance de notre passé, de la compréhension des traditions — mortes ou vivantes — qui ont formé la trame de la conscience des militants ouvriers en ce pays, comblant d'importantes lacunes : celle de Fernand Pelloutier, par Jacques Julliard (1), celle d'Alfred Rosmer, par Christian Gras (2). Fernand Pelloutier, ancien secrétaire de la

(1) J. JULLIARD, **Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe**, Paris, Ed. du Seuil, 1971, 558 pages.

(2) C. GRAS, **Alfred Rosmer et le mouvement révolutionnaire international**, Paris, François Maspero, 1971, 536 pages.

Fédération des Bourses du travail, mort à 33 ans, Alfred Rosmer, ancien animateur, avec Pierre Monatte, du fameux « noyau » internationaliste de la **Vie ouvrière** en 1914, premier Français membre du Comité exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale communiste, mort à 87 ans, deux militants qui, ayant reçu du mouvement ouvrier de l'époque de leur jeunesse une vigoureuse empreinte, l'ont à leur tour marqué de façon durable et profonde, même s'il l'ignore encore aujourd'hui, par leur combat et leur expérience.

Le travail de Jacques Julliard présente le grand mérite de nous proposer, réunies en un gros volume, 260 pages d'une biographie nécessaire de Pelloutier, auxquelles s'ajoutent 280 pages de textes choisis — et bien choisis — permettant au lecteur d'aujourd'hui de se faire une idée personnelle du militant Pelloutier à la lecture directe de ces écrits depuis longtemps inaccessibles. Nous laisserons le lecteur découvrir seul ces textes, pour consacrer l'essentiel de ce compte rendu à la biographie de l'animateur de la Fédération des Bourses du travail, père du syndicalisme révolutionnaire en France.

Jacques Julliard reconstitue avec soin, sans parti pris ni excessive indulgence, les années de formation du jeune Pelloutier, petit bourgeois d'une vive intelligence que travaille le démon d'écrire,

ses débuts de journaliste à Saint-Nazaire — ses relations personnelles et politiques avec Aristide Briand —, ses premières armes dans l'arène de la vie publique. C'est un homme de l'Ouest qui connaît le milieu rural, ne sous-estime pas les revendications du prolétariat agricole et du paysan pauvre. D'abord démocrate radicalisant comme beaucoup de jeunes de son milieu, il découvre le combat ouvrier, entrevoit dans la « *grève générale* » la formidable puissance de la classe ouvrière, devient militant socialiste. Le futur théoricien de l'anarcho-syndicalisme n'est pas tendre dans sa jeunesse pour les romantiques, les bohèmes, les provocateurs de la « *propagande par le fait* » et les manipulateurs de dynamite, et personne sans doute ne va plus loin que lui dans la dénonciation des dangers que font courir à tout le

mouvement ouvrier les « *fanfaronnades* » de ce qu'il appelle la « *secte ravacholienne* ». Très vite, cependant, son expérience politique de « *démocrate socialiste* » le convainc aussi du caractère néfaste et corrupteur du socialisme électoraliste, axé sur les perspectives parlementaires, du caractère fallacieux de la démocratie représentative, piège pour tous les travailleurs.

Lorsqu'il s'installe à Paris en 1893, Fernand Pelloutier a déjà mis en place les éléments essentiels de sa pensée. Rien, selon lui, ne peut se substituer à l'action ouvrière — l'action de la classe ouvrière en tant que telle —, « *l'action directe* » : aucun parti, aucune organisation ne peut « *représenter la classe* », c'est-à-dire se substituer à elle sans la trahir, aucune élection, aucune insurrection non plus, aucun gouvernement, même « *révolutionnaire* », ne pourra fonder la société nouvelle, socialiste, libre association des producteurs.

Anarchiste classique, donc ? C'est à voir. Jacques Julliard insiste à juste titre sur le rôle important joué à partir de 1895 par Fernand Pelloutier dans la Chevalerie française du travail, l'une de ces « *organisations* » auxquelles il confie, dans la lutte pour la société nouvelle, le rôle de coordination et d'exécution, pour ne pas prononcer le mot de « *direction* », les syndicats constituant leurs « *réservoirs* » de militants. Et puis, surtout, Pelloutier est, à partir de 1894, l'homme de la Fédération des Bourses du travail, dont il est, en 1895, le secrétaire permanent. Il faut lire, sous la plume de Jacques Julliard, le récit de son combat pour l'élimination des guesdistes — dont le sectarisme et le prétentieux dogmatisme voudraient imposer au syndicat une subordi-

nation mécanique à l'autorité d'un parti qui ne fait pas en même temps ses preuves — pour comprendre comment le « *marxisme* » à la sauce guesdiste a pu rejeter vers l'anarcho-syndicalisme ouvrier — et qui se battait — des générations de militants pour qui « *marxisme* » devenait ainsi synonyme d'opportunisme.

Les Bourses du travail — qui se développent à partir de 1886 — ne sont rien de plus, à l'origine, que le centre de réunion des organisations ouvrières. Jacques Julliard montre comment Pelloutier, très vite le principal animateur de la Fédération qui les rassemble, s'en saisit pour resserrer les liens entre travailleurs de corporations et qualifications différentes, et, à travers les « *services* » (placement, mutuelle, documentation, information), réaliser un double travail d'éducation et d'organisation de la classe ouvrière. Son tenace combat contre la Fédération nationale des syndicats, puis la C.G.T. à peine constituée, n'est pas seulement le fruit de son expérience, qui lui dicte la plus vive hostilité à l'égard des guesdistes, et de ses penchants libertaires qui le conduisent à préférer une forme d'organisation souple, dans laquelle dominent les liens de la base. Son biographe montre en outre l'inquiétude que lui inspire la confédération, centralisée sur la base d'organisations, fédérations et syndicats nationaux, sa crainte de voir se développer en elle un appareil bureaucratique qui dicterait sa volonté aux travailleurs ainsi privés du contrôle de leur propre organisation.

Fernand Pelloutier meurt en 1901 à 33 ans, un âge où bien des évolutions — reculs ou épanouissements — demeurent encore possibles. Jacques Julliard ne dissi-

mule pas les contradictions qui s'expriment, dans sa pensée, entre ses principes et sa tactique, et que seules auraient pu sans doute résoudre des années d'expérience des luttes ouvrières. Après Georges Sorel, il souligne à quel point, face aux réformistes orientés vers les solutions électoralistes et parlementaires, Pelloutier s'attache pour sa part avant tout au mouvement de la classe, seul élément concret sur lequel puisse se baser le marxisme, analyse concrète et méthode de la lutte des classes :

La volonté de constituer le prolétariat en classe dominante afin de lui permettre de mener le combat qui est le sien, n'est-elle pas, face à la décomposition du marxisme officiel, une véritable renaissance du marxisme et de son concept central, la lutte de classes ?

Profondément intégré au mouvement réel de la classe ouvrière française au tournant de ce siècle, Pelloutier, parce qu'il a puissamment contribué à lui donner ses formes d'organisation, a, par son action à la tête de la Fédération des Bourses du travail, contribué aussi à donner au mouvement ouvrier français du début de ce siècle ses caractéristiques, combativité, refus des compromissions, perspective de la lutte pour la révolution. Et c'est en partie sous son influence que les travailleurs organisés dans les Bourses comme dans la C.G.T. en viennent à constituer l'avant-garde réelle de la classe ouvrière, « *la partie la plus vivante et la plus intéressante du prolétariat français* », comme préfère le noter Julliard.

Mais, même à ce niveau, les contradictions foisonnent dans les écrits et les interventions de Pelloutier. Partisan du « *syndicalisme d'action directe* », il ne se recon-

naît pas dans la théorie des « *minorités agissantes* » dont les tenants, depuis, ont monopolisé le terme. Internationaliste, anticolonialiste, antimilitariste et même antipatriote, Pelloutier ne s'en est pas moins prononcé nettement et à plusieurs reprises en faveur de la défense nationale dans un pays capitaliste attaqué — ce dont Jacques Julliard, qui partage, de toute évidence, cette hostilité au « *défaitisme révolutionnaire* » défendu par Lénine, le félicite, considérant qu'il a ainsi reflété « *avec deux décennies d'avance la position qui sera celle de la grande majorité du prolétariat français* », en d'autres termes, l'adhésion à l'Union sacrée qui marquera en 1914 la faillite de la Deuxième Internationale.

Quels que soient, par ailleurs, l'individualisme de Pelloutier, son attachement à l'individu et le combat à mener contre les forces qui l'aliènent, ce n'est pas au nom du combat contre « *l'autorité* » ou « *la hiérarchie* » qu'il désigne dans l'Etat l'adversaire à abattre : l'Etat est pour lui instrument de classe, outil de la domination de la classe exploiteuse. La société nouvelle, libre association formée à partir du cadre syndical, l'abattra, mais ne tournera pas pour autant le dos à l'organisation. Car Pelloutier, anti-autoritaire, proclamant que la révolution abolira toute centralisation et que la décentralisation syndicale doit préfigurer la libre société à venir, interpelle les délégués du Congrès de la Fédération des Bourses en 1895, et leur demande si les révolutionnaires ont bien le droit « *d'éparpiller leurs forces* », « *tandis que l'Etat concentre ses moyens de défense* »...

Jacques Julliard — qui n'est pas seulement historien, mais aussi militant responsable du S.G.E.N. et de la C.F.D.T. — résiste mal à

la tentation de tirer Pelloutier vers les idées à la mode dans son univers politique, en proposant à l'admiration des jeunes « *contestataires* » — il emploie même cet adjectif pour qualifier l'action de Pelloutier — un modèle et un grand ancêtre : allusion à ses conceptions en matière de pédagogie, « *le domaine où s'introduit avec la meilleure conscience du monde l'autoritarisme le plus subtil, le conservatisme le plus éclairé* », insistance sur la prise de position de Pelloutier en faveur de la liberté intégrale de l'enseignement — y compris pour les congrégations qu'il appelle à vaincre par la concurrence ! —, hostilité à la notion de « *service public* » en matière d'enseignement, condamnation de l'« *ouvriérisme* » et faveur pour le langage « *populiste* ». C'est à vrai dire moins gênant pour le lecteur que ses incursions dans des domaines qu'il connaît apparemment moins bien, la pensée politique de Lénine, jugé « *autoritaire* », voire « *le mythe trotskyste de la "trahison des chefs"* », coup de patte dont on ne sait s'il est plus révélateur de l'ignorance de l'auteur, ou du réflexe d'auto-défense du responsable...

Malgré tout, son portrait de Pelloutier est bon. Ce dernier fut sans doute de son temps l'homme qui sut le mieux écouter la classe ouvrière. Telle qu'elle était, tout imprégnée encore de la tradition artisanale, de l'individualisme de la petite-bourgeoisie — dans laquelle apparaissaient seulement les concentrations de foules ouvrières, les grèves et manifestations de rue, les lock-out et les provocations, les agents de la bourgeoisie au sein de son mouvement et à sa tête — avec sa combativité et ses divisions, son élan et ses hésitations, le syndicalisme « *révolutionnaire* » et le corporatisme, sa lutte pour « *l'abolition du salariat* »

et le plat opportunisme de tant de ses dirigeants. Bref, il fut l'homme du tournant de ce siècle où allait naître — mais n'était pas encore — l'ère des « *guerres et des révolutions* », celui de la brève période dans laquelle le mouvement ouvrier français n'était plus celui du temps de la Commune et pas encore à l'heure d'Octobre 1917. Quoi d'étonnant, en définitive, si anarchistes plus ou moins purs, réformistes avoués ou réformistes à phrases gauches, « *contestataires* » chrétiens, « *hommes libres* » et « *révolutionnaires de la pédagogie* » peuvent se retrouver en lui et y chercher des références ? A cette différence près toutefois que Pelloutier était, lui, de son temps, alors que ces gens se tournent vers le passé. Et aussi que l'essentiel, dans l'œuvre de Pelloutier, était précisément cet appel au combat pour l'émancipation du prolétariat par ses propres forces, qu'ils jugent, pour leur part, dépassé.

Car la dimension de Pelloutier ne réside pas dans ses écrits de militant en train de chercher sa voie entre son socialisme d'hier et une idéologie anarchiste qu'il n'accepte jamais jusqu'au bout en pratique. Elle est dans son orientation : vers la voie de l'action directe de la classe ouvrière. Résumant sa brève vie de militant, et commentant le Manifeste des Bourses du travail du 1<sup>er</sup> mai 1896 qu'il avait lui-même rédigé, un historien du mouvement ouvrier, militant nourri dans le sérail du syndicalisme révolutionnaire des grandes années d'avant 1914, profondément marqué par Pelloutier comme tous les hommes de sa génération, écrivait en 1936 :

Lutte pour les revendications immédiates de la classe ouvrière qui permet le rassemblement du plus grand nombre des

ouvriers autour de l'organisation, et, en même temps, évocation des perspectives plus lointaines de la révolution sociale qui, en élargissant l'horizon des batailles quotidiennes, prépare la formation du groupement capable de voir la lutte dans son ensemble et par suite de servir de guide à la classe ouvrière dans sa bataille d'aujourd'hui et de demain. Base solide de tout mouvement ouvrier révolutionnaire, que Lénine et les bolcheviks, partis d'un autre point de vue, l'idée d'un Parti, ne cesseront de rappeler à leurs partisans. (1)

Ces lignes sont d'Alfred Rosmer, à peine plus jeune que Pelloutier, qui avait vécu les mêmes conditions de la vie ouvrière et des combats syndicaux au début du siècle et les examinait avec le recul que donne un demi-siècle d'expérience : parti, lui aussi de l'individualisme, gagné au syndicalisme révolutionnaire, Rosmer avait trouvé dans le bolchevisme et l'expérience de la révolution russe la réponse aux questions posées par les défaites et les déceptions antérieures. Il ne reniait pas et ne devait jamais renier la trajectoire qui l'avait porté, de Pelloutier, vers Lénine et Trotsky, à travers une fidélité inébranlable aux aspirations profondes de la classe ouvrière et au combat pour la faire accéder, du même mouvement, à la pleine conscience d'elle-même et à la lutte pour son propre pouvoir.

\*  
\*\*

La biographie de Rosmer est un événement, une grande émotion pour ceux qui ont eu le privilège de le connaître. L'homme, le militant, domine de cent coudées les médiocres qui ont fait de belles

(1) Rosmer. *Le Mouvement ouvrier pendant la guerre*, t. I., p. 18.

carrières dans la littérature ou dans la « politique », ceux sur qui se porte plus volontiers, d'habitude, l'attention du chercheur. Et il faut remercier Christian Gras de s'être attaqué à cette tâche incontestablement difficile, un travail scientifique sérieux sur un militant dont le rôle fut capital dans le mouvement ouvrier français de ce pays, mais que la conjonction des intérêts bourgeois et staliniens s'efforçait de maintenir dans l'ombre. L'ouvrage publié par les éditions Maspero se trouve être la thèse de Christian Gras, et le lecteur y trouvera l'indispensable appareil critique, les références précises nécessaires, bibliographiques et autres, ces instruments dont les éditeurs, trop souvent, privent le lecteur en le rejetant d'emblée dans la foule de ceux qui n'ont pas besoin de savoir sur quoi reposent les affirmations et les conclusions d'un auteur qu'on leur demande ainsi d'accepter sans pouvoir le juger sur pièces.

Né aux Etats-Unis en 1877 d'un père émigré de France aux lendemains de la Commune, Alfred Griot a emprunté à Ibsen le pseudonyme de Rosmer qui deviendra son nom. C'est comme critique de théâtre qu'il nous apparaît d'abord sous la plume de Christian Gras et à travers les documents écrits. Sans doute la politique l'a-t-elle déjà attiré, notamment lors de l'affaire Dreyfus où il s'est jeté dans la mêlée. C'est en tout cas comme critique de théâtre qu'il commence à collaborer à la presse syndicaliste révolutionnaire, la *Bataille syndicaliste*, puis la *Vie ouvrière*. Nous ne savons pas par quel cheminement cet homme secret qui sera toujours discret, individualiste convaincu, aristocrate intellectuel passionné de théâtre, devient un militant, après des contacts épisodiques avec le guesdisme, puis l'anarchisme. Sans

doute l'influence de Pierre Monatte — cet autre grand personnage du mouvement ouvrier français qui attend encore, lui, son biographe — fut-elle décisive. C'est en 1912, à 35 ans, que Rosmer devient collaborateur permanent de la *Bataille syndicaliste*, en d'autres termes, militant, ou, si l'on préfère, révolutionnaire professionnel. Christian Gras, en quelques pages denses, résume les idées du « noyau » de la *Vie ouvrière* dont il est, ces syndicalistes révolutionnaires pour qui l'action de classe constitue l'essentiel et qui se sont détournés simultanément des partisans anarchistes des « minorités agissantes » et des socialistes pseudo-marxistes gagnés au parlementarisme. Etroitement mêlés à la montée de la classe ouvrière dans les années qui précèdent la guerre, ces hommes, un Rosmer et un Monatte en France comme un Tom Mann en Grande-Bretagne ou un William Z. Foster aux Etats-Unis, s'avancent dans une voie qui les rapproche, sans qu'ils en aient conscience, de celle que suivent, de leur côté, à travers les gigantesques combats de la classe ouvrière russe, les militants bolcheviques.

C'est la première guerre mondiale qui constituera pour eux le grand révélateur : la faillite de la Deuxième Internationale et la capitulation des syndicalistes prétendus « révolutionnaires » qui dirigent la C.G.T. jettent sur les épaules du « noyau » d'écrasantes responsabilités, et au premier chef celle de maintenir au cœur de la tourmente le drapeau de l'internationalisme prolétarien. Rosmer est irremplaçable. Entre deux périodes d'une « mobilisation » qui, pour un homme de son âge, n'est qu'une détention camouflée, il est l'inlassable organisateur, l'homme qui écrit, assure les liaisons, diffuse les textes importants, anime la po-

lémique à travers laquelle le groupe se construit, tout en rassemblant patiemment toutes les forces nécessaires.

La rencontre avec Trotsky, qui publie à Paris le journal internationaliste de langue russe *Nache Slovo*, est un autre événement capital d'une vie personnelle qui ne se distingue désormais plus de la vie militante, tout comme la rencontre d'une autre militante infatigable, Marguerite Thévenet, qui sera désormais sa compagne. Il est au cœur de l'action du Comité pour la reprise des relations internationales, qui sera plus tard le noyau des partisans de l'Internationale communiste. Un Romain Rolland, qui, plus tard, encensera Staline, proclame qu'un Rosmer est « l'honneur de la France ». Quand éclate la révolution russe, il n'a pas d'hésitation ; le combat des bolcheviks, celui que mène à Pétrograd son ami Trotsky, est bien le sien : c'est ce qu'il y avait de meilleur dans le syndicalisme révolutionnaire — et là encore il cite Pelloutier et son *Histoire des Bourses du travail* — qui vit maintenant dans les soviets, élu par tous les travailleurs, organes de leur volonté, instruments de leur nécessaire pouvoir. Comme bien d'autres qui s'étaient détournés du marxisme défiguré par l'opportunisme des leaders électoralistes et parlementaristes, il y revient quand il le voit recouvrer sa pointe révolutionnaire à travers *L'Etat et la révolution*, la réalisation en Russie de l'Etat des soviets, le premier Etat ouvrier. C'est ce qu'il exprime dans toute son action à la tête de la *Vie ouvrière*, qui reparaît, et au sein du Comité de la III<sup>e</sup> Internationale.

C'est en qualité de délégué des révolutionnaires français qu'il est le premier à faire, en 1920, clandestinement, le voyage pour Mos-



cou, où le 2<sup>e</sup> congrès de l'I.C. l'élit comme membre du Comité exécutif international, alors qu'il n'y a pas encore de parti communiste en France. Il va être aussi un des dirigeants de l'Internationale syndicale rouge, le chef de file des syndicalistes-communistes en France, engagé dans tous les combats de classe et, à travers eux, dans la lutte pour la construction de l'Internationale. Il est du côté de ceux qui tentent d'éviter la scission de la C.G.T., grande victoire de la bourgeoisie, un des rares Français à se situer, dès le début, du côté de l'Internationale et de sa politique de Front unique, seule susceptible d'exprimer le mouvement de la classe et de la conduire à sa victoire en tant que classe. Membre du Bureau politique en 1922, il y représente la gauche du P.C., liée à l'Internationale, qui se lance dans la grande entreprise qui consiste à faire de ce parti social-démocrate « de gauche » un authentique parti communiste. C'est à lui que pense, pour le poste de secrétaire général du P.C., le délégué de l'exécutif, Humbert-Droz.

Mais ce combat va être brutalement interrompu par la bataille de 1923 au sein du parti bolchevique, la victoire de l'appareil sur l'Opposition de gauche, la dégénérescence du parti victorieux. Sous couleur d'une prétendue « *bolchevisation* », les nouveaux dirigeants s'en prennent, dans l'Internationale, à tous les éléments d'esprit indépendant, à tous les partisans potentiels de Trotsky et de l'Opposition, à tous ceux qui ont suffisamment de caractère et de connaissances pour refuser la caricature du bolchevisme que diffuse maintenant l'Internationale sous la houlette de Zinoviev, et, bientôt, sous celle de Staline. Rosmer est évidemment de ceux-là, ne serait-ce que parce que, pour le combat-

tant internationaliste qu'il est, la campagne d'hystérie contre Trotsky est inacceptable. Avant la fin de l'année 1924, il est exclu du Parti en même temps que Monatte qu'il n'avait réussi à y entraîner qu'au début de 1923...

Il militera pendant quelque temps dans le nouveau « *noyau* » de *La Révolution prolétarienne*, en tant que « *syndicaliste-communiste* », se séparant ainsi de Trotsky qui voudrait le voir poursuivre le combat pour un redressement du Parti communiste et de l'Internationale, même si ce combat n'est d'abord que pour la réintégration des militants exclus dont il est. Mais quand les Monatte et les Lorient commencent, sous le poids du stalinisme, la marche en arrière qui les ramènera d'abord vers un syndicalisme révolutionnaire périmé, puis les conduira vers des positions réformistes, Rosmer, lui, repart de l'avant. Il a compris que non seulement le stalinisme n'est pas le communisme, mais qu'il constitue le pire ennemi du communisme, travaillant à sa « *liquidation* ». La reprise de ses contacts avec Trotsky, après l'expulsion d'Union soviétique de ce dernier, va lui permettre de clarifier ses idées. Il se rend à Constantinople auprès de l'exilé et revient convaincu : il s'agit d'organiser autour d'un journal, *la Vérité*, l'Opposition de gauche en France, et Rosmer sera l'axe autour duquel s'effectuera ce regroupement, la fondation de la « *Ligue communiste* ».

Un peu plus d'un an après, en novembre 1930, il démissionne de la Ligue communiste et se met à l'écart de l'organisation de l'Opposition. Christian Gras consacre à ce problème des pages intéressantes et documentées, reposant sur d'importantes archives : la correspondance de Rosmer avec le vieux militant communiste Mougeot et la Fédération de Charleroi, les témoi-

gnages des survivants de cette époque, Pierre Naville, Pierre Frank. Les conclusions en sont-elles satisfaisantes ? Pas à notre sens. D'abord parce que l'auteur n'a pas utilisé l'importante documentation que fournissent les bulletins intérieurs de l'Opposition, ni les extraits récemment publiés à nouveau de la correspondance entre Trotsky et Nin au sujet de Rosmer. Ensuite, parce qu'il laisse le lecteur sur sa faim.

Il était bien entendu très difficile, dans le cadre d'une biographie de Rosmer — et *a fortiori* dans un compte rendu — de donner une explication satisfaisante de cette « retraite » de Rosmer dans la mesure où elle ne constitue qu'un aspect personnel de la crise de l'Opposition de gauche, de sa difficulté à naître et à se développer, à opérer, contre la double répression bourgeoise et stalinienne, sa jonction avec le mouvement profond de la classe. Il faudrait revenir sur la question de la personnalité même comme de l'action de Raymond Molinier, qui dominant l'histoire de la Ligue communiste, puis du « *Groupe bolchevik-léniniste* », de 1930 à 1935. Car ce sont elles qui étaient mises en cause par Rosmer, et le soutien accordé à l'époque par Trotsky à Molinier fut la véritable cause du départ de Rosmer, au moins formellement. Il faudrait sans doute prendre acte du fait que Trotsky, à cette date, défendit avec acharnement Molinier contre les attaques et les critiques de Rosmer, de Nin et de bien d'autres militants, mais qu'il devait aussi, à son tour, à partir de 1935, porter sur lui des jugements incontestablement plus sévères encore et définitifs. Si l'on pose le problème en ces termes, la tentation est grande de conclure que Rosmer a vu clair avant Trotsky, et que, sur Molinier, il aurait eu raison trop tôt. Mais force est

aussi de reconnaître qu'il ne porta que de biais le fer dans les questions politiques, posa les problèmes sous un angle personnel d'abord, puis du point de vue des seules « *méthodes* », perdit apparemment de vue l'objectif commun, confondit la forêt avec les arbres qui la masquaient, hésita, et finalement ne se décida pas à mener contre Trotsky, qu'il n'avait pas su convaincre, le combat qu'il avait engagé avec lui et à son appel. Car Rosmer, finalement, se tut, ce qui n'incite pas à lui donner raison.

Sur ce point, nos reproches à l'adresse de Christian Gras resteront mesurés. Il faut être communiste — ce qui n'est visiblement pas son cas — pour comprendre les problèmes de la construction d'une organisation communiste, pour formuler les questions que pouvait se poser un Rosmer, pour imaginer les réponses qu'il n'a pas voulu donner. Il est vrai que la personnalité de Trotsky, que son autorité politique écrasaient les militants de l'Opposition de gauche internationale, qu'il fallait à ces derniers des semaines et des mois pour comprendre les arguments dont il les bombardait quand, sous le poids de la nécessité, il décidait, tout seul en fait à pouvoir le faire, qu'il fallait « *prendre un tournant* ». Car il ne s'agissait pas bien sûr d'une quelconque « *gymnastique* », mais d'une recherche permanente. L'instinct politique et l'intelligence tout éveillés, du moyen pour donner à la classe en mouvement la forme d'organisation ou le mot d'ordre à travers lesquels elle pourrait exprimer ses aspirations les plus authentiques, tant contre la bourgeoisie que contre les appareils qui la servent — et de quelle façon — à l'intérieur même du mouvement ouvrier. Il est vrai que les collaborateurs immédiats de Trot-

sky — les militants du Secrétariat international, par exemple — n'avaient ni sa formation, ni son expérience, ni sa compréhension des situations concrètes et qu'ils caricaturaient souvent ou appliquaient mécaniquement une « ligne » qu'ils étaient loin d'avoir assimilée : de bonne foi, des militants comme Rosmer pouvaient qualifier leurs méthodes de « bureaucratiques ». Il est vrai enfin que la poignée de militants de l'Opposition de gauche, puis des partis et groupes « bolcheviks-léninistes » subissaient, dans leur théorie et leur pratique, toutes les conséquences du fait qu'ils devaient lutter à contre-courant, au sein d'organisations ayant beaucoup de la secte, en marge du mouvement réel de la classe ouvrière et de ses combats.

Mais il est vrai aussi que Trotsky était le seul homme en qui se réalisait — temporairement — la continuité historique, la jonction vivante entre le bolchevisme, entre l'Octobre victorieux et les petits noyaux qui entreprenaient, dans les pires conditions, de reconstruire le mouvement communiste à travers la IV<sup>e</sup> Internationale, dont les devancières avaient, l'une et l'autre, fait faillite en moins de vingt années. Trotsky n'a fait que ce qu'il pouvait faire, avec les maigres moyens du bord. Il n'avait pas le choix, n'ayant de toute façon qu'un temps bien mesuré, et la conscience aiguë d'être l'unique cadre révolutionnaire vivant, le dirigeant indispensable : il fallait à tout prix avancer, s'inscrire dans la réalité de la lutte des classes, se lier aux couches les plus profondes des travailleurs, maintenir en même temps et dans le même mouvement les acquis de la classe ouvrière, son programme, son drapeau, sa mémoire. Trotsky, isolé, parfois plus qu'à moitié ligoté, s'est battu pendant onze années,

d'un endroit du monde à l'autre, contre la réaction triomphante, quand il était « *minuit dans le siècle* ». A ses côtés, bien des hommes sont tombés, et de mille et une manières, mais c'était un combat commun, en dépit de tout, et surtout du gouffre qui séparait ce maître de ses disciples.

L'immense mérite de Rosmer est que, sentant ses forces décliner, sachant qu'à plus de cinquante ans, dont une bonne partie consacrés à une vie militante harassante, il manquait désormais de cette « *force physique de l'intellect* » dont parlait Trotsky à propos de Lassalle, il n'a pas cherché d'excuses dans un combat en retraite, n'a tenté aucune reconstruction du passé à des fins d'auto-justification, n'a jamais voulu jouer, comme tant d'autres, un personnage historique de Cassandre. Ses livres d'histoire sont admirables de probité intellectuelle et de fidélité à son temps, aux hommes de son temps, au combat commun pour la révolution prolétarienne. Mais il a été présent dans toutes les circonstances cruciales, dans toutes les batailles d'enjeu historique, contre la collaboration de classes rhabillée aux couleurs de l'antifascisme et du Front populaire, contre les procès de Moscou et le massacre de la génération bolchevique d'Octobre en Russie, contre l'étranglement de la révolution espagnole par le stalinisme, contre la vague chauvine qui submergea même le mouvement ouvrier lors de la deuxième guerre mondiale, contre l'« *anti-communisme* » de tant de renégats au temps de la guerre froide, contre les procès de Budapest, de Prague et d'ailleurs. Ne se sentant plus capable, au début des années trente, d'assumer la fonction d'officier dans cette armée de la révolution prolétarienne mondiale qu'il avait si bien servie sa vie

durant, Rosmer n'a pas pour autant abandonné son camp : il y est demeuré comme simple soldat, à son poste, qu'il voulait modeste et proportionné à ce qui lui restait de forces. Et peut-être est-ce là son principal mérite individuel, ce qui lui a permis d'être jusqu'au bout l'ami fidèle de Trotsky, celui des plus mauvais jours, le seul sur qui l'exilé ait pu compter jusqu'au bout dans les années noires où la contre-révolution stalinienne faisait autour de lui le vide avant de l'abattre en personne.

Christian Gras termine de façon plutôt inattendue son travail sur Rosmer par des généralités d'une effarante platitude : « *Tout se passe comme si le mouvement révolutionnaire international se trouvait, en cette seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, trop diversifié idéologiquement, sociologiquement et géographiquement pour en revenir à un monocentrisme qui n'a pas fait ses preuves.* » Qu'on me per-

mettre ici un souvenir personnel par quoi je préfère conclure la biographie d'Alfred Rosmer : un grand vieillard de 86 ans, pour qui chaque geste et chaque parole sont le résultat d'un douloureux effort, se dressant, indigné, contre l'homme qui vient de lui tenir des propos de ce calibre, agrémentés de commentaires sur les « *illusions* » de ces bolcheviks qui « *avaient cru à la révolution mondiale* » :

— *Des illusions ? Quelles illusions ? De quel droit ? Ce ne sont pas des illusions, c'est l'avenir de l'humanité.*

J'ai vu ce jour-là un homme de la trempe des Lénine et Trotsky, un révolutionnaire digne des bolcheviks. Il faut le saluer avec le respect qu'il mérite — et remercier Christian Gras d'avoir fait son possible pour le ressusciter, car il est notre bien à nous, les communistes.

## **Soutenez LA VÉRITÉ contre Giscard**

Lecteurs abonnez-vous !

Abonnés, prolongez votre abonnement.

## **Souscrivez un abonnement de soutien**

(voir pp. 8-9)



Comptes rendus

**J.-P. NETTL**

# La vie et l'œuvre de Rosa Luxembourg

par Jacqueline Bois

Rosa Luxembourg était, il y a peu, relativement mal connue en France. Maintenant, un certain nombre de livres de et sur la grande révolutionnaire ont été publiés. Dernier en date, est paru cette année, chez Maspéro, en traduction française (\*), le gros ouvrage qu'un universitaire anglais, Peter Nettle, mort en 1968 dans un accident d'avion, avait consacré en 1966 à Rosa Luxembourg. Une édition allemande, revue et augmentée de plusieurs passages

ou chapitres par l'auteur, était parue en 1967. Et la traduction française, entreprise à partir de l'original anglais, a été complétée et entièrement revue en la confrontant avec l'édition allemande.

Nettl apporte une grande abondance de détails sur le contexte politique dans lequel s'est déroulée l'activité de Rosa Luxembourg : sur la social-démocratie allemande du début du siècle, sur la social-démo-

(\*) **J.P. Nettle**, La vie et l'œuvre de Rosa Luxembourg, traduit de l'anglais, 2 volumes, chez Maspéro, Paris, 1972.

cratie polonaise et russe, et en particulier sur l'important rôle d'organisation joué par Léo Jogiches. Il fournit aussi force détails et « révélations » sur la vie privée de son personnage. La bibliographie est très copieuse. Malheureusement Nettl était un universitaire complètement étranger aux problèmes de la lutte des classes et fut par suite peu apte, malgré son honnêteté certaine, à comprendre le sens de l'activité politique théorique et pratique de Rosa Luxembourg. Comme il a dû cependant, pour écrire ce livre, lire bon nombre d'ouvrages marxistes et plus encore pseudo-marxistes, sans être d'ailleurs capable de faire la distinction entre les deux, il emploie à tort et à travers toute une série de termes comme « dialectique », « infrastructure-superstructure », « totalité », « conscience de classe », etc., ne cesse de tout mélanger et de se poser doctement des questions stupides et de faux-problèmes sur le rôle des élites, sur le pessimisme ou l'optimisme de Rosa Luxembourg ou de Lénine, etc.

Tout cela et bien d'autres choses encore rendent la lecture du livre de Nettl irritante ou réjouissante, selon l'humeur dans laquelle on se trouve. Voulant par exemple analyser les rapports que Rosa Luxembourg établissait en 1905 entre les problèmes de la révolution russe et l'Allemagne, Nettl écrit fort justement que, pour Rosa Luxembourg, « la valeur réelle de la révolution russe, c'était l'application de ses leçons à l'Occident, en particulier à l'Allemagne » (p. 346), mais c'est pour ajouter : « On se demande ce que Lénine dit de cela », comme si les bolcheviks n'avaient pas toujours été convaincus, et si Lénine en particulier n'avait pas répété mille fois qu'effectivement la « valeur » essentielle de la révolution russe consistait à être l'étincelle qui allumerait le brasier de la révolution euro-

péenne, dont la révolution allemande était le centre décisif.

Et voici comment notre auteur suppose les réactions des bolcheviks à l'assassinat de Rosa Luxembourg, le 15 janvier, et de Léo Jogiches, le 10 mars 1919 : « **Cependant, pour les Russes, il y avait aussi un aspect positif à ce deuil : avec Rosa Luxembourg et Leo Jogiches disparaissaient deux adversaires résolus de la domination bolchévique sur le socialisme international** » (p. 765), comme si Rosa Luxembourg n'avait pas conclu ses remarques sur la révolution de 1917 en Russie en affirmant : « **L'avenir appartient partout au bolchévisme.** »

Mais ce que l'on peut sans doute trouver de plus réjouissant (ou irritant), ce sont les parallèles que Nettl établit en toute ingénuité entre Lénine et Hitler, entre Rosa Luxembourg et Staline : « **Les Lénine, les Hitler, avec leurs œillères idéologiques...** » (p. 467) ; « **Il (Karl Liebknecht) n'était pas un chef né, comme Lénine, ou même Hitler** » (p. 597) ; « **Cette politique (la politique des nationalités de Staline)... eut des résultats plus proches du luxembourgeoisisme que du léninisme** » (p. 779) ; « **Dans ce "mouvement de balancier" entre la société et le parti (?), Staline était plus proche de Rosa Luxembourg que de Lénine ; certes, ses méthodes étaient quelque peu différentes.** » (!!!)

On pourrait multiplier ainsi les citations de remarques saugrenues faites par ce pauvre Nettl, mais ce qui précède suffit sans doute à montrer que son livre n'est guère à recommander à qui voudrait s'initier à la pensée et à l'œuvre de Rosa Luxembourg.

A qui veut découvrir ou redécouvrir Rosa Luxembourg, outre d'abord, bien sûr, les principaux écrits de Rosa elle-même, mainte-

nant accessibles en français : « Réforme sociale ou révolution ? », « Grève de masses, parti et syndicat », « La révolution russe », « L'accumulation du capital », on peut conseiller le livre de Paul Frölich, sorti en 1965 chez Maspéro, et dont une deuxième édition doit paraître cet automne.

Paul Frölich, qui participa, aux côtés de Rosa Luxembourg, à la fondation du Parti communiste allemand, écrivit ce livre en émigration en France ; fuyant l'Allemagne hitlérienne, il n'avait pu emmener sa documentation. Ce qu'il voulait faire et qu'il a effectivement fait, c'est, par-delà la destruction du mouvement ouvrier allemand organisé par le nazisme et la guerre, apporter sa contribution à la continuité du marxisme en Allemagne, en expliquant aux jeunes générations de militants ouvriers de son pays comment Rosa Luxembourg, aux côtés de Léo Jogiches, de Karl Liebknecht, de Lénine, de Trotsky, a mené la bataille théorique et pratique pour l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, pour la révolution socialiste.

Quand on lit au contraire les considérations de J.P. Nettl, par exemple sur les positions respectives de Rosa Luxembourg, Lénine et Trotsky en ce qui concerne la nature de la révolution de 1905 dans l'empire russe, il serait impossible, si l'on ne connaissait pas par ailleurs ces positions, de comprendre quoi que ce soit ni à l'importance cruciale, pour les révolutionnaires, d'un diagnostic correct sur 1905, ni aux véritables points de vue des uns et des autres. Voici comment il prétend les résumer : « Rosa Luxembourg prévoyait trois étapes dans cette lutte : d'abord, il fallait obtenir l'établissement de l'Assemblée constituante ; ensuite, il fallait forcer la bourgeoisie à rester loyale à la révolution ; enfin le gouvernement provi-

soire des ouvriers devait tenir la place jusqu'à ce que les formes constitutionnelles démocratiques issues de l'Assemblée constituante puissent entrer en application... et les ouvriers remettraient le pouvoir dont ils avaient eu la gestion temporaire entre les mains de la bourgeoisie républicaine... selon cette conception, la classe ouvrière ne devait pas orienter ses actions, au début, vers des objectifs spécifiquement prolétariens — Trotsky et Parvus essayaient de sortir de cette impasse en créant la notion de réaction en chaîne ou de révolution permanente qui aboutirait directement à une solution socialiste sans pause capitaliste trop longue » (p. 328).

Paul Frölich montre bien, au contraire, l'accord profond entre Lénine, Trotsky et Rosa Luxembourg quant aux forces en présence, et leur opposition commune aux mencheviks : « Dans cette révolution formellement bourgeoise, le conflit entre la société bourgeoise et l'absolutisme serait donc subordonné au conflit entre le prolétariat et la société bourgeoise », écrit-il (1) au sujet des pronostics faits à la veille de la révolution par les dirigeants révolutionnaires. Les divergences d'appréciation portaient sur les « limites du possible » pour le prolétariat, dans le rapport des forces national et international : « Ce "possible" s'incarnait pour Lénine dans une "dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie"... Elle (Rosa Luxembourg) forgea... la formule : "Dictature révolutionnaire du prolétariat s'appuyant sur la paysannerie". » (2)

Et revenant sur le bilan tiré au lendemain de la révolution, Paul Frölich rend compte du discours de Leo Jogiches au congrès de 1908

(1) Paul Frölich, Rosa Luxembourg, Maspéro édit., p. 125.

(2) Ibidem, pp. 126 et 127.

de la social-démocratie polonaise : « **Positivement, nous sommes pour la dictature du prolétariat s'appuyant sur la paysannerie. Sans aucun doute, la position la plus proche de la nôtre est celle de Trotsky et de Parvus** » (3). Cependant les remarques de Frölich qui suivent, selon lesquelles Leo Jogiches aurait affirmé, en son nom et en celui de Rosa Luxembourg, son désaccord avec la théorie de la révolution permanente « **qui fonde sa tactique, non sur la révolution russe, mais sur ses conséquences à l'étranger** » (4), sont complètement infirmées par Rosa Luxembourg, dans sa brochure « **Grève de masses, parti et syndicat** », où elle tire les leçons de la révolution russe de 1905. Elle y affirme au contraire un sens très profond de l'unité organique de la lutte du prolétariat international :

« **La révolution d'aujourd'hui réalise ainsi dans le cas particulier de la Russie absolutiste les résultats généraux de l'évolution capitaliste internationale : elle apparaît moins comme une dernière ramification des vieilles révolutions bourgeoises que comme un premier signe avant-coureur de la nouvelle série des révolutions prolétariennes en Occident. Le pays le plus arriéré, précisément parce qu'il a mis un retard impardonnable à faire sa révolution bourgeoise, montre au prolétariat d'Allemagne et des pays capitalistes les plus avancés les voies et les méthodes de la lutte de classes à venir.**

« ... Ce qui est le plus important, c'est que les ouvriers d'Allemagne apprennent à regarder la révolution russe comme leur propre affaire, non pas seulement au sens de la solidarité internationale de classe avec le prolétariat russe, mais avant tout comme un chapitre de leur propre histoire sociale et politique (souligné par Rosa Luxembourg)... Historiquement, la révolution russe est un reflet de la puissance et de la

**maturité du mouvement ouvrier international, avant tout, par conséquent, du mouvement ouvrier allemand.** » (5)

Rosa Luxembourg et Trotsky avaient donc fondamentalement la même analyse du caractère de la révolution russe et de l'ère de la révolution prolétarienne qui s'ouvrait avec elle : transcroissance de la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne, caractère international de la révolution. Et bien que Lénine n'ait vraiment rejoint l'analyse de Trotsky, jusque dans ses ultimes conséquences, que lors de la rédaction des **Thèses d'avril 1917**, il était déjà sur une ligne qui convergeait avec celle de Luxembourg et Trotsky et s'opposait en tout cas radicalement à toutes les variantes du « **socialisme dans un seul pays** » quand il écrivait, à l'automne 1905 : « **Aussitôt après la révolution démocratique, et dans la mesure de nos forces..., nous nous attaquerons au passage à la révolution socialiste. Nous sommes pour la révolution permanente. Nous ne nous arrêtons pas à mi-chemin.** » (6)

Pour en revenir à Rosa Luxembourg et à **Grève de masse, parti et syndicat**, où elle explique à la classe ouvrière allemande les enseignements, immédiats et à plus longue échéance, de la révolution de 1905, on est frappé, si on relit en même temps le livre de Trotsky, **1905**, de l'étonnante similitude des termes dans lesquels ils font tous deux vivre sous nos yeux « **la** » grève, dans toute la spontanéité et la puissance multiple et diversifiée de son déferlement.

(3) Ibidem, p. 161.

(4) Ibidem.

(5) **Grève générale, parti et syndicat**, Paris, Cahiers Spartacus, 1947, pp. 64-65.

(6) D'après Oscar Anweiler, **Die Raetebewegung in Russland 1905-1921**, Leiden 1958, p. 90.



Trotsky :

« La grève n'est pas encore décidée. Elle réfléchit, elle hésite... Il semblait que la grève eut voulu faire quelques expériences au petit bonheur pour les abandonner ensuite et se retirer... »

« Alors la grève démontre, partout où elle le peut, qu'elle ne consiste pas simplement dans une interruption du travail pour attendre les événements, qu'elle n'est pas une passive protestation des bras croisés. Elle se défend et, de la défensive, passe à l'offensive. » (7)

Rosa Luxembourg :

« La grève de masse, telle que nous la fait voir la révolution russe, est un phénomène si muable qu'il reflète en lui toutes les phases de la lutte politique et économique, tous les stades et tous les moments de la révolution... Elle est la pulsation vivante de la révolution et en même temps son plus puissant ressort. En un mot, la grève de masses... n'est pas un moyen ingénieux, inventé pour donner plus de forces à la lutte prolétarienne ; elle est le mode de mouvement de la masse prolétarienne, la forme de manifestation de la lutte prolétarienne dans la révolution. » [Souligné par R.L.] (8)

Cependant, à la différence de Trotsky, Rosa Luxembourg, toute entière tournée à nouveau vers le mouvement ouvrier allemand après les mois de participation à la révolution et de prison à Varsovie, s'est concentrée sur la grève de masses, non sur le rôle des soviets. Ce n'est pas le lieu ici de comparer les rythmes auxquels Trotsky, Lénine, Rosa Luxembourg ont saisi toute la signification des soviets. Il est sûr qu'au début de la révolution d'octobre 17, Rosa Luxembourg semble n'avoir pas du tout compris que les soviets, organes de la conquête puis de l'exercice du pouvoir prolétarien,

ne peuvent, à terme, ni coexister avec une assemblée parlementaire élue au suffrage universel par un corps électoral atomisé, ni encore moins céder la place à une telle assemblée, comme elle le suggère dans ses remarques de prison sur la révolution russe (9). Il y a donc un peu de vrai dans le caricatural schéma de Nettl cité plus haut. Mais au plus tard en novembre 1918, quand les conseils ouvriers couvrent l'Allemagne, il n'y a plus dans sa pensée aucune équivoque : « Le crétinisme parlementaire était hier une faiblesse, c'est aujourd'hui une équivoque, ce sera demain une trahison envers le socialisme. » Ainsi se conclut un article paru le 20 novembre 1918 dans *Die rote Fahne* ; dans un autre article du 17 décembre, elle pose sans équivoque l'alternative : *Assemblée nationale ou gouvernement des Conseils* (10).

De même, il est faux d'opposer de façon simpliste le soi-disant « spontanéisme » de Rosa Luxembourg au « volontarisme » organisationnel de Lénine. Il est à peine besoin de dire que, sur ces problèmes des rapports entre le mouvement spontané des masses, l'avant-garde et la construction du parti révolutionnaire, on ne trouvera que confusion totale dans le livre de

(7) Trotsky, 1905, Editions de minuit 1969, pp. 84, 85 et 91.

(8) Grève générale..., pp. 41 et 42.

(9) Rosa Luxembourg, *La révolution russe*, préface de Robert Paris, Maspéro, 1964, p. 54 en bas.

(10) Voir *La révolution allemande (1918-1923)*, supplément à *Etudes marxistes* n° 3-4, compte rendu de la journée d'études du 24-11-68, pp. 106 et 111, reproduction en annexe d'articles écrits par Rosa Luxembourg en novembre et décembre 1918 (et publiés pour la première fois en supplément à la *Vérité* n° 315 du 1<sup>er</sup> février 1959).

Nettl. Même Paul Frölich, quand il étudie les conditions de la naissance du parti communiste allemand, ne va pas vraiment au fond des problèmes. Seuls Lénine, puis Trotsky, et les militants qui, se réclamant d'eux, luttent effectivement pour la construction du parti révolutionnaire, pouvaient et peuvent à la fois rendre justice à Rosa Luxembour et mettre le doigt sur les points faibles de ses positions. Et c'est pour eux une nécessité de le faire, car les erreurs théoriques ne pardonnent pas dans la pratique.

Voici donc comment Pierre Broué posait le problème aux Journées d'étude sur la révolution allemande en 1968 :

« Tout révolutionnaire comprend aisément que la révolution prolétarienne allemande a échoué faute d'un parti révolutionnaire capable de jouer en Allemagne le rôle qu'avait joué en Russie le parti bolchévique. Mais ce qu'une étude détaillée de la révolution prolétarienne de 1918 à 1923 peut et doit apporter, ce sont les raisons pour lesquelles le noyau de révolutionnaires groupés, dès 1914, autour de Rosa Luxembour, le jeune parti communiste allemand, fondé dès janvier 1919, l'Internationale communiste, enfin, fondée deux mois après par Lénine et Trotsky, n'ont pas été capables de construire un tel parti, un parti bolchévique allemand. » (11)

Rosa Luxembour a bien vu la nécessité du parti, direction consciente du mouvement spontané des masses : « Si la direction de la grève générale, au sens de commandement qui en aurait l'initiative ou de calcul des frais qu'elle coûtera, est l'affaire de la période révolutionnaire elle-même, il n'en est pas moins vrai qu'en un tout autre sens, la direction, dans les grèves de masses revient au socialisme et à ses organes

dirigeants. » (12) Elle a bien vu aussi que l'appareil social-démocrate ne pouvait plus être cette direction consciente, et Trotsky lui reconnaît ce mérite : « Il est vrai, en effet, que Rosa Luxembour a passionnément opposé la spontanéité des actions de masses à la politique conservatrice de la direction social-démocrate, particulièrement après la révolution de 1905. Cette opposition était d'un bout à l'autre révolutionnaire et progressiste. Rosa Luxembour a compris et a commencé à combattre beaucoup plus tôt que Lénine le caractère de frein de l'appareil ossifié du parti et des syndicats. » (13)

Broué montre bien aussi, dans son livre *Révolution en Allemagne (1917-1923)*, que les « gauches » du parti social-démocrate allemand, à la veille de la première guerre mondiale, ne se composaient pas uniquement « d'intellectuels, journalistes du parti, écrivains, enseignants », mais qu'il y avait aussi « des organisateurs, permanents, professionnalisés et membres de l'appareil », détenant « des positions solides » (14). C'est justement cela qui rend d'autant plus nécessaire de comprendre pourquoi, malgré ces positions détenues, malgré des dirigeants aussi prestigieux que Rosa Luxembour et Karl Liebknecht, les révolutionnaires allemands n'ont pas réussi à construire le parti. Et Broué expliquait aux Journées d'étude de 1968 :

(11) *La révolution allemande (1918-1923)*, p. 46.

(12) *Grève générale...*, p. 49.

(13) Trotsky, *Rosa Luxembour et la 4<sup>e</sup> Internationale*, 1935, dans le supplément à la *Vérité* n° 315 du 1<sup>er</sup> février 1959, p. 14.

(14) Pierre Broué, *Révolution en Allemagne (1917-1923)*, Editions de minuit, 1971, pp. 48 et 49.

« Il n'y a pas en effet d'organisation, même embryonnaire, il n'y a que des individus ou des petits groupes informels ; il n'y a pas de fraction, il n'y a même pas de tendance proprement dite. Et je pense qu'il est utile ici de montrer que si cela tient, certes, à ce que les éléments de gauche de la social-démocratie allemande ont, du fait du poids de l'appareil bureaucratique, mis l'accent sur la spontanéité des masses, écrasées sous le carcan de l'appareil social-démocrate, cela vient aussi, incontestablement, de ce que l'analyse des rapports entre classe et avant-garde et des problèmes d'organisation faite par Rosa Luxembour et ses camarades ne pouvait, à cette époque, les conduire à la tentative de construire une organisation » (15), « ... car Rosa Luxembour pense que toute organisation créée artificiellement, c'est-à-dire en dehors du mouvement spontané de la classe elle-même qu'il a pour mission de susciter, ne peut être qu'une secte. » (16)

Dès 1916, critiquant la « brochure Junius », pseudonyme sous lequel Rosa Luxembour attaquait en 1915 la politique d'Union sacrée et de trahison de la social-démocratie allemande, Lénine soulignait les insuffisances des révolutionnaires allemands :

« ... Le plus grand défaut de l'ensemble du marxisme révolutionnaire en Allemagne, c'est l'absence d'une organisation illégale solidement constituée qui poursuive systématiquement sa ligne et éduque les masses dans l'esprit des tâches nouvelles : une telle organisation devrait avoir une position claire tant vis-à-vis de l'opportuniste que du kautskysme (c'est-à-dire du centrisme en Allemagne en 1916)... Junius dit avec raison qu'on ne peut pas "faire" une révolution. La révolution était à l'ordre du jour en 1914-1916, ca-

chée dans le sein de la guerre, découlant de la guerre... On aurait dû réfléchir aux actions systématiques, conséquentes, réalisables absolument quel que soit le rythme de développement de la crise révolutionnaire et qui vont dans le sens du mûrissement de la révolution... » (17). Et, dans *La faillite de la II<sup>e</sup> Internationale*, en 1915, Lénine écrivait : « On ne peut savoir si un puissant mouvement révolutionnaire se développera au lendemain de cette guerre, pendant celle-ci, etc., etc., mais en tout cas seul le travail accompli dans ce sens mérite le nom de travail socialiste. » (18)

Lénine voit très bien que la faiblesse de Rosa Luxembour n'est pas la sienne propre, mais que c'est celle de toute une conception théorique et pratique de l'organisation révolutionnaire :

« Dans la brochure Junius, on sent l'isolé qui n'est pas entouré de camarades au sein d'une organisation illégale habituée à penser jusqu'au bout les mots d'ordre révolutionnaires et à éduquer systématiquement les masses dans l'esprit de ces mots d'ordre. Mais ce manque... n'est pas un manque personnel de Junius, c'est le résultat de la faiblesse de toute la gauche allemande... » (19) [Ce qui est souligné l'est par Lénine.]

(15) *La révolution allemande (1918-1923)*, p. 65.

(16) *Idib.*, p. 66.

(17) Lénine, *A propos de la brochure Junius*, dans Rosa Luxembour, *Ausgewählte Reden und Schriften*, Berlin-Est 1951, tome I, p. 119.

(18) Lénine, *La faillite de la II<sup>e</sup> Internationale*, Editions sociales, Paris, 1953.

(19) Lénine, *A propos de la brochure Junius*, o. c., p. 135.

Trotsky, de son côté, dans l'article cité ci-dessus, écrit :

« En se tournant quelquefois contre le travail de Lénine dans le domaine de la construction d'un appareil révolutionnaire, elle révélait — dans tous les cas d'une manière embryonnaire — des traits réactionnaires. Chez Rosa elle-même, cela ne se passait qu'épisodiquement. Elle était trop réaliste, dans le sens révolutionnaire du terme, pour dégager des éléments de sa théorie de la spontanéité un système métaphysique achevé. Pratiquement elle savait elle-même cette théorie à chacun de ses pas. » (20)

Et Trotsky conclut :

« Les confusionnistes de la spontanéité du plus récent modèle ont aussi peu le droit d'en appeler à Rosa que les bureaucrates misérables du Komintern à Lénine. Si on laisse de côté ce qui est accessoire et vaincu par l'évolution, nous avons pleinement le droit de mettre notre travail pour la IV<sup>e</sup> Internationale sous le signe des « Trois L », c'est-à-dire non seulement sous celui de Lénine, mais encore sous celui de Luxembourg et de Liebknecht. » (21)

Nous laisserons de côté aussi par la même occasion, comme accessoire, les questions saugrenues que se pose Dominique Desanti, dans son compte rendu du livre de Nettl (22), comme par exemple :

« Que penseraient les militants du M.L.F. des amours de Rosa ? » (sic)

Nous avons mieux et plus urgent à faire : en étudiant et réétudiant la très actuelle critique faite par Rosa Luxembourg du révisionnisme de Bernstein, sa critique du parlementarisme et du ministérialisme, son bilan de la révolution russe de 1905, sa lutte contre le gauchisme de la majorité au congrès de fondation du Parti communiste allemand, etc., nous nous armerons pour les combats d'aujourd'hui. Car, comme l'écrivait Paul Frölich en 1939 en concluant son livre consacré à cet « aigle » (Lénine) du mouvement ouvrier — et il anticipait ainsi sur la période actuelle d'imminence de la révolution prolétarienne mondiale :

« La marche triomphale de la barbarie trouvera ses limites. L'Achéron se remettra en mouvement. De l'esprit de Rosa Luxembourg naîtront des vainqueurs. »

Quant au livre de Nettl, s'il peut servir par le grand nombre d'éléments de fait que l'auteur a mis à jour, ce n'est pas là qu'on peut chercher une appréciation sérieuse des problèmes théoriques et politiques en cause à propos de l'activité militante de Rosa Luxembourg.

(20) Trotsky, *Rosa Luxembourg et la 4<sup>e</sup> Internationale*, o. c., p. 5.

(21) Ibid., p. 16.

(22) *Le Monde* du 8-9-72.

## Autres livres reçus par la rédaction

**Tim Pat Coogan** : I.R.A., Histoire et actualité de l'armée républicaine irlandaise (Editions Alain Moreau, Paris).

**Maurice Dommanget** : Auguste Blanqui au début de la III<sup>e</sup> République, Dernières prisons et ultimes combats (Moutier éd., Paris, La Haye).

**Maurice Dommanget** : Saint-Just (Archives révolutionnaires).

Un  
militant ouvrier  
ne peut se passer  
chaque semaine  
de lire

## Informations ouvrières

Le numéro : 1,50 F

6 mois (24 n<sup>os</sup>) ..... 25 F

1 an (48 n<sup>os</sup>) ..... 50 F

Etranger (un an : 48 n<sup>os</sup>) ..... 60 F

### INFORMATIONS OUVRIERES

Correspondance - Rédaction - Administration :

88 bis, avenue Parmentier - Paris-11<sup>e</sup>

C.C.P. PARIS 21.831-73

# **Comité pour la libération immédiate des empri- sonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est**

Adhésion et correspondance :

**Alain CHALLIER - 48, rue Louise-Michel,  
92 - LEVALLOIS-PERRET - Tél. : PER. 48-14.**

---

**Abonnements au Bulletin d'information du Comité :**

**Pour 1972 (au moins cinq numéros) : à partir de 10 F  
(C.C.P. Alain CHALLIER, LA SOURCE 31.547-74)**

## **DIFFUSION EXCLUSIVE**

# **S.E.L.I.O.**

87 bis, rue du Faubourg-du-Temple - 75010 Paris



Les militants de l'Europe de l'Est et la IV<sup>e</sup> Internationale.

Rapports, résolution et appels adoptés par la Conférence des militants des pays de l'Europe de l'Est organisée en Suisse par le Comité International pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale ..... 7,00

La Révolution Espagnole, 1936-1939.

Compte rendu intégral du Cercle d'étude marxiste du 18 mai 1969.  
Exposé de P. Broué ..... 12,00

La révolution allemande (1918-1923).

Le socialisme dans un seul pays et la révolution prolétarienne.  
Compte rendu du Cercle d'étude marxiste du 24 novembre 1968 ..... 11,00

**P. BROUE.** — Le printemps des peuples commence à Prague.

Essai d'analyse sur la révolution politique en Europe de l'Est ..... 9,00

# Table des matières

Lettre ouverte à M. Valéry Giscard d'Estaing .....	1
Bulletins d'abonnement et souscription .....	8
Réimpression photographique de la collection de <b>La Vérité</b> (1 <sup>re</sup> série) .....	10
Une nouvelle phase du combat pour la reconstruction de la Quatrième Internationale .....	13
<b>Stéphane JUST.</b> — De Pompidou-Chaban à Pompidou- Messmer. La crise révolutionnaire se prépare ....	25
<b>Jean-Jacques MARIE.</b> — L'opposition communiste en U.R.S.S. aujourd'hui .....	63
<b>Antoine THIVEL.</b> — Le structuralisme stalinien : Althusser, ou Marx contre Marx. I. — La politique d'Althusser .....	80



Documents de la discussion internationale ..... 101

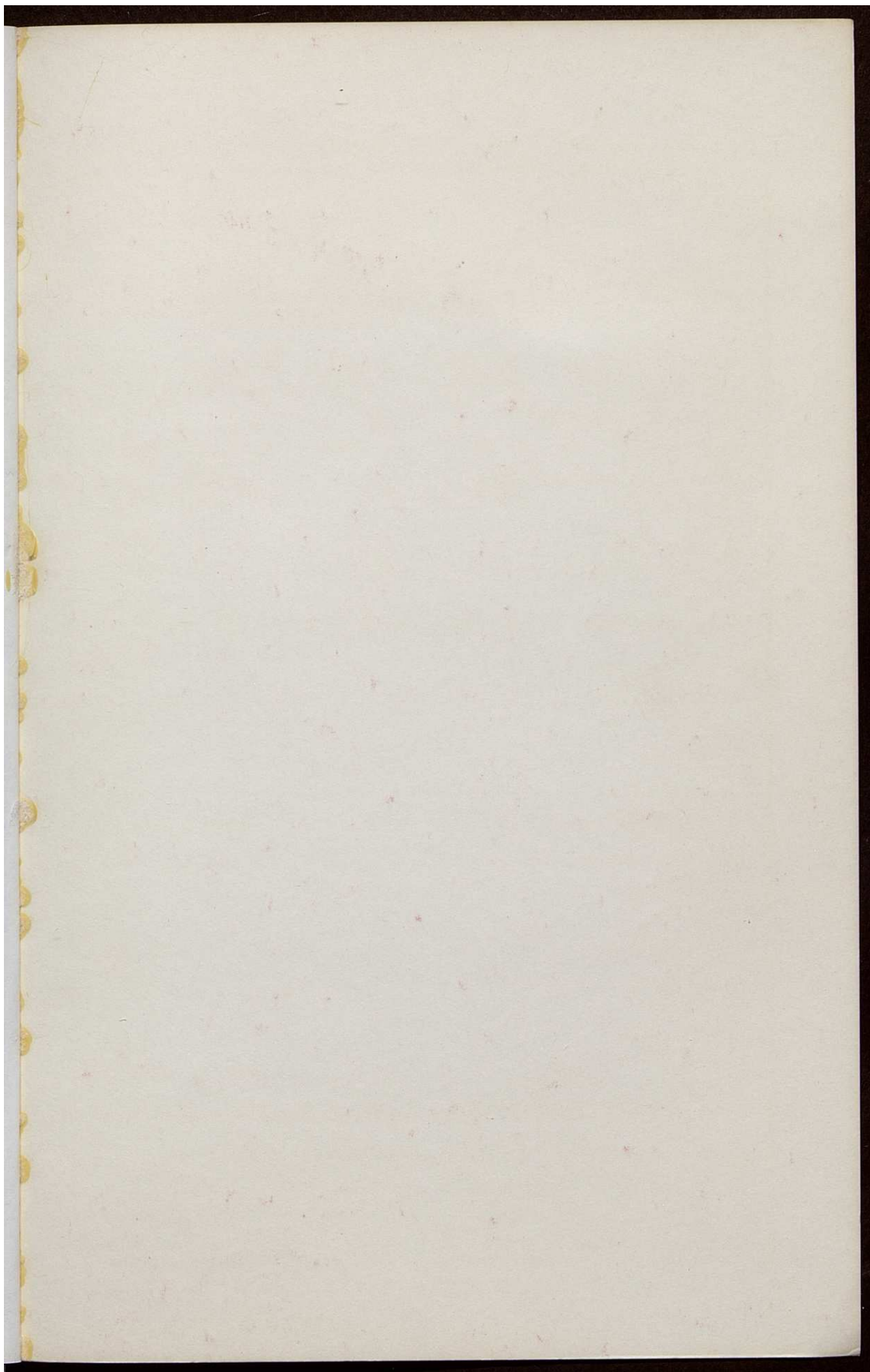
### COMPTES RENDUS

**Pierre BROUE.** — Deux livres : deux militants ouvriers

français ..... 105

**Jacqueline BOIS.** — La vie et l'œuvre de Rosa Luxemburg, par J.P. Nettl

..... 116





Prix du numéro : 6 F